

# VOYAGE EN LITTÉRATURE

Les deux premières questions de notre concours page 10.

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13784 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 23 MAI 1989

## Euphorie franco-américaine

Vingt ans après le départ du général de Gaulle des affaires, on s'était habitué à voir les relations franco-américaines se dégrader. Mais c'est la première fois qu'un sommet entre les présidents des deux pays se termine aussi bien. Le mot « euphorie » n'est pas de trop pour qualifier le climat des entretiens qui ont eu lieu ce week-end entre M. Mitterrand et M. Bush en Nouvelle-Angleterre, et n'ont fait apparaître pratiquement aucun désaccord.

La personnalité de M. Bush y est pour quelque chose. Celui qui n'était alors que le vice-président de M. Reagan avait été chargé de nouer le premier contact avec M. Mitterrand, à peine élu président, en lui rendant visite à l'Élysée en juin 1981. Sans cacher la « soud » que causait alors à Washington la présence de ministres communistes dans le gouvernement français, M. Bush avait su mettre de l'huile dans les rouages.

De cette époque, M. Mitterrand avait assuré l'allié américain sur la fermeté de son attitude en matière de défense en approuvant le déploiement des Pershing et missiles de croisière américains en Europe, face à la boulimie militaire de Brejnev. C'est une attitude similaire qu'il adopte maintenant dans la querelle qui divise l'OTAN à propos des missiles à courte portée, malgré la nouvelle politique étrangère de M. Gorbatchev.

M. Mitterrand n'en tient pas moins compte de la nouvelle donne, y compris de l'attitude de Bonn. En 1981, il s'agissait de soutenir activement un gouvernement allemand décidé à appliquer loyalement les décisions de l'OTAN, en dépit d'une vague de contestation pacifiste. Aujourd'hui, le problème est de gérer en douceur une crise causée par les hésitations du même gouvernement face aux projets américains.

Aussi bien, le président français a veillé dans cette affaire, tout en soutenant Washington sur le fond, à ne pas se couper du chancelier Kohl. Son attitude a été certainement plus utile que celle de M. Thatcher, principale avocate de la fermeté, et dont les déclarations ont contribué à apaiser le débat, comme on en convient même à Washington.

De fait, les choses ont progressé. Bonn doit répondre, ce lundi, à la dernière proposition américaine, mais son porte-parole a déjà fait savoir que l'urgence des négociations à ouvrir avec l'Est sur les missiles à courte portée n'est pas une des questions principales qui se posent à l'Allemagne. Il n'est plus question, selon lui, que de préciser les conditions dans lesquelles pourrait s'ouvrir cette négociation, l'une de celles-ci étant l'obtention de résultats tangibles aux pourparlers de Vienne sur les armements conventionnels : c'est là tout ce que demandent les Américains et les Français, ce qui devrait ouvrir la voie à un compromis avant même le sommet de l'alliance atlantique cette semaine à Bruxelles. Un compromis auquel la diplomatie française n'aura sans doute pas été étrangère.

(Lire nos informations page 6.)

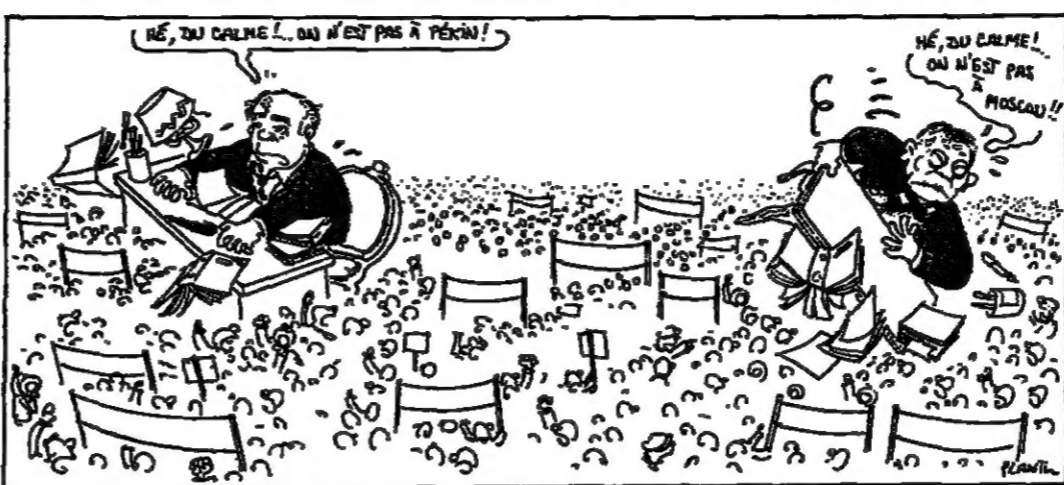
M 0147 - 0523 D - 4,50 F



## Les manifestations dans les deux grands pays communistes

### Les partisans et les adversaires de la répression s'affrontent au sein de la direction chinoise

Après trois jours d'attente fiévreuse et de mobilisation populaire aux côtés des étudiants toujours massés sur la place Tiananmen, l'armée n'est toujours pas intervenue à Pékin, où les dirigeants se réunissent sans discontinuer. Selon les informations, dans la capitale, il se pourrait que les partisans de la manière forte, en premier lieu le premier ministre Li Peng, soient contraints de céder le pouvoir aux tenants d'un dialogue avec les étudiants.



PÉKIN  
de notre correspondant

La « bataille de Pékin » est perdue pour les tenants de la manière forte au sein du pouvoir chinois. La plus grande confusion régnait en milieu de journée, lundi 22 mai, sur les conséquences pour le régime de cette défaite sans précédent devant le pouvoir tranquille et désarmé de la rue.

Si l'armée semblait décidée à ramener l'ordre dans la capitale en vertu de la loi martiale décrétée samedi, mais toujours pas appliquée plus de cinquante heures plus tard, le risque d'affrontements que l'on avait craint à l'origine commençait à s'estomper. La troupe, répétait-on, n'est pas là pour réprimer les étudiants contestataires qui demeurent sur la place Tiananmen, à l'issue de trois nuits folles qui se sol-

dent sur un « échec et mat » total pour le premier ministre Li Peng, dévoué par une fraction sans doute majoritaire de la haute direction. Lundi matin, l'armée a procédé à plusieurs lâchers de tracts sur Tiananmen, reproduisant une annonce de l'agence Chine nouvelle précisant que sa tâche était seulement de ramener un ordre social cohérent et non d'attaquer les « étudiants patriotes ».

FRANCIS DERON.  
(Lire la suite page 3.)

### A Moscou, cent mille personnes ont réclamé la démocratie

Le comité central du PC soviétique s'est réuni, lundi 22 mai, avant la séance inaugurale, jeudi, du Congrès des députés du peuple. La veille, plus de cent mille personnes avaient assisté, à Moscou, à un meeting en faveur de la démocratie.

A Erevan, deux cent mille personnes ont assisté, dimanche, à une manifestation - autorisée - pour réclamer la libération des dirigeants du mouvement arménien emprisonnés à Moscou.

réformes, d'un peu plus de liberté et de démocratie, qu'on veut déjà, tout court, la liberté et la démocratie - pas la libéralisation, la liberté.

Sur l'estrade branlante, s'écrasaient députés baltes, moscovites, ukrainiens et arméniens, de jeunes leaders des clubs politiques et les trois héros du jour.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

## Sommet de Casablanca

L'Égypte a retrouvé sa place au sein de la Ligue arabe  
PAGE 4

Conférence sur la francophonie à Dakar  
Entre le drame sénégalais et le vague à l'âme général  
PAGE 6

## Cannes 89

■ Sélection officielle : « Eaux printanières », « Chimère », « Monsieur Hire »  
■ Quinzaine des réalisateurs : « La Ville Zéro »  
■ Un certain regard : « Santa Sangre »  
PAGES 18 et 19

Ce numéro contient le supplément  
« Le Monde-Economie », folioté de I à IV,  
en encart entre les pages 16 et 17.

Le sommaire complet se trouve page 30

## Un sondage CSA pour « le Monde » et FR 3

### L'armée de métier de plus en plus populaire

La dissuasion nucléaire et l'armée de métier recrutent de plus en plus d'adeptes en France, si l'on en croit un sondage CSA sur « Les Français et la dissuasion nucléaire », commandé par « le Monde » et FR 3, avant un débat télévisé, mardi 23 mai, sur la troisième chaîne avec la participation du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

Pour autant, selon la perception qu'en ont les Français interrogés, les risques d'une guerre entraînant leur pays s'éloigneraient, alors que le terrorisme et les menaces contre leur environnement écologique

apparaissent désormais comme les dangers les plus graves. De ce point de vue, l'Union soviétique n'est plus perçue majoritairement comme une puissance inquiétante, quand les pays arabes et l'Iran viennent en tête des éventuelles menaces militaires qui pourraient s'exercer contre la France.

C'est cette perception-là du contexte international qui expliquerait, selon ce sondage, que 67 % des Français interrogés souhaiteraient une négociation avec Moscou (sans entrer dans le conflit), voire l'adoption d'une position neutre, si les armées soviétiques envahissaient l'Allemagne. Ils sont 56 % (en accroissement sensible par rapport à 1982) à souhaiter une négocia-

tion (sans essayer de se défendre militairement) si, d'aventure, les armées soviétiques entraient sur le territoire national.

La publication de ce sondage CSA-le Monde-FR 3 intervient alors que les services de M. Chevènement ont dû reprendre tous leurs calculs sur les dépenses de la programmation militaire, en cours de révision, à la suite des nouvelles orientations définies par le chef de l'Etat lors de sa conférence de presse de la semaine dernière (le Monde du 20 mai). Ce texte de loi sera sans doute discuté en conseil des ministres le 7 juin.

(Lire les résultats du sondage et le commentaire de JACQUES ISNARD page 14.)

## Un entretien avec le président de la Bundesbank

« La libéralisation des mouvements de capitaux va dans le sens des intérêts des Français »

« Le Monde » consacre plusieurs suppléments à l'Allemagne fédérale : aujourd'hui, « le Monde de l'économie » ; mercredi, « le Monde Campus » ; et, vendredi, « le Monde Affaires ».

M. Karl Otto Poehl, le président de la Banque centrale de RFA, explique que la libéralisation totale des mouvements de capitaux au sein de la CEE, en 1990, devrait être très favorable à la France. Alors que le dollar poursuit son ascension (6,81 F le 22 mai à Paris, 2 DM à Francfort), le président de la Bundesbank juge inefficaces les interventions systématiques des banques centrales, et estime que les taux d'intérêt en France et en RFA devraient se rapprocher (lire page 30).

« L'Allemagne connaît actuellement une croissance économique plus forte que prévu. Cette haute conjoncture devrait-elle se prolonger ?

— En effet, aucun signe de changement ne se manifeste. Au contraire, pour citer cet exemple, les commandes reçues par les entreprises continuent à augmenter.

Craignez-vous une situation de surchauffe ?

Tout semble indiquer que nous nous trouvons, en Allemagne, en plein milieu d'un boom économique. Et cela nous inspire quelques préoccupations dans la mesure où le haut niveau de l'activité pourrait aggraver les tensions inflationnistes.

Ce danger vous paraît-il vraiment menaçant ?

— Nous ne sommes pas alarmés, mais, bien sûr, c'est ce

danger qui a motivé la décision récente du conseil d'administration de la Bundesbank de relever ses taux d'intérêt. Ce n'est d'ailleurs pas tellement l'évolution des prix à la consommation qui est notre principal souci. La hausse actuelle des prix à la consommation, de 3 % en rythme annuel, intègre les impôts indirects. Abstraction faite de cela, l'indice progresse actuellement au rythme de 2,5 % l'an environ. Nous sommes en fait beaucoup plus attentifs à l'évolution d'autres prix, notamment des prix à l'importation. Ceux-ci sont influencés par le cours du mark et la tendance haussière des prix du pétrole. Sur les douze derniers mois, les prix des produits importés ont augmenté en Allemagne de 7,2 %.

Propos recueillis par  
PAUL FABRA  
et ERIK IZRAELEWICZ.  
(Lire la suite page 25.)

## Clément Rosset Schopenhauer, philosophe de l'absurde



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

# Débats

## ENVIRONNEMENT

### Nucléaire : éclairer... l'opinion

par MICHEL CLAVERIE (\*)

DANS la dernière décennie, l'équipement du territoire en centrales nucléaires avait suscité dans notre pays un débat qui fut souvent vif et ardent. L'enjeu avait été posé en ces termes : pour s'affranchir durablement de la contrainte énergétique, faut-il recourir massivement au nucléaire et supporter, du même coup, les risques qui y sont attachés ? Aujourd'hui, alors que notre parc nucléaire est installé et qu'il fonctionne comme n'importe quelle autre industrie, l'opinion ne semble plus attachée autant d'importance aux arguments économiques ni aux impératifs de sûreté qui ont sous-tendu le choix du nucléaire. On a ainsi l'impression qu'on est passé, en peu d'années, d'un débat d'opinion, public et agressif, à un débat feutré réservé à quelques spécialistes. Comme si la phase de construction des centrales portait en elle plus de conséquences et d'interrogations que la phase de fonctionnement quotidien dans laquelle nous sommes maintenant entrés.

En fait, il n'en est rien. Et pour ceux qui ont la charge de veiller au bon fonctionnement du parc électro-nucléaire, au sein du ministère chargé de l'industrie, une telle impression est trompeuse, à tous points de vue. D'abord, parce qu'il est faux de penser que notre pays est une sorte de périmètre protégé où les enjeux d'opinion se sont effacés avec l'achèvement de notre programme d'équipement nucléaire et le ralliement des oppositions anciennes aux réalités du moment.

Ensuite, parce que le fait que le débat ait quitté le terrain des grandes controverses nationales ne doit pas amener à la conclusion qu'une opinion tranquille est une opinion qui acquiesce. Tout au contraire, pour les responsables de la sûreté nucléaire, seule une opinion qui comprend et s'intéresse à ces questions peut permettre aux politiques de sûreté de se développer dans des conditions optimales.

C'est pour cette raison et parce que nous parlons sur la capacité de l'opinion à adhérer à notre politique de sûreté que nous faisons de la communication une partie intégrante de notre action.

#### Nouveaux enjeux

Vivre avec le nucléaire au quotidien ne signifie pas que l'opinion a cessé, pour autant, de se poser des questions. En fait, les enjeux d'opinion ont changé de nature et les pouvoirs publics sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles interrogations.

La phase du fonctionnement quotidien des centrales dans laquelle nous sommes maintenant entrés coïncide avec le basculement d'une partie de l'opinion non pas dans le camp des « personnes favorables au développement du nucléaire », mais dans

une attitude de « consensus contraint ». A partir d'un équilibre mieux perçu entre les avantages qu'ils tirent de l'énergie nucléaire et les inconvénients qu'ils supposent, nos concitoyens se disent désormais : d'accord pour croire à cette énergie nationale, puisqu'on ne peut plus faire autrement, mais nous voulons considérer qu'elle est sans faille... Le risque serait que cette résignation se transforme en un comportement en forme de « tout ou rien », la moindre perte de confiance, fondée ou infondée, engendrant un rejet catégorique de notre dispositif électro-nucléaire. Même si un tel risque existe, il est limité. Un des nombreux sondages effectués après Tchernobyl révèle que 70 % des Français estimaient en novembre 1986 que l'énergie nucléaire apporte une solution tout à fait ou assez satisfaisante au problème de notre indépendance énergétique.

Certes, on sait que le socle de cette rationalisation économique repose sur la conviction qu'un accident grave est impossible. On sait aussi que les conditions de cet état de l'opinion peuvent se modifier, si la perception des risques devient trop forte. La pression exercée désormais par nos voisins européens, la montée de valeurs individualistes chez les jeunes générations, la peur des fureurs modernes pour la santé, dont la radioactivité fait partie, et surtout la prise de conscience générale que le nucléaire, comme les autres mythes technologiques, n'est pas à l'abri d'erreurs humaines sont autant de facteurs nouveaux qui influent sur l'opinion. Ils sont à l'origine de nouvelles interrogations qui reposent en permanence le débat, autant dans son principe que dans ses modalités.

#### Responsabilisation

La difficulté aujourd'hui, c'est que les incidents et accidents survenus ces dernières années dans le fonctionnement des centrales n'ont pas été bien compris par l'opinion. Bien plus, Tchernobyl a fait surgir la conscience qu'il pouvait survenir un accident nucléaire porteur de dangers graves. Le phénomène ayant surpris tous les acteurs, il n'est accompagné aussi d'une relative perte de crédibilité des autorités concernées : les associations de consommateurs ont été les seules à voir leur cote de confiance augmenter aux yeux de l'opinion, après cet événement. Rien n'est donc plus comme avant et rien n'est désormais acquis dans ce domaine, ni en France ni ailleurs. La confiance de l'opinion dans le nucléaire, et notamment dans la sûreté des installations, se situe désormais au-delà des affirmations, ou du volontarisme. C'est ce qui rend aujourd'hui plus complexe la tâche des pouvoirs publics.

Le respect des normes de sûreté ne fait pas une politique. Celle-ci

repose d'abord sur la responsabilisation des acteurs, à tous les stades du processus de sûreté. Elle exige aussi que l'opinion ait un niveau de compréhension des phénomènes suffisant pour apprécier leur réalité. Si notre sûreté est d'abord fondée sur la responsabilité de l'exploitant, il convient de rappeler qu'elle implique une séparation des rôles, au terme de laquelle le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) assure, au sein du ministère chargé de l'industrie pour le compte des pouvoirs publics, la mission de surveillance et de préparation des décisions d'autorisation ou d'arrêt des installations nucléaires.

La façon dont cette mission est remplie intéresse directement l'opinion, qui doit avoir connaissance, à travers les élus et les médias, des conditions d'exploitation requises. En ce sens, le SCSIN est dépositaire de l'état de la sécurité maximale requise, c'est-à-dire du respect des normes définies pour garantir à l'opinion un fonctionnement de nos sites nucléaires sans prise de risques inacceptables. C'est ce qui est fait et c'est ce qui oblige la mission de sûreté à s'exercer ouvertement pour permettre à tous les acteurs, techniques et politiques, d'assumer leurs responsabilités.

Mais la connaissance des pratiques de sûreté se signale par son manque leur compréhension, lorsqu'il s'agit de l'opinion publique. C'est là où le discours scientifique atteint sa limite en démocratie si, sous prétexte d'éclairer l'opinion, on se contente de maintenir sa confiance sur des arguments d'autorité. Il en est ainsi dans le secteur nucléaire : le fonctionnement des équipements s'apparente à tous les autres processus industriels, comme ceux de l'automatique, de la chimie ou de l'informatique, mais, compte tenu de la perception particulière que l'opinion garde de la fission de la matière, on est amené à développer dans ce domaine une politique d'information plus exigeante. C'est pourquoi l'effort considérable entrepris par EDF, depuis plus de dix ans, pour faire visiter et comprendre le fonctionnement des sites reste la meilleure pédagogie, même si elle ne suffit pas encore à faciliter la compréhension des incidents qui émailent et émailleont inévitablement la vie courante des installations nucléaires.

Plus difficile encore est l'appréciation par l'opinion des données qui fondent notre politique de sûreté. Comme dans les autres industries que nous maîtrisons, ces données sont calculées à partir de probabilités qui permettent de situer des occurrences d'événements, les contraintes étant fixées en proportion des risques que l'on estime pouvoir ou vouloir courir. C'est ainsi que dans le domaine nucléaire, nous fixons des contraintes tout à fait considérables

qui permettent de ne pas faire courir à la population concernée des risques qu'elle n'est pas prête à tolérer. C'est le seul aspect que l'opinion retient et sur lequel elle fonde sa confiance.

La vérité scientifique voudrait que l'opinion distingue, au-delà de cette assurance de principe, l'appréciation des phénomènes extrêmes qui ont été jugés à ce point improbables qu'on n'a pas voulu les imaginer et qui font partie dans l'absolu du risque encouru, comme par exemple des séismes tout à fait exceptionnels. Quelle que puisse être la tentation des spécialistes, ces situations hors normes ne constituent pas un sujet sur lequel il est aisé de communiquer, parce que l'opinion ne sait pas les interpréter et qu'elle a une tendance à les installer en référence. Cela n'empêche aucunement le fonctionnement véritable du discours de sûreté, qui s'efforce aujourd'hui de faire de l'opinion un acteur à part entière de la politique de sûreté, conscient de toutes les données de l'exploitation de nos sites nucléaires.

#### Transparence et initiative

Dans le passé, la communication du SCSIN, autorité de sûreté, pouvait apparaître à juste titre particulièrement discrète et soucieuse de préserver l'image des exploitants. D'où le reproche fréquent du péché par omission. Depuis Tchernobyl, le SCSIN a tiré les conséquences des risques de défiance qui se sont manifestés dans l'opinion et a fait franchir à sa communication une étape décisive. Tout en étant concertée avec l'exploitant, cette communication est aujourd'hui fondée sur un premier principe intangible : la transparence. Cette nouvelle exigence se traduit par une large information du public sur le travail accompli par l'autorité de sûreté. Le fonctionnement des sites fait l'objet d'un suivi permanent, disponible sur minute que tous, spécialistes ou non, peuvent consulter. Tous les incidents, un tant soit peu significatifs sont répertoriés sur une échelle de gravité qui permet au grand public de situer l'importance des phénomènes relatés et nous nous efforçons, dans le respect du public, d'avoir une attitude d'information irréprochable.

Au-delà de l'information relative au fonctionnement du parc et qui constitue le fondement de notre communication, nous avons décidé d'initier une démarche pédagogique, en nous appuyant en premier lieu sur les relais d'opinion. Nous attachons la plus grande importance au fonctionnement des commissions locales d'information qui sont chargées de développer des échanges continus d'informations entre les élus et les sites nucléaires. Nous menons, d'autre part, une politique de contact régulier avec la presse pour expliquer plus à fond nos décisions et transmettre aux médias les données dont ils ont besoin pour les interpréter. C'est ainsi que les travaux visant au redémarrage de Creys-Malville ont fait l'objet, en concertation avec l'exploitant, d'une mise à plat complète avec la presse.

Nous incitons parallèlement les directions régionales de l'industrie de la recherche à assumer cette mission d'information dans leurs régions.

La complexité du sujet ne doit jamais servir de prétexte à l'absence de clarification de notre activité. De

même, la nature claire et rude de nos relations avec l'exploitant ne nous empêche pas de faire valoir nos différences, si elles correspondent à notre analyse des phénomènes. Ce processus actif d'information va, certes, générer une demande sans cesse plus précise face à laquelle il faudra nous organiser. Cela fait partie de la façon moderne dont nous comprenons notre mission.

Notre parc nucléaire doit fonctionner avec un taux élevé d'acceptation de l'opinion, lequel ne se déve-

loppera que sur la connaissance rationnelle de la réalité nucléaire. Il convient donc de sortir du cercle vicieux selon lequel on aurait intérêt à en dire le moins possible pour conforter l'indifférence générale. Il faut entrer dans un cercle vertueux où plus on en dit, plus les choix sont compris et plus les comportements deviennent responsables. C'est aussi le seul moyen de conforter le fonctionnement de cette industrie et de la rendre acceptable dans l'Europe du grand marché, en la rendant exemplaire.

(\*) Chef du service central de sûreté des installations nucléaires.

### Un nouveau droit de l'homme

par CORINNE LEPAGE JESSUA et CHRISTIAN HUGLO (\*)

TOUTS ceux qui, depuis de longues années, luttent pour protéger l'environnement ne peuvent que se réjouir de ce que la communauté internationale s'efforce enfin des conséquences catastrophiques à l'échelle planétaire d'une politique industrielle et de préoccupations financières et économiques peu respectueuses de la survie de l'humanité.

En Europe, la France apparaît comme réticente à faire de l'environnement une priorité, au même titre que l'emploi et la croissance économique. Non pas que les textes manquent pour assurer le respect de la nature : l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1976 fait de la protection de l'environnement un intérêt général, et la pratique des études d'impact s'est largement répandue. Des lois abondantes qui concernent l'eau, l'air, le sol ou les déchets viennent apparemment rassurer le citoyen sur l'ardeur que met l'administration à assurer un environnement sain et de qualité.

Mais l'expérience du juriste est tout autre : ces lois n'organisent en réalité que la conciliation des intérêts généraux, parmi lesquels l'environnement n'est que secondaire pour ne pas dire accessoire ; l'intérêt économique et le chantage à l'emploi l'emportent invariablement dans l'esprit des décideurs sur l'intérêt de la nature, dont les atteintes ont continué un coût mais officiellement pas de prix. Le secrétariat à l'environnement reste un département ministériel mineur, quels que soient les efforts de ceux qui y travaillent. La jurisprudence du Conseil d'Etat a toujours dans les grands dossiers d'environnement donné la priorité à l'énergie nucléaire — impératif national primordial — ou aux impératifs économiques ; les juges répressifs n'ont le plus souvent que de simples contre-

ventions à leur disposition : il est moins grave de marier une centrale nucléaire sans autorisation ou de polluer l'air que de maltraiter un chien ou de voler à l'école ! Seul un réel changement d'état d'esprit peut mettre fin à cette situation. Le juge comme le législateur ne font que traduire juridiquement l'évolution des aspirations et des besoins de la société à un moment donné du temps. Sur le plan politique, l'environnement abandonné souvent à des groupes marginaux a eu, malheureusement, à l'opposé des situations étrangères où l'écologie est une donnée essentielle du débat et donc de la vie politique depuis plusieurs années.

Certes, sous l'effet combiné des menaces actuelles, de l'isolement de la politique française, notamment en matière nucléaire, et des prises de conscience du grand public, l'évolution est en cours. L'existence d'un électeur a suscité un parti « vert » et la reprise à leur compte par les partis classiques de la revendication écologique.

Il ne s'agit encore que de mots dès lors que la problématique est inchangée et l'état de droit « stationnaire ». Il faut donc aller au-delà. En cette année du Bicentenaire, seule la reconnaissance d'un principe constitutionnel du droit de l'homme à sa survie, c'est-à-dire à son environnement, peut arriver au bout des difficultés juridiques actuelles.

Ce principe, qui s'imposerait, conformément à notre Constitution, à tous les pouvoirs publics et aux juridictions de notre pays non seulement garantirait le citoyen contre ces abus courus dans le passé et le présent, mais encore montrerait que la France est encore capable, deux cents ans après la Déclaration des droits de l'homme, de créer les principes particulièrement nécessaires à l'homme de l'an 2000.

(\*) Avocats à la cour de Paris.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vermet

Correspondant en chef : Claude Sales

**Le Monde PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDPUB 206 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

#### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS (tarif normal)
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-64-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

##### DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

#### Les codes

Dalloz ne

cessent de

grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Code du travail 1989.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

هكذا من الأدب









# Politique

## La préparation des élections du 18 juin

### La rénovation à l'abri du centre

Les fervents de l'Europe pour tout dire s'en plaignent mais devront bien, comme tout le monde, s'y résoudre : à moins de quatre semaines du rendez-vous du 18 juin, ces élections européennes seront lourdes de conséquences sur le plan de la politique intérieure, et singulièrement pour le devenir de l'opposition. Pour une stricte raison de calendrier : il est acquis que, sauf événement imprévu, ces élections européennes constitueront le dernier test national avant les élections législatives du printemps 1993, les élections sénatoriales de septembre prochain et les élections cantonales de mars 1991 n'étant toutes deux que des scrutins partiels. Plus de trois ans de quasi-tranquillité électorale, cela ne s'était guère produit depuis fort longtemps, et une telle période d'occasionalité peut naturellement favoriser l'éclosion de toutes les ambitions et l'envie de bien des changements.

Surtout, dès le soir du 18 juin, on saura où en est l'opposition, quelle voie elle pourra emprunter, à quel destin elle sera liée. Le mouvement déclenché par les « rénovateurs » aura, à cet égard, singulièrement contribué à grossir l'enjeu, à placer la barre de ce rendez-vous beaucoup plus haut. De fait, malgré les

déclarations péremptoires des uns et des autres, chacun a déjà pris conscience de l'importance de l'enjeu. Si ne veut pas être voué à l'oubli à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing ne peut guère se permettre le luxe de faire beaucoup moins de 30 %, ni d'être dépassé par un Laurent Fabius, qu'il imagine personnellement encore pouvoir retrouver un jour sur le chemin de l'Élysée.

L'inconvénient est que l'état des réflexions de ses partenaires dans cette aventure européenne, MM. Chirac, Juppé et Lottard, est plus nuancé. Comment faire un bon score, apporter la démonstration probante de l'efficacité de l'union de l'opposition sans pour autant faire en même temps la promotion de la maison VGE ? Un casse-tête dont ils peuvent mesurer la difficulté quotidienne.

Il ne fait pas de doute non plus qu'en face ou à côté — comme l'on voudra — M<sup>me</sup> Veil, les centristes et les

« rénovateurs » ont perdu l'habitude. Ces derniers n'ont pas de liste, mais ils soutiennent de tout leur cœur la liste du centre. La tête-à-tête entre M<sup>me</sup> Veil et M. Noir de vendredi dernier à Lyon a permis de le vérifier. Dans les jours prochains, des visites systématiques de la tête de liste du centre dans les fiefs des « rénovateurs » devraient encore un peu plus peaufiner la démonstration. Une parfaite répartition des rôles semble ainsi s'opérer. Dans l'ombre, les « rénovateurs » préparent minutieusement l'après-18 juin en maintenant la discrétion nécessaire sur le rendez-vous de la grande convention qu'ils veulent organiser à Lyon, le 24 juin. Devant les projecteurs, M<sup>me</sup> Veil se charge de leurs relations publiques, enfonce leurs principaux thèmes de campagne en dénonçant l'emprise sur l'opposition des appareils, son manque de dialogue et son absence de morale.

Même combat et donc, à l'arrivée, même risque ou même succès. A 13 %, la liste Veil prouverait la consistance du centre en France, la volonté profonde de changement de mœurs dans l'opposition et le démarquage entre un courant rénovateur et un courant conservateur. A partir d'un tel résultat, les centristes convoqueraient immédiatement un nouveau congrès destiné à jeter les fondations d'un grand parti du centre rénové. Mais si le résultat de la liste du centre n'est, le 18 juin, qu'à un chiffre (moins de 10 %), les « rénovateurs » et les centristes n'auraient sans doute plus que le choix entre rentrer dans le rang de l'opposition ou partir vendre leurs idées rénovatrices chez les socialistes. Voilà qui montre bien l'importance de la partie qui se joue. Parient sur la fracture de l'opposition, le Front national est repart dans une entreprise de recherche de respectabilité. Parient sur le schéma de la liste Veil, radicaux, PSD et libéraux songent à reformer le centre d'une nouvelle opposition. Et, du côté de l'Élysée, tout cela n'est pas non plus regardé sans intérêt.

DANIEL CARTON.

### Le CDS n'occupe que 40 % des places sur la liste de M<sup>me</sup> Veil

Retardée pour cause de confirmation de prise présidentielle, la publication de la liste de M<sup>me</sup> Simone Veil s'est faite dans une ambiance des plus familiales au Pré-Catela, dimanche 21 mai. Les quatre-vingt-neuf candidats étaient tous là ou presque. Si MM. Bernard Stasi et Jacques Barrot étaient excusés, MM. René Monory, Bernard Bosson et François Bayrou, directeur de la campagne, étaient là avec le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Sa fille, Laurence, s'était un peu que ce ne soit pas un pique-nique sur l'herbe... mais le maître de Vitry avait en bon chercheur un lieu plus campagnard. Il n'avait rien trouvé. Claude Lelouch dépassait la vedette à la tête de liste. En troisième position, le réalisateur d'*Un homme, une femme* — film qu'il était venu présenter à

Charles de Gaulle à l'Élysée — ne démentait pas son image de néophyte en politique en observant qu'il aurait pu tout aussi bien figurer sur la liste Fabius.

Avant de lire les noms des candidats, l'ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg a affirmé que sa liste est « la plus européenne » et que ses colistiers « veulent faire une Europe plus démocratique, la faire plus vite et plus large que les autres ». C'est aussi, a-t-elle ajouté, la liste « de la France qui bouge », une liste « différente » parce que « nous voulons qu'il y ait une morale dans la vie politique », parce que « nous sommes tous très concernés par le fait que la politique est un engagement de soi-même ».

Au passage, elle a observé qu'aucun de ceux qui sont à ses côtés, n'a pensé de compagnie avec le Front national, qu'aucun « n'a utilisé le FN pour des opérations politiques ». « Nous avons été clairs et nous continuerons ; nous sommes attachés au combat pour les droits de l'homme, quels que soient les pays concernés », a-t-elle conclu. M. Méhaignerie a souligné, en aparté, que la liste est « ouverte » puisque le CDS n'occupe que 40 % des places. Deux anciens ministres de M. Valéry Giscard d'Estaing y figurent : MM. Michel Debatisse et Jean-Philippe Lecot (sans compter M<sup>me</sup> Veil elle-même), et un RPR, M. Jean-Claude Bourlanges, qualifié par M<sup>me</sup> Veil de « l'un des penseurs de la rénovation ».

Nous publions ci-dessous les quatre-vingt-neuf candidat(e)s de la liste conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil.

1. Simone Veil, UDF, 62 ans, députée européenne ; 2. Jean-Louis Borio, sans étiquette, 38 ans, maire de Valenciennes (Nord) ; 3. Adrien Zeller, UDF-CDS, 49 ans, député, conseiller régional d'Alsace, maire de Saverne (Bas-Rhin) ; 4. Nicole Fontaine, UDF-CDS, 45 ans, députée européenne ; 5. Pierre Bernard-Reymond, UDF-CDS, 43 ans, conseiller général des Hautes-Alpes, maire de Gap ; 6. Philippe Douste-Blazy, sans étiquette, 36 ans, maire de Lourdes (Hautes-Pyrénées) ; 7. Jean-Louis Bourlanges, RPR, 43 ans, conseiller régional de Haute-Normandie, auteur de *Droite, amitié zéro* ; 8. Michel Debatisse, UDF, 60 ans, député européen, président de la chambre d'agriculture et conseiller général du Puy-de-Dôme ; 9. François Froment-Meurice, UDF-CDS, 39 ans, adjoint au maire de Montmorancy (Val-d'Oise), secrétaire général du groupe UDF de l'Assemblée nationale ; 10. Jean-Marie Vanierenberghe, UDF-CDS, 50 ans, député européen, conseiller municipal d'Arras, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais ; 11. Jean-Pierre Abelin, UDF-CDS, 39 ans, député européen, conseiller général de la Vienne, conseiller municipal de Châtelleraut ; 12. Robert Desnoy, sans étiquette, 67 ans, député européen, maire de Choiseul (Vendée), conseiller régional d'Ile-de-France ; 13. Claude Lelouch, sans étiquette, 52 ans, cinéaste ; 14. Pierre Fauchon, UDF-CDS, 60 ans, conseiller régional du Centre, conseiller général de Loir-et-Cher ; 15. Hervé Serlorey, sans étiquette, 52 ans ; 16. Jeanne-Françoise Hutin, sans étiquette, 50 ans ; 17. Denis Basseillon, UDF-CDS, 62 ans ; 18. Jean-Philippe Lecot, sans étiquette, 53 ans ; 19. Monique Badier, UDF-CDS, 64 ans, députée européenne, chargée de mission auprès de M. Alain Poirer ; 20. Gérard Benhamon, UDF-rad., 41 ans, député européen, adjoint au maire de Nancy, conseiller régional de Lorraine ; 21. Eric Azzière, UDF-CDS, 34 ans, président des Jeunes démocrates sociaux ; 22. Michel Valdiguié, UDF-CDS, 47 ans, adjoint au maire de Toulouse, conseiller régional de Midi-Pyrénées ; 23. Yvanick Marzin, UDF-RPR, 42 ans, conseiller général du Finistère ; 24. André Weber, UDF-CDS, 62 ans, conseiller régional d'Alsace, conseiller général du Haut-Rhin ; 25. Henri Jean-Baptiste, UDF-CDS, 56 ans, député de Mayotte ; 26. Claude du Grandrat, 60 ans, UDF-CDS, 52 ans, vice-présidente du conseil régional de Picardie, adjoint au maire de Senlis (Oise) ; 27. Pierre Letamandria, UDF-CDS, 46 ans, adjoint au maire de Souraie (Pyrénées-Atlantiques) ; 28. Françoise Clère, UDF-rad., 46 ans, conseillère régionale de Poitou-Charentes, conseillère municipale de La Rochelle (Charente-Maritime) ; 29. André Heynecq, UDF-CDS, 62 ans, adjoint au maire de Toulon, vice-présidente du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur ; 30. Salem Kacet, sans étiquette, 38 ans, adjoint au maire de Roubaix (Nord) ; 31. Dominique Richard, UDF-CDS, 35 ans ; 32. Bernard Carot, UDF-CDS, 47 ans, délégué au Conseil supérieur des Français à l'étranger ; 33. Maguette Dini,

conseiller régional de Haute-Normandie ; 34. Jacques Jeanneuf, UDF-CDS, 45 ans, conseiller municipal de Charleville-Mézières (Ardennes), conseiller régional de Champagne-Ardenne ; 35. Florent Dessau, UDF-rad., 30 ans ; 36. Jean Gravier, UDF, 36 ans, conseiller général de l'Allier, maire de Villebret ; 37. André Barbier, UDF-CDS, 64 ans, adjoint au maire de Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire) ; 38. Lucien Bazard, sans étiquette, 59 ans, général de gendarmerie, maire d'Échenon-la-Méline (Haute-Saône) ; 39. Jean-François Michel, UDF-CDS, 38 ans, maire de Vernon-en-Vivrais (Ardèche) ; 40. Nicole Bertout, UDF-CDS, 59 ans, adjoint au maire de Carcassonne (Aude) ; 41. Dominique Paillet, UDF-CDS, 33 ans, maire des Aubiers (Deux-Sèvres) ; 42. Gérard Mayaud, UDF-CDS, 39 ans, conseiller général de l'Indre, maire de Seillant ; 43. Roger Castel, UDF-CDS, 66 ans, conseiller général de la Somme, maire de Chépy ; 44. Agnès Szumanski, CNI, 63 ans, conseillère municipale de Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine) ; 45. Marcel Ollitrault, UDF-CDS, 52 ans, conseiller général des Côtes-du-Nord, maire de Etables-sur-Mer ; 46. Claude Girond, UDF-CDS, 43 ans, conseiller général et maire d'Albens (Savoie) ; 47. Maurice Mari, UDF-CDS, 52 ans ; 48. Daniel Naintré, sans étiquette, 50 ans, adjoint au maire de Sainte-Luce-sur-Mer (Loire-Atlantique) ; 49. Christiane Sojaï Eckert, sans étiquette, 37 ans ; 50. Claude Casagrande, UDF-CDS, 43 ans, maire d'Étrechy (Essonne) ; 51. Jean-Charles Paris, UDF-CDS, 30 ans, conseiller municipal de Bordeaux (Gironde) ; 52. Dominique Azam, UDF-CDS, 27 ans, conseiller général de l'Aveyron, maire de Réquista ; 53. Jacques Roet, UDF-rad., 43 ans, conseiller régional de Midi-Pyrénées, conseiller général de Tarn-et-Garonne ; 54. Philippe Biber, sans étiquette, 46 ans ; 55. Denis de Rocca Serra, UDF-CDS, 52 ans, conseiller municipal de Portofino (Haute-Corse) ; 56. Michel Troyon, UDF-CDS, 63 ans, premier adjoint au maire de Vernon (Eure),



### Invité de M. Chirac en Corrèze M. Giscard d'Estaing : « L'union et le centre, c'est la même chose »

UZERCHE  
de notre envoyée spéciale

Coincidence : au moment où M. Jacques Chirac rendait les honneurs corréziens à M. Valéry Giscard d'Estaing, dimanche 21 mai, à Uzerche, le cinéma municipal diffusait deux films intitulés *Les Jumeaux et Faux-semblant*. Les persiflageurs ne pouvant rester sur leur faim et chacun des deux protagonistes de cette journée placée sous le règne de l'union, de l'Europe et de l'agriculture, a joué leur partition à merveille.

En maître de maison confirmé, le président du RPR et député de la Corrèze, entouré de ses amis du conseil général, du conseil régional du Limousin et du Sénat, a tenu à marquer « par un comportement d'union » son « adhésion » à la liste européenne conduite par son voisin aveyronnais.

En invité comblé, M. Giscard d'Estaing a « félicité et remercié » M. Chirac de « sa présence symbolique » et d'avoir accepté de prendre la présidence de son comité de soutien. Une présidence que la tête de liste a souhaité « active » et qui ne doit pas se limiter, a-t-il prévenu, à cette seule journée en corrézienne.

Toutefois, point trop s'en faut. Et le député de la Corrèze pressé, par exemple, d'aller caresser le taureau Willy fort de 1350 kilogrammes, nouveau champion de la race limousine spécialisée dans la reproduction, a proposé que ce soit la tête de liste « qui s'en charge ». Cette dernière, très dévouée, en bras de chemise bien de France, a « surpris » ses hôtes corréziens par ses « connaissances techniques » en agriculture. Visitant l'exploitation familiale de bétail de M. Jean Bourbouloux, neurode de l'élevage de la race limousine dans le département, le président de l'Auvergne, mais sur les hanches, a longuement disserté tant sur la saine et la reproduction artificielle des bovins que sur les avantages et inconvénients du « colza

double zéro », une variété enrichie destinée à l'alimentation des animaux.

Mais dans les poches de son costume bien mariné et l'esprit quelque peu ailleux, M. Chirac n'a pas bronché durant ces exposés. Au point que M. Giscard d'Estaing s'est même inquiété de « son air éberlué ». Le président du RPR est, en tout cas, revenu aux réalités de la campagne européenne en présentant aux associations d'agriculture du Limousin les douze propositions de la liste UDF-RPR pour l'agriculture en France et dans la Communauté. Dans la perspective du grand marché de 1993, M. Chirac a prôné la suppression définitive des montants compensatoires monétaires et de toutes les disparités fiscales affectant les échanges au sein de la CEE, et a souhaité l'harmonisation des conditions de crédit, des règlements sanitaires et du droit communautaire de l'alimentation. Sur le territoire national, l'union UDF-RPR est favorable à la suppression de l'impôt sur les terres agricoles et à l'allègement des taxes sur la transmission du patrimoine foncier. Enfin, M. Chirac a réaffirmé son soutien à une liste « compétente, déterminée et expérimentée, la seule de cette densité en lice ».

Cela étant posé, l'ancien président de la République s'est, pour sa part, lancé dans quelques digressions en se déclarant notamment « d'accord » avec M. François Mitterrand sur « l'énormité de principes généraux européens », à la différence près que lui souhaitait une « Europe libérale et sociale et non bureaucratique et socialiste ».

A propos de « cette vision que l'on a du centre actuellement », à savoir « une figure dont le centre est partout et la circonférence nulle part », M. Giscard d'Estaing a indiqué que l'endroit où l'on se rencontre « donc l'union et le centre, c'est la même chose ».

V. DEVILLE-CHABROLLE.

### Au « Grand Jury RTL-le Monde »

#### M. Baudis : « Créer un grand mouvement de l'opposition tout entière »

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, député apparenté UDC de Haute-Garonne, invité du « Grand Jury RTL-le Monde » le dimanche 21 mai, a évoqué les projets des « rénovateurs » de l'opposition en disant : « Notre objectif à tous — je dis bien : à tous — est d'aboutir à un grand mouvement uni de l'opposition tout entière. Il ne doit pas s'agir d'un mouvement monolithique mais d'un mouvement qui reconstruit et sache gérer sa diversité. Regardez ce qui se passe dans le Parti socialiste : différents courants s'expriment, des statuts s'appliquent ; une fois que le projet politique est arrêté, tout le monde le soutient ».

Nous voudrions que l'opposition fasse sa révolution culturelle, qu'elle sache se doter de structures modernes comme le Parti socialiste et se la faire pour lui-même il y a pris d'une vingtaine d'années. Dès lors, il a pu retrouver le chemin du pouvoir.

L'opposition ne doit plus, à chaque élection, présenter deux candidats ou deux listes. Nous ne voulons pas qu'à la prochaine élection

présidentielle il y ait plusieurs candidats de l'opposition face au candidat du Parti socialiste.

« Ce qui est mortel pour l'opposition, c'est la division. Je ne dis pas que ni M. Chirac ni M. Giscard d'Estaing ne doivent plus être candidats à l'élection présidentielle. Ce que je sais, c'est que l'opposition, si elle veut avoir des chances de l'emporter, ne doit présenter qu'un seul candidat. Il ne faut pas qu'il y ait de faux-semblants et que les élus-majors récupèrent les thèmes de la rénovation pour, en définitive, laisser les choses en l'état, car ce serait aller vers de nouveaux échecs ».

A propos de l'Europe, M. Baudis a affirmé : « Il était parfaitement possible de présenter une liste d'union de l'opposition avec un programme commun pour l'Europe. S'il y a eu deux listes, cela tient davantage à des problèmes de politique intérieure qu'à des divergences de fond sur la nécessité de la construction européenne et sur les voies qui s'offrent à la France pour y parvenir ».

**EBEL**  
Les Architectes du Temps

Or 18 ct. étanche 30 m.  
**Barrier et Fils**  
Horloger - Joaillier  
38, rue de la Vieille-Normandie 75015 Paris 43 65 01 30  
20, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris 43 89 05 29

## Politique

## La préparation des élections du 18 juin

## M. Le Pen écarte progressivement les amis de Jean-Pierre Stirbois

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a présenté, samedi 20 mai à Saint-Gilles (Gard), la liste baptisée « Europe et Patrie », qu'il conduira le 18 juin dans laquelle, de son propre aveu, « les spécialistes ont été privilégiés sur les politiques ».

« Ceux qui croient à un tournant, à l'extérieur comme à l'intérieur du mouvement, se trompent », a-t-il déclaré. M. Le Pen a raison. Sa liste européenne n'est pas « un tournant » dans la trajectoire politique du mouvement d'extrême droite, elle est tout simplement la confirmation d'une disparition : celle de Jean-Pierre Stirbois.

Le décès accidentel de l'ancien secrétaire général du Front national, à la veille du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, en novembre dernier, avait provoqué un vide soudain au sein du mouvement, sa démission au courant historique qu'il représentait, la tendance populiste et solidariste, le fer de lance extrême du FN. Afin de ne pas heurter les amis de Jean-Pierre Stirbois, traumatisés par cette disparition dont ils craignaient qu'elle profite au courant technocratique et « respectable », représenté par M. Bruno Mégret, le président du Front avait choisi un jeune et pur produit du FN n'appartenant à aucun des deux courants. M. Carl Lang, pour occuper le poste de secrétaire général.

Or les partisans de Jean-Pierre Stirbois font face maintenant à un processus d'exclusion, nouvelle étape de leur marginalisation. Car, si une liste compte par ceux qui y figurent, elle fait aussi parler par ceux qui, eux, sont absents ! Des neuf députés FN siégeant au Parlement européen (1), quatre seulement sont reconduits sur la liste en position éligible : M. Le Pen (1<sup>er</sup>), Mme Martine Lehideux (2<sup>e</sup>), MM. Jean-Marie Le Chevallier (4<sup>e</sup>) et Bernard Antony (6<sup>e</sup>). Les autres sont écartés de cette technocratie qui a si souvent été dénoncée par le président du Front, le polytechnicien Bruno Mégret (3<sup>e</sup>), député général du

mouvement, et l'évêque Yves Biot (5<sup>e</sup>), rallié de fraîche date et proche du président.

Dans sa lettre de démission du RPR, datée du 19 mai, M. Biot indique que du reste au secrétaire général du parti chrétien : « J'espère, dans la perspective future de l'union de toutes les droites, que nous pourrions nous rencontrer utilement », quand « un jour » se retrouveront « ceux qui partagent les mêmes valeurs de patriotisme et de liberté ».

Ces « bras ouverts » aux « compagnots », de la part d'un homme qui n'a eu de cesse de combattre le général de Gaulle, se ferment en tout cas à MM. Roland Guicher et Michel Collinot, députés européens sortants non reconduits (2), proches de la famille Stirbois. L'épouse de l'ancien secrétaire général elle-même, Marie-France, n'aurait pas accepté selon M. Le Pen la 21<sup>e</sup> place qui lui était proposée. Évoluant dans la même sphère de pensée, M. Pierre Durand, directeur du quotidien *Présent*, occupe une difficile 19<sup>e</sup> position et M. Roger Holeindre, baroudeur en chef, est à l'insaisissable vingt-deuxième place.

En revanche, parmi les quinze premiers, on se trouve une seule femme — il y en a quinze sur la liste, — figurent deux candidats dont

la notoriété doit appartenir à un autre domaine que la politique. M. Roger Johnstone est consultant en relations internationales (12<sup>e</sup>) et M. Charles Guerrin-Filles représente, à bon compte si l'on peut dire, les Français de l'étranger... en résidant à Monaco où il est médecin-biologiste (14<sup>e</sup>). Entre ces deux cas d'espèce, M. Pierre Sargent a réussi, in extremis, à « sauver sa peau » et occupe finalement la 13<sup>e</sup> place.

Cette poursuite du recensement du Front, est propre et au figuré, n'est pas allée jusqu'à offrir une meilleure position que la 15<sup>e</sup> place à M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat du général dans le troisième gouvernement Pompidou (1966-1967), seul maire FN d'une ville de plus de dix mille habitants, Saint-Gilles, où M. Le Pen a pris soin de venir rendre publique sa liste. Il est vrai, à en croire le président du mouvement d'extrême droite, que M. de Chambrun est « en une place où, j'en suis convaincu, il sera élu puisqu'il précède le vice-président national du FN ». S'il le dit...

OLIVIER BUFFAUD.

(1) Dix députés avaient été élus en 1984 mais M. Olivier d'Ormesson a démissionné du FN.  
(2) A eux s'ajoutent MM. Gilbert Devez, Roger Palmieri et Gustave Perde.

## La liste « Europe et Patrie »

1. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, parlementaire européen sortant; 2. Martine Lehideux, parlementaire européen sortant; 3. Bruno Mégret, député général du FN; 4. Jean-Marie Le Chevallier, parlementaire européen sortant, conseiller municipal de Toulon (Var); 5. Yves Biot, conseiller général du Pas-de-Calais, conseiller municipal de Calais; 6. Bernard Antony, parlementaire européen sortant, conseiller régional Midi-Pyrénées, conseiller municipal de Castres (Tarn); 7. Bruno Collinot, conseiller régional Rhône-Alpes; 8. Pierre Ceyrac; 9. Jacques Tauran; 10. Jean-Claude Martinez; 11. Fernand Le Rachinel, conseiller régional de Basse-Normandie, conseiller général de la Manche; 12. Roger Johnstone; 13. Pierre Sargent, conseiller municipal de Perpignan (Pyrénées-Orientales); 14. Charles Guerrin-Filles; 15. Charles

de Chambrun, maire de Saint-Gilles (Gard); 16. Dominique Chaboché, vice-président du FN, vice-président du conseil régional de Haute-Normandie, conseiller municipal de Rouen (Seine-Maritime); 17. Francis Daulard, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Bischwiller (Bas-Rhin); 18. Michel Bayet, conseiller municipal de Versailles (Yvelines); 19. Pierre Durand, conseiller régional d'Ile-de-France; 20. Michel de Rostolan, conseiller municipal de Saint-Michel-Bey (Seine-et-Marne); 21. Serge Dyonis, conseiller régional d'Ile-de-France; 22. Roger Holeindre, conseiller municipal de Sevran (Seine-Saint-Denis); 23. Jean-Pierre Schenard, conseiller municipal de Chemeny (Vosges); 24. Alexis Arvieux, conseiller régional d'Aquitaine; 25. François Porteu de La Morandière, conseiller municipal d'Arras (Pas-de-Calais); 26. Adrien Franchi, conseiller municipal de Nice (Alpes-Maritimes); 27. Yvan Cadoret; 28. Jean-Jacques Genard, conseiller régional des pays de Loire; 29. Jules Monnerot; 30. Jacqueline Yaguerdo; 31. Martial Bild, directeur du FN de la jeunesse, conseiller régional de Roussou-Bois (Seine-Saint-Denis); 32. Mireille d'Ornano, conseiller municipal de Grenoble (Isère); 33. Jean-François Jalkh, conseiller municipal de Melun (Seine-et-Marne); 34. Myriam Backkroon; 35. Jacques Bompard, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur; 36. Marine Devez; 37. Jacques Doré; 38. Jean-Baptiste Biehl, conseiller municipal de Cressy; 39. Jacques Robichez; 40. Paul Malaguti, conseiller régional du Centre; 41. Katherine d'Herbais, conseiller régional de Picardie; 42. Robert Hemmerling, conseiller régional de France; 43. Jacques Peyron, conseiller municipal de Nice; 44. Sophie Lespagnon, conseiller municipal de Draveil (Essonne); 45. Pierre Routhier; 46. Patrick Blignier, conseiller d'arrondissement de Paris; 47. Claudine Dupont-Tingault; 48. Yves de Costagouren; 49. Anne-Marie Chelvet; 50. Jean-Claude Barde, conseiller municipal de L'Isle-Adam (Seine-et-Marne); 51. Judith Glazier; 52. Jean-Claude Varanne, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller d'arrondissement de Paris; 53. Hugues Fata; 54. Serge Maréchal, conseiller d'arrondissement de Paris; 55. Franck Timmermans, conseiller municipal de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis); 56. Marcel Chérel de la Rivière; 57. Yves Almes; 58. Guy Herliou; 59. Jacques Lafay, conseiller d'arrondissement de Paris; 60. Alain Jamet, conseiller régional Languedoc-Roussillon, conseiller municipal de Montpellier (Hérault); 61. Jean Rousselle, conseiller municipal de Bouches-du-Rhône, conseiller municipal de Marseille; 62. Pierre Descaves, conseiller municipal de Noyon (Oise); 63. René Boun; 64. Jean-Pierre Mitterrand, conseiller régional de Bretagne; 65. Pierre Sirgue, conseiller municipal de Bordeaux (Gironde); 66. Hubert de Rouge; 67. Georges Pham-Dinh, conseiller régional Rhône-Alpes, conseiller municipal de Villefranche-sur-Saône (Rhône); 68. Michel Therin; 69. Jacques Ricard; 70. Jean-Thierry Gamp; 71. Jean Verdon, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller municipal de Paris; 72. Arnaud de Paris, conseiller régional des Pays de Loire; 73. Jacques Robert, conseiller régional Champagne-Ardenne; 74. Nicole Dorin; 75. Jean-Michel Dubois, conseiller municipal d'Anisy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis); 76. Jean-Yves Roubez, conseiller municipal de Belfort; 77. Claude Jaffres, conseiller municipal de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); 78. Michel Landrion, conseiller municipal de Seynod (Haute-Savoie); 79. Guy Despers, conseiller municipal de Saint-Etienne (Loire); 80. Wallemand de Saint-Just; 81. Jean-Pierre Gendron, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, conseiller municipal de Roubaix (Nord).

## Les sociaux-démocrates et des syndicalistes européens veulent donner un « autre cours » à la construction communautaire

Les représentants des partis socialistes et sociaux-démocrates européens se sont réunis à Paris, samedi 20 mai, pour lancer un « appel aux travailleurs » en vue des élections européennes. « Aujourd'hui, dit cet appel, une perspective domine la construction de l'Europe : celle du développement des puissances financières. Nous n'acceptons pas la remise en cause des droits des salariés et de la protection sociale, le recul des services publics, la précarisation des statuts, le chômage de masse. Un autre cours doit être donné à la construction de la Communauté euro-

Simple opération de propagande électorale ou première ébauche de ce que certains participants ont appelé un « eurosocialisme » ? La « conférence européenne des travailleurs » organisée samedi à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette à Paris, tenait des deux à la fois. Le niveau de représentation des partis autres que le PS français montrait qu'il ne s'agissait pas, à leurs yeux, d'une initiative politique majeure, mais plutôt d'une étape dans une démarche « moins engagée », étape un peu « gonflée » pour les besoins de la cause : mettre en valeur le message social des socialistes français. Ces derniers, toutefois, ne sont pas seuls à se soucier de se faire entendre, dans cette campagne, du monde du travail. La pluralité des orateurs espagnols et italiens témoignait de préoccupations identiques, pour ces partis, dans leurs pays respectifs.

En même temps, si elle anticipait un processus qui est loin d'être parvenu à maturité, la conférence de la Villette marquait la volonté des socialistes d'avancer dans cette voie. Le SPD allemand, qui avait organisé à Kiel, en mars dernier, une première réunion sur ce thème, est, comme le parti français, très désireux de progresser dans l'élaboration de positions communes aux socialistes européens face aux dangers que recèle, à leurs yeux, le marché unique. Les uns et les autres souhaitent qu'une liaison permanente soit établie entre les partis socialistes ou sociaux-démocrates et les syndicats affiliés à la CES (en France, la CFDT et FO).

La lutte des classes, mise en sommeil dans les programmes de la plupart de ces partis, va-t-elle renaitre sous la menace d'une Europe qui serait un champ ouvert à ce que plusieurs intervenants ont appelé le « dumping social » ? Tout se passe comme si, les caractéristiques des partis socialistes s'étant estompées dans la gestion gouvernementale, les problèmes posés par la construction européenne provoquaient un retour aux sources du combat syndical et politique pour l'égalité des chances, l'amélioration des conditions de vie, la protection sociale.

## Le « cachemarin » Thatcher

Le sentiment le plus souvent exprimé par les participants est que l'Europe se fait ou risque de se faire sur le dos des salariés. Ainsi M. Rudolf Dressler (SPD) a-t-il dressé le tableau d'une Allemagne où la prospérité des entreprises « ne représente pas un âge d'or pour les travailleurs », en soulignant que l'augmentation de l'emploi « est due essentiellement au travail partiel » et que la construction de logements sociaux « a atteint le niveau zéro ». Cette situation, estime M. Dressler, ne peut qu'empêcher la conception de l'Europe comme simple zone de libre-échange l'empêchant. « Pour nous », a-t-il dit, l'idéologie du chef du gouvernement britannique est un cachemarin. »

● M. Mitterrand au plus haut, selon l'IFOP. 49 % des personnes interrogées par l'IFOP pour le *Journal du Dimanche* se déclarent « très » ou « plutôt satisfaites » de M. François Mitterrand comme chef de l'Etat, contre 46 % au mois d'avril. 33 % des personnes interrogées se disent au contraire « plutôt » ou « très mécontentes » de M. François Mitterrand. Le pourcentage des mécontents n'a pas varié en un mois.

D'autre part, selon ce sondage publié le 21 mai par le *Journal du Dimanche*, 45 % des personnes interrogées affirment « très » ou « plutôt satisfaites » de M. Michel Rocard comme premier ministre (42 % en avril, 31 %, contre 33 % en avril, se déclarent « plutôt » ou « très mécontentes » de M. Rocard. Ce sondage de l'IFOP a été effectué du 2 au 13 mai auprès d'un échantillon national de 1851 personnes représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

peenne. MM. Michel Rocard, Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont pris la parole au cours de cette conférence, de même que M. Mathias Hinterscheid, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), et M<sup>me</sup> Vasso Papandreou, commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'éducation. « Le combat que nous avons mené pendant une décennie dans nos pays respectifs, nous devons le continuer au niveau européen », a déclaré le premier secrétaire du PS.

M. David Lea, secrétaire général adjoint de la confédération syndicale britannique, le TUC, partage naturellement cette appréciation. Il a expliqué à la conférence pour quelles raisons le Parti travailliste était devant, en Grande-Bretagne, le « parti européen », tandis que les conservateurs sont le « parti anti-européen ». C'est que la gauche européenne est apparue aux syndicalistes et aux travaillistes britanniques comme seule susceptible de faire contre-poids au libéralisme thatcherien. Ils ne se sont pas transformés pour autant, a souligné M. Lea, en partisans acharnés de politiques communes dans tous les domaines, mais les socialistes européens, a-t-il dit, doivent définir ensemble les lois sociales qu'ils veulent imposer en Europe, agir pour le plein emploi et défendre « les droits des travailleurs dans les secteurs en voie de restructuration ».

Pour lutter contre ce que M. Guy Spitaels, président du Parti socialiste belge francophone et de l'Union des partis socialistes et sociaux-démocrates de la Communauté, a appelé le risque d'une « déregulation sauvage », les principaux intervenants français ont brodé sur le thème défini en février par M. François Mitterrand : « L'Europe sera sociale ou ne sera pas ». L'Europe sociale est, en effet, a dit M. Rocard, la condition de l'Europe politique; or a-t-il ajouté, « le gouvernement français n'acceptera pas que la construction européenne plonge pendant que progresse l'euro-péanisation de nos économies ».

Le premier ministre a passé en revue l'agenda européen de son gouvernement, en insistant sur le soutien qu'il apporte au projet de charte européenne des droits sociaux fondamentaux préparé par M. Jacques Delors. Cette charta, a souligné M. Rocard, doit non seulement consacrer les droits déjà reconnus par les textes internationaux, mais « définir des droits nouveaux liés à la réalisation du grand marché intérieur » et exercer « un effet d'équilibre sur les dispositifs juridiques communautaires et nationaux ».

Si M. Rocard s'est voulu, dans une certaine mesure, rassurant, M. Mauroy s'est montré nettement plus méfiant devant une Europe marquée par le « retard dans la vision sociale ». Le premier secrétaire du PS a observé que malgré l'« impulsion » donnée par M. Delors les travaux européens restent « dominés par la coopération économique et monétaire », qui, seule, « dispose d'un calendrier de travail et d'objectifs précis ». « Le marché », a-t-il dit, ne nous donnera pas l'Europe que nous voulons. »

Partageant ce constat, M. Fabius en a tiré argument en faveur du renforcement du groupe socialiste à l'Assemblée de Strasbourg. « On ne peut pas être conservateur dans son pays et progressiste en Europe », a souligné le chef de file des socialistes pour l'élection européenne. Si on veut une Europe de progrès social, ce sont les socialistes et les sociaux-démocrates qui sont le plus capables de la construire. »

PATRICK JARREAU.

## Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHE

Dernières parutions

- L'économie néo-classique
- La protection sociale
- Les revenus en France
- La monnaie et ses mécanismes
- La science économique en France
- La population française
- Et 70 autres titres

128 pages - 38 F

LA DECOUVERTE

## L'anglais ou l'allemand intensif : une affaire de spécialistes

- Stages linguistiques intensifs de haut niveau en Angleterre (Oxford, Londres, Bristol...) et en Allemagne (Marburg, Koblenz...) dans des écoles créées et animées par l'OSE - Oxford Intensive School of English.
- Tests d'admission de personnes formées adaptées à chaque stage : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé.
- Programmes spécifiques pour adultes, étudiants et lycéens - collégiens.

OSE Angleterre : école agréée par le British Council - Ministère de l'Éducation Britannique.  
OSE-FRANCE : 21 rue Théophraste Bonnaud - 75015 Paris  
(1) 45 33 13 02

La référence pour l'excellence en langues

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_  
Souhaitez recevoir, sans engagement de sa part, votre documentation sur les stages linguistiques pour : ☐ adultes ☐ étudiants ☐ lycéens-collégiens

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

NATHAN  
Le Monde

LA FRANCE DES LIBRES

## CONCOURS ADMINISTRATIFS

- 1. CULTURE GÉNÉRALE, par O. Vallet - 2<sup>e</sup> édition, 1989
- 2. LA NOTE SUR DOSSIER JURIDIQUE, par B. Scim - 1988
- 3. GRAND ORAL, par O. Vallet - 2<sup>e</sup> édition, 1989
- 4. DROIT PUBLIC, questions actuelles, par C. Buhl et T. Dal Farra - 1989
- 5. ÉCONOMIE POLITIQUE CONTEMPORAINE, par C. Cros et C. Prache - 1989

ANNALES, sous la direction de J.-Ch. Savignac

- 1. Fonction publique : catégorie A - 1988
- 2. Fonction publique : catégories B, C et D - 1988

MASSON  
120, bd Saint-Germain 75006 Paris

## UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT

DIPLOME ESA

Une formation intensive : 20 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.  
Niveau d'admission : 1<sup>re</sup> année niveau BAC + tests  
2<sup>e</sup> année niveau DEUG, DUT, BTS...

ESAM, 1<sup>re</sup> école française habilitée à préparer le diplôme européen ESA (niveau 100 pages depuis 25 ans)

ESAM

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Boulevard de la République à ESAM

65, avenue de Villiers - 75017 Paris. Tél. 47 88 84 22 (après 18h)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation

كلنا من اولاد

# Sovac. Une fois que vous avez trouvé ce qu'il vous faut, nous avons ce qui vous manque.



Trouver la maison de ses rêves est difficile. L'acheter l'est encore plus. Sovac peut vous y aider. Son métier : vous financer. Alors que les Français sont de plus en plus nombreux à souhaiter être propriétaire de leur logement, ils doivent pouvoir compter sur un système de financement souple, fiable, moderne. C'est sur cette idée que Sovac a forgé sa vocation. Sa politique est simple : s'adapter, évoluer, anticiper, créer. L'innovation s'avère le maître mot de sa stratégie d'entreprise et une des composantes majeures de son identité. Ainsi, elle n'a eu de cesse, à travers sa filiale, la Banque de Financement Immobilier (BFI-Sovac), d'imaginer des solutions nouvelles au crédit immobilier.

En 1988, elle frappe un grand coup en proposant "Sovac-Evolution", un crédit ajustable en taux et en durée, particulièrement favorable à l'emprunteur. Grâce à "Sovac-Evolution", vous bénéficiez d'un taux de départ intéressant, inférieur à celui des crédits classiques à taux fixe. En cas de baisse des taux, vous bénéficiez à mensualité égale d'une durée de crédit réduite; en cas de hausse des taux, l'augmentation de la mensualité est sensiblement inférieure à celle des prix. Vous pouvez effectuer des remboursements anticipés sans indemnité.

Ce n'est pas par hasard si ce produit a été couronné en février 1989 par "le Prix spécial Grand Public de l'Innovation Financière", décerné par l'Association des Professions Financières, le Crédit National et la Tribune de l'Expansion. Pour mener à bien sa politique

ambitieuse, Sovac a choisi de miser sur le partenariat: elle travaille ainsi en étroite liaison avec les professionnels de l'immobilier: promoteurs, agents immobiliers, marchands de biens, constructeurs de maisons individuelles.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés. Elle intervient dans des domaines aussi diversifiés que le financement de l'immobilier, de l'automobile, des entreprises et des particuliers. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes: 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2700 collaborateurs. Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité. Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement.

Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



**SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.**

## Politique

## La situation en Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie se prépare à l'échéance du 11 juin, où ses habitants vont élire les membres des trois conseils de province, permettant ainsi l'application du statut préparatoire au référendum d'autodétermination prévu dans les accords de Matignon. Le samedi 20 mai, l'Union calédonienne a élu, à sa présidence, pour succéder à Jean-Marie Tjibaou, M. François Burck (le Monde daté 21-22 mai).

Dès cette désignation, M. Louis Le Penec, ministre des départements et territoires d'outre-mer, a adressé « tous ses vœux de succès » à M. Burck, souhaitant « engager rapidement » avec lui « un dialogue approfondi et constructif » comme celui qu'il avait mené avec M. Tjibaou et Yelwéné. Il ajoute que « la paix civile sera maintenue » en Nouvelle-Calédonie « comme

c'est la volonté de la quasi-totalité des Calédoniens (...). Les groupes, très minoritaires et irresponsables, qui tentent de compromettre le processus de la détermination du gouvernement ».

Pas moins de douze formations locales ont déposé, le dimanche 21 mai, leurs listes pour les élections du 11 juin, nous indique notre correspondant dans le Pacifique sud, Frédéric Bohin. Mais elles ne sont que trois à avoir réussi à être présentes dans chacune des trois provinces. Au RPCR, M. Jacques Lafleur conduira une liste dans le Sud, M. Maurice Nenou, son autre député, dans le Nord, et M. Robert Paouta aux Îles Loyauté. M. Burck portera le drapeau du FLNKS dans le Sud, M. Léopold Jorédié le fera

dans le Nord, à la place de Jean-Marie Tjibaou, et M. Richard Kalo remplacera celui dont il était un des principaux collaborateurs locaux, Yelwéné Yelwéné, aux Îles Loyauté. Le FLNKS a ainsi réussi à éviter l'éclatement en présentant des listes unitaires qui, si elles sont menées par trois membres de l'Union calédonienne, font aussi leur place aux autres partis de la coalition.

Les autres formations partent en ordre dispersé. M. Nidoish Naksema, président du LES, sera présent aux Îles Loyauté, et s'est allié avec des socialistes locaux sous l'étiquette « Majorité présidentielle » dans le Sud. Des indépendantistes modérés se présentent sous le label « Unir pour construire » dans le Nord et aux Îles Loyauté. Des anti-indépendantistes, opposés au RPCR, ont réussi à se regrouper sous la bannière « Calé-

doune demain » et à être présents dans les trois régions. Ils regroupent des « divers droite » comme M. Bernard Marant, qui avait conservé sa mairie de Dumbéa contre M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, et des animateurs des comités d'action patriotique comme M. Justin Guillemand, porte-parole des broussards de la côte ouest.

Ces listes pourraient gêner le Front national, 3 qui, affaibli par des querelles internes, ne sera présent que dans le Nord et le Sud, et surtout M. Lafleur, qui n'est pas assuré d'emporter la majorité au Sud. Dans cette région, qui comprend Nouméa, les anti-indépendantistes pourraient se disperser entre l'extrême droite, les divers droite, les centristes, les modérés et une liste s'adressant aux communautés wallisiennes et futunaises. Sans compter le RPCR.

## L'objectif de François Burck, nouveau président de l'Union calédonienne :

## « Une indépendance multiraciale au pays des Kanaks »

MOINDOU  
NOUVELLE-CALÉDONIE,  
de notre envoyé spécial

François Burck émerge à peine de sa sieste. Le successeur de Jean-Marie Tjibaou à la présidence de l'Union calédonienne reçoit les visiteurs pieds nus. Avec ses lunettes noires et son air de bonhomme de loi, qui lui mangent la moitié du visage encore brouillé de sommeil, avec son caleçon multicolore et son tee-shirt blanc proclamant « Kanak Independence Now », il a l'air d'un barouleur des mers exotiques un dimanche de bordée. A sa démarche chaloupée, on imagine, sans mal, son arrière-grand-père irlandais, fatigué de brouillager à bord des sloopiers et jetant l'ancre un jour de lucidité, bien avant l'arrivée des Français, sur les rivages de ce « caillon » des antipodes oublié des cartes maritimes.

François Burck, lui, a racroché ses amarrages voilà dix ans au lieu-dit « Petit Moindou », un verger de loup de brousse enclavé en Nouvelle-Calédonie, entre La Foa et Bourail. « J'adore la terre, dit-il, soudain réveillé. Ma passion c'est les arbres. Tous les matins, il faut que j'aille parler avec mes arbres et surtout avec mes fleurs. C'est aux premiers rayons de soleil que l'on voit si les boutons vont fleurir... ».

A l'entour, tout est douceur. Douceur du ciel, de la lumière, des essences végétales. A l'intérieur du modeste logis en bois et en tôle, tout est souvenir. Quelques vieilles affiches de la Ligue communiste révolutionnaire à la mémoire d'Eloi Machoro, des coupures de presse jammes par le temps, des photos écornées où l'on aperçoit Jean-Marie Tjibaou, un tract appelant à voter pour François Mitterrand. Et, au-dessus d'un lit de moine plusieurs étagères pleines de bouquins poussiéreux : l'Eloge de la philosophie, de Merleau-Ponty, le Capital, de Karl Marx, Ainsi parlait Zarathoustra, de Nietzsche, Portrait du colonisé, d'Albert Memmi... Sous le coiffeur hors course se cache un philosophe, derrière l'homme des bois un ermite.

François Burck ou l'hérésie faite homme. Un homme à la jointure de deux mondes. Un hybride. La tête caldoche, les racines kanaks. Blanc pour les Noirs, Noir pour les Blancs. Authentique métis depuis une grande-mère mélanésienne. Caldoche ramené par les siens — sauf par ses parents qui militaient déjà à l'Union calédonienne — mais adopté par les Kanaks. Prêtre banni par l'Eglise catholique mais militant œcuménique. Par produit au fond du microcosme bigarré des mers du Sud. Peut-être aujourd'hui, à cinquante ans, l'un des premiers vrais Calédoniens, riches de deux civilisations, subtilement fondus par le feu des affrontements entre les deux communautés qui l'ont nourri depuis son enfance à Thio, sa ville natale.

Ni caldoche  
ni Kanak

« Je ne suis pas caldoche — proteste en souriant le nouveau président de l'UC —. Cela m'horripile qu'on dise ça : je le suis peut-être un peu, si l'on veut, à cause de ma peau, mais je ne sens pas caldoche... ». Kanak, alors ? Pas davantage. François Burck n'est pas en quête d'une identité de rechange, il ne veut occulter aucune de ses origines. Question de pudeur. « Lorsque Eloi Machoro, en 1984, a décidé de le drapier, François de la mairie de Thio et l'a brûlé, moi j'ai dit aux militants : « Eloi a fait ça, moi je ne l'aurais pas fait ». Je n'oublie pas que je suis ici à cause de la France ».

Il n'en rajoute pas en sens inverse : « Je n'ai jamais participé non plus aux opérations d'occupation des terres revendiquées. Ce serait déqualifier de ma part de prêter des choses que je n'aurais pas faites par rapport à ce que je suis... ». Son engagement politique se vent effacé mais exempt d'ambiguïté : « J'ai toujours été à l'aise dans la revendication indépendantiste parce que, pour moi, l'indépendance kanak, ça a toujours été l'indépendance du pays kanak pas une indépendance raciale mais une indépendance multiraciale au pays des Kanaks. Comment dire autrement à partir du moment où le Kanak est la racine du pays ? ».

Hérésie d'un mutant au pays du manichéisme.

Hérésie d'un pionnier de la coexistence entre les communautés et de l'émancipation des Mélanésiens à l'époque où l'Eglise catholique constituait un bastion du colonialisme. Hérésie classique d'un curé rebelle : « J'ai été ordonné prêtre en 1966, après avoir passé une licence de théologie au séminaire universitaire de Lyon. Le prêtre, alors, c'était le bon Dieu. J'ai d'abord été vicaire dans le Nord, puis chargé d'enseigner la philosophie et la Bible au grand séminaire, dont je suis devenu le patron. A ce moment-là, c'est vrai, les Eglises participaient à l'émancipation des Kanaks, mais c'était pour contrer d'autres influences, pour garder les rênes. Quand, avec d'autres jeunes prêtres, j'ai commencé à lire Jean-Marie Tjibaou, nous avons essayé de responsabiliser les gens, de ne pas les prendre pour des imbéciles, je suis devenu subversif aux yeux de la hiérarchie... ».

« Je voulais ouvrir les jeunes sur la philosophie contemporaine, l'existentialisme, Sartre, Merleau-Ponty, Heidegger, et cela ne plaisait pas aux bons prêtres qui ne voulaient entendre parler que de saint Thomas, se souvenant-il, il y a eu des conflits très durs. On m'a finalement limogé. Je suis parti en pénitence en brousse en 1972. La hiérarchie a définitivement fermé le grand séminaire. J'ai exercé pendant trois ans dans la région de Canala et de Thio et quand, en 1975, j'ai abandonné mon sacerdoce, ce sont les gens de l'ébas qui m'ont demandé de rester avec eux pour les aider ».

Verrouiller derrière  
Jean-Marie

François Burck n'oublie jamais les matches de football partagés au petit séminaire de Palu avec Jean-Marie Tjibaou, son aîné de trois ans : « Il jouait toujours avant-centre, et c'était un fonceur. Moi, je jouais toujours à l'arrière, arrière central ». Depuis 1977, il continuait de verrouiller le jeu, derrière Jean-Marie Tjibaou, à la tête de l'Union calédonienne, sa nouvelle chapelle, dont le slogan original — « deux couleures, un seul peuple » — n'attire

plus les jeunes Calédoniens de souche européenne. Eminence grise, négociateur discret, homme d'appareil, il faisait la navette entre Jean-Marie Tjibaou et Eloi Machoro au cours de la période insurrectionnelle de 1984-1985.

Après la tragédie d'Ouvéa, et la résiliation de François Mitterrand au printemps 1988, c'est lui qui avait offert ses bons offices à l'administration pour négocier l'arrêt des hostilités à Canala. Après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yelwéné-Yelwéné, il a à deux semaines, à Ouvéa, c'est toujours lui qui a convaincu les militants locaux de l'Union calédonienne de ne pas se livrer à de sanglantes représailles contre les habitants de Gossnah, partisans de Djubelly Wéa, le meurtrier. Et, samedi 20 mai, devant le comité directeur du parti, réuni à la tribune de Saint-Louis, c'est encore lui qui a insisté pour que les militants de l'UC d'Ouvéa ne soient pas frappés d'ostracisme par leurs camarades.

Aujourd'hui, succédant à Jean-Marie Tjibaou en tant qu'ultime survivant de l'équipe dirigeante de 1977, qui avait fait basculer l'UC vers l'indépendantisme, François Burck va verrouiller encore plus le

parti. C'est même d'abord pour cela que, dès le premier tour de scrutin, la majorité des députés kanaks se sont tournés vers lui comme on se tourne vers le plus ancien en plein drame familial. Pour que, à l'abri de son expérience paternelle, la nouvelle génération kanak puisse avoir le temps de s'épanouir. Pour protéger, en particulier, Léopold Jorédié qu'il épaula, depuis très longtemps, et dont il a été le directeur de cabinet à la présidence de l'ancienne région du Centre, entre 1985 et 1988. Un « Léo » Jorédié, élu vice-président au troisième tour du scrutin à bulletins secrets, qui n'apparaît pas encore en mesure de rallier les indépendantistes mais qui n'en sera pas moins, désormais, dans la hiérarchie politique du mouvement le premier des Kanaks « symbolisant l'avenir ».

Michel Rocard aura eu face de lui, en tout cas, une direction indépendantiste plus collégiale. Un duo plus retors aussi que celui que formaient Jean-Marie Tjibaou et Yelwéné-Yelwéné. Si Jean-Marie Tjibaou, malgré son charisme, n'était pas un saint, François Burck, malgré son œcuménisme tranquille, n'est pas un ange. Cet ancien prêtre est le contraire d'un contemplatif mon. Après l'embuscade de Hienghène,

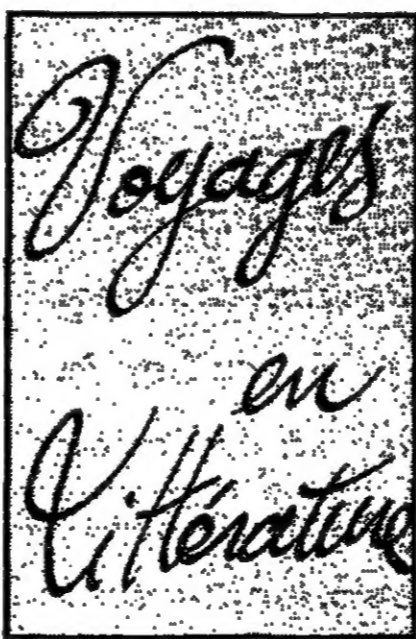
en décembre 1984, il était plutôt partisan d'une « répression dure » contre les caldoches. En 1985, au congrès du FLNKS, à Nakety, François Burck évoquait l'exemple du FLN algérien, pour dire, « les négociations se sont toujours déroulées dans l'odeur de la poudre et du canon ».

Jacques Lafleur devra dialoguer avec un homme qui, par discipline et responsabilité, dit qu'il jouera les Accords de Matignon, mais ajoute : « Lafleur a beaucoup de choses à se faire pardonner. La seule fois où je lui ai serré la main c'était lors d'une cérémonie à l'occasion du centenaire de la naissance de Maurice Leenhardt, il y a longtemps, je ne suis plus quand... ». C'était en 1978.

Quant au gouvernement, il aura comme partenaire un homme soucieux de resserrer les rangs du mouvement indépendantiste, et, donc, plus pressé encore que Jean-Marie Tjibaou de voir les Accords de Matignon accoucher de changements concrets : « Je souhaite rencontrer M. Rocard et Le Penec pour leur dire que, depuis un an, les choses triment trop ». Le « vieux » Burck se prépare tranquillement à de nouveaux abordages, en souvenir des copains emportés par la tempête... ALAIN ROLLAT.

GRAND  
CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989

HACHETTE  
Classiques

Le Monde

EUROPE 1

## L'alpha et l'oméga

## Question 1 :

Début : la date

Il arrive que les romans débutent par une date. A quel début de roman appartient la date que voici ?  
« Le 15 septembre 1840, vers six heures du matin ».

## Question 2 :

Fin : rideau !

Le mot de la fin éclaire souvent toute la pièce. A quelle œuvre dramatique appartient cette réplique finale ?  
« Allons-y ».

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989  
(daté dimanche 11, lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

(Publicité)  
Sous le haut patronage de  
Monsieur François MITTERRAND, Président de la République  
Olivier STIRN, Président de « Dialogues 2000 »  
organise un colloque ouvert au public

## LE CITOYEN FACE AUX POUVOIRS EN 1989

Vendredi 26 mai 1989

Amphithéâtre Descartes — Sorbonne  
1, rue Victor-Cousin — 75005 PARIS

Quatre tables rondes présentées par Marc PAILLET

- 9 h 30 LE POUVOIR ÉCONOMIQUE  
avec Philippe Brauchard, Jean Deflassieux, Jean Saint-Geours, Claude Rosius et Lionel Stoléru.
- 11 h 00 LA TECHNOCRATIE  
avec Jean-Marc Ayrault, François de Closets, Robert Savry, Dominique Strauss-Kahn, Bernard Bioulac et Jean-Pierre Soisson.
- 15 h 00 LA COMMUNICATION, LES MÉDIAS  
avec Michèle Cotta, Jean Drucker, Gilbert Denoyan, Claude Saïes, Dominique Laury et Claude Estier.
- 16 h 30 LES INSTITUTIONS, LES PARTIS, LES SYNDICATS  
avec François Fejtő, Roger Leray, Gilles Martinet, Edgard Pisani, Yannick Simbron.
- 18 h 00 SYNTHÈSE  
Olivier Stirn, Ministre du Tourisme.
- 18 h 30 CONCLUSION  
Michel Rocard, Premier Ministre.

Pour tout renseignement. - Tél : 47-23-03-75

هكذا من الأصل

## Politique

Devant les amis de M. Jean Poperen

### Le PS « vit un problème d'identité » déclare M. Rocard

M. Jean Poperen a réussi sa démonstration; les thèses qu'il défend ont, manifestement, un écho au sein du PS, et le courant qu'anime le ministre des relations avec le Parlement se porte bien. Ses militants de tous âges, venus de soixante-dix-huit fédérations du parti, ont rempli, dimanche 21 mai, le grand amphithéâtre de la Sorbonne et se sont montrés, dans la perspective de ce que M. Poperen a appelé pudiquement les « échéances statutaires », le prochain congrès du PS — combattifs et volontiers enthousiastes pour soutenir l'idée d'un « nouvel équilibre social, écologique et culturel » préconisé par leur chef de file.

La présence de MM. Michel Rocard et Laurent Fabius, décidément accrochés en tandem à la cote des élections européennes, marquent l'attention qu'ils apportent aux initiatives de l'ancien numéro deux du PS, celui que le premier ministre a bien failli appeler, encore une fois, « mon vieux complice ». Il s'en est gardé, toutefois, préférant évoquer « vingt-neuf ans de militantisme très souvent côte à côte et souvent face à face » et lancer à l'assistance: « Vous êtes des hommes et des femmes d'idées. Moi aussi! »

L'anti-rocardisme, en effet, a longtemps fait partie de la vulgate popériste, et il a été mis en veilleuse depuis l'entrée de M. Poperen au gouvernement, le premier ministre ne l'a pas oublié. Aussi s'est-il recommandé à ses auditeurs la pratique du « respect mutuel » et, évoquant un thème cher à leur cœur, souligné qu'il faut même être laïc à l'intérieur du parti. « Tout le monde a ses intégrismes; pas vrai? » a-t-il observé, après avoir souligné que le PS « vit en ce moment, dans sa globalité, un problème d'identité ». C'était, pourtant, comme un versant de l'identité socialiste qui se trouvait de nouveau éclairé par ce débat, où M. Rocard s'est montré aussi mûr qu'aux beaux temps du PSU pour exécuter

un numéro de rocardisme de haute école en n'oubliant aucune figure, pas même celle de l'autogestion.

Le premier ministre avait sans doute été stimulé par le discours courtisé, manqué, mais quand même rude de M. Jean-Marc Ayrault, le fils aîné à la carrière déjà bien remplie et à l'avenir prometteur, couru du regard par M. Poperen, qui lui avait confié la tâche de dire au chef du gouvernement ses quatre vérités. A commencer par celle-ci: évoquant les signes d'inquiétude et de désintérêt pour l'action collective qui se font jour au sein de la société, le maire de Nantes a affirmé: « On ne pourra pas répondre à ces signaux uniquement par le thème de la vie quotidienne. » Et encore: « On ne répondra pas au problème des conditions de vie uniquement par un discours sur le revenu minimum d'insertion. »

M. Fabius: « Je prendrai la parole »

L'économie est, certes, « convalescente », selon le mot de M. Rocard, que M. Ayrault repart à son compte, mais, a-t-il ajouté, « la question du meilleur partage est posée ». Nous pourrions commencer à corriger les effets de la crise en matière de rémunérations en nous attaquant prioritairement aux bas et moyens salaires », estime M. Ayrault, qui a défendu la « négociation contractuelle » préconisée par son courant, en observant cependant que celle-ci suppose un « rapport de forces », lequel, « aujourd'hui, n'est pas en faveur du monde du travail ».

« Le risque », a expliqué de son côté M. Poperen, « c'est que, après avoir payé pour la crise, le monde du travail ne paie pour l'Europe ». Se référant avec insistance aux propos du président de la République, le ministre des relations avec le Parlement s'est dit assuré d'avoir « bien entendu » lorsqu'il a compris que M. François Mitterrand encourageait les socialistes à se battre pour leurs idées et pour faire évoluer la société. Il s'est adressé, aussi, aux écologistes, en soulignant qu'ils ne peuvent pas dire qu'ils sont à mi-

chemin de la gauche et de la droite », car c'est du côté de la première et d'elle seule qu'ils peuvent, selon lui, trouver des réponses à leurs préoccupations.

« Sur tous ces sujets, j'ai mes idées » et « personne ne doute que je prendrai la parole » quand le temps en sera venu: telle aura été la seule réponse de M. Fabius à l'offre publique de débat lancée par M. Ayrault. Pour le reste, le chef de file des socialistes pour les élections européennes a développé ses principaux thèmes de campagne, mais l'important, chacun l'avait compris, était qu'il le fit « ici et maintenant ».

P. J.

### Trois élections cantonales partielles

**CALVADOS**: canton de Brettaville-sur-Laize (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 8 699; vot., 4 595; abst., 47,17 %; suffr. expr., 4 496. MM. Bertrand Lidou, UDF, 2 011 voix (44,72 %); Jean-Jacques Lacoste, PS, 1 568 (34,87 %); Jean-Claude Marie, PC, 917 (20,39 %). Il y a ballottage.

[Organisée à la suite du décès de Joël Simon (RPR), survenu le 21 février, qui siégeait au conseil général du Calvados depuis mars 1979, cette élection partielle marque un progrès de la gauche par rapport au scrutin de mars 1985: + 7,87 points de pourcentage pour le Parti socialiste, + 2,87 pour le Parti communiste.

En mars 1985, Joël Simon avait été réélu au second tour avec 3 089 voix

contre 2 987 à M. Barbey (PS). Au premier tour, les résultats avaient été les suivants: inscr., 8 285; vot., 5 991; abst., 27,63 %; suffr. expr., 5 762; Joël Simon, 2 575 voix (44,68 %); MM. Barbey, PS, 1 556 (27 %); Marie, PC, 1 010 (17,52 %); Dugues, FN, 389 (6,75 %); Lelièvre, extr. dr., 232 (4,02 %).

**CALVADOS**: canton de Caen-1 (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 11 163; vot., 3 422; abst., 69,34 %; suffr. expr., 3 386.

M. Jean Nouzille, sout. UDF, adjoint au maire de Caen, 888 voix (26,22 %); M<sup>me</sup> Simone Dauguet, RPR, cons. mun. de Caen, 874 (26,81 %); MM. Frédéric Vigouroux, PS, 707 (20,88 %); Pascal Borne, Verts, 266 (7,85 %); François Guisard, CNI, 249 (7,35 %); Olivier Simonot, FN, 192 (5,67 %); Francis Benard, écol., 92 (2,71 %); Jacques Veron Boquerel, PC, 77 (2,27 %); Michel Vital-Bossé, sans étiqu., 41 (1,21 %). Il y a ballottage.

[Réélu maire de Caen en mars dernier, M. Jean-Marie Girault, UDF-PR, sénateur du Calvados, a renoncé à son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis septembre 1970, pour être en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats. Le candidat qu'il soutient, dénommé de quatorze voix seulement la représentation du RPR. Aucun des candidats n'ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des inscrits en raison d'une très forte abstention, seuls les deux arrivés en tête peuvent se maintenir au second tour.

En mars 1985, M. Girault avait été réélu dès le premier tour. Les résultats avaient été les suivants: inscr., 10 826; vot., 6 449; abst., 40,43 %; suffr. expr., 6 307; MM. Girault, 3 789 (60,07 %); Trévert, PS, 1 336 (21,18 %); M<sup>me</sup> Commenge, FN, 562 (8,91 %); MM. Viot, écol., 401 (6,35 %); Sanson, PC, 172 (2,72 %); Lohet, POE, 47 (0,74 %).

**HERAULT**: canton de Béziers 2 (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 20 545; vot., 7 538; abst., 63,30 %; suffr. expr., 7 361. M<sup>me</sup> Eliane Baudouin, PS, 2 814 voix (38,22 %); M<sup>me</sup> Guy Bousquet, PC, 2 301 (31,25 %); John Mazet, RPR, 1 403 (19,05 %); Yves Unterre-


gner, FN, 621 (8,43 %); Jacques Jaouen, « Mouvement des électeurs déçus », 137 (1,86 %); Gilles Fourrier, écol., 85 (1,15 %). Il y a ballottage.

[Largement favorable à la gauche, le deuxième canton de Béziers confirme la préférence qu'il avait marquée en septembre dernier pour le Parti socialiste au détriment du Parti communiste: M. Alain Barras avait alors obtenu, sur le conseiller général sortant communiste, ce siège. M. Barras, député, qui a exercé la mairie à M. Georges Foulès (RPR) en mars dernier, a dû se démettre de son mandat à l'assemblée départementale en raison de la loi limitant le cumul des mandats.

En septembre dernier, M. Barras avait été élu au second tour avec 4 543 voix, soit 100 % des suffrages exprimés car il était seul candidat, après le retrait de M. Bousquet, PC, qui s'était démis en sa faveur. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants: inscr., 20 029; vot., 9 071; abst., 54,71 %; suffr. expr., 8 840. MM. Barras, PS, 3 280 voix (37,16 %); Bousquet, PC, 2 344 (26,51 %); Claude Maurel, CNI, 1 487 (16,82 %); M<sup>me</sup> Jacqueline Caillet, FN, 872 (9,86 %); MM. Alain Chastel, UDF-CDS, 436 (4,93 %); Jean Combes, Verts, 333 (3,78 %); André Fernandez, écol., 88 (0,99 %).

D'un scrutin à l'autre, la gauche gagne globalement près de six points de pourcentage: 69,48 % contre 63,61 % en septembre, le PC progresse de 4,74 points, le PS de 1,14. Le candidat unique de l'opposition ne retrouve pas l'ensemble des voix qui s'étaient portées sur un candidat CNI et un autre CDS, il en est de même pour le représentant écologiste. Le Front national est, également, en recul. M<sup>me</sup> Quilès, qui a rompu avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen dont elle était le chef de file en septembre, a retiré sa candidature quarante-huit heures avant le scrutin.]

• M<sup>me</sup> Isabelle Thomas chargée de mission à l'Elysée. — M<sup>me</sup> Isabelle Thomas, l'une des têtes d'affiche du mouvement étudiant de décembre 1988, a été nommée chargée de mission à la présidence de la République où elle s'occupera, aux côtés de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, des dossiers de la jeunesse et de la solidarité. M<sup>me</sup> Isabelle Thomas, vingt-sept ans, est membre suppléante du comité directeur du PS. Elle avait été candidate malheureuse aux élections législatives de juin 1988, dans la douzième circonscription de Seine-Saint-Denis.



## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

### MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialiste en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

#### Master of Business Administration

with an emphasis in international management accredited by AACSB

FILIÈRES D'ADMISSION

### 3<sup>e</sup> CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur: Doctorats: sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programmes de 12 à 14 mois, modulés en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

### 2<sup>e</sup> CYCLE

Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections: European University of America  
17/25 rue de Chaillot - 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie: Tai Ming • Hong Kong, et aux USA: Phil.

## PARIS-VALLÉE DE MONTMORENCY

### Un nouveau raccourci direct.



**Le RER,**  
toujours plus vite,  
toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès: oui c'est possible, avec le RER.  
Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp,

Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais

Brétigny-sur-Orge. Avec les trains «bleu, blanc, rouge» à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.



UNIVAS

# Société

Deux accusés seulement resteront en prison

## La sentence du procès des huiles frelatées provoque un tollé en Espagne

L'affaire des huiles frelatées, qui avait causé la mort de six cent cinquante personnes en Espagne, en 1981, aura été marquée jusqu'au bout par le scandale. C'est une véritable protestation nationale qu'a suscitée le verdict étonnamment bémol qu'a rendu le tribunal, samedi 20 mai, huit ans après les faits : deux accusés seulement en effet maintenus en prison. La sentence a provoqué un tollé au sein du public, composé en majeure partie de parents des défunts ou de personnes intoxiquées.

MADRID  
de notre correspondant

Ce drame sans précédent en Espagne (six cent cinquante victimes, vingt-cinq mille personnes affectées) frappait jusqu'à présent par sa démesure : une instruction de près de cinq ans, un procès qui aura duré quinze mois, avec plus de deux mille témoins, des peines de prison de... soixante mille années au total requises contre les principaux accusés.

La première partie de la sentence semblait de nature à donner satisfaction aux organisations de défense des victimes. Le tribunal reconnaissait en effet que la « maladie » qui allait ravager, à partir de mai 1981, certaines régions du pays était bien due à de l'huile de colza

destinée à usage industriel et « marquée » à l'aniline pour empêcher sa consommation. Une manipulation sommaire avait permis de masquer le goût et l'odeur de l'aniline, tout en aggravant encore la toxicité de l'huile.

Le tribunal reconnaissait en outre qu'en raison de leurs connaissances professionnelles, la plupart des accusés ne pouvaient pas ignorer le caractère délétère du produit vendu comme de l'huile de consommation. Il rejetait enfin les autres thèses, peu consistantes il est vrai, avancées par la défense pour expliquer l'épidémie, comme l'effet d'un mélange nocif de pesticides ou des filtrations de gaz toxique provenant d'une base militaire américaine.

Tout en reconnaissant ainsi sans équivoque l'altération de l'huile comme la cause véritable et unique du mal, le tribunal s'est toutefois refusé à considérer ses auteurs comme coupables d'homicides répétés, comme le demandait le procureur et la partie civile. Il n'a finalement retenu que deux chefs d'accusation plus légers : imprudence professionnelle téméraire et délit contre la santé publique. Et surtout, il s'est refusé à élever la peine prévue par la loi pour de tels délits comme le prévoit le code pénal espagnol en cas de « gravité ».

Dans ces conditions, deux seulement des accusés ont été condamnés à une peine conséquente : vingt ans de prison pour Juan Miguel Bengoechea, principal responsable de l'entreprise Rapsa de Saint-Sébastien, qui avait importé de France l'huile de colza, et douze ans pour Ramon Ferrero, dont la société Raelca avait commercialisé le produit. Les peines beaucoup plus légères imposées à onze autres accusés (ne dépassant pas quatre ans de prison dans presque tous les cas) leur permettent, vu le temps déjà passé en détention préventive, de rester en liberté. Les vingt-quatre accusés restants ont été acquittés. Enfin, le tribunal a décliné toute responsabilité civile de l'administration, ce qui exclut celle-ci de toute obligation financière (1) : les accusés étant dans l'ensemble insolubles, les indemnités fixées par les juges ne pourront donc pas être

perçues par les familles des victimes.

La lecture de la fin de la sentence allait provoquer le tollé parmi les personnes présentes, dont beaucoup laissent encore voir les séquelles, sans doute irréversibles, de l'intoxication : maigrir extrême, déformations, convulsions nerveuses. Les cris « Assassins ! », « Justice ! », « C'est une honte ! », commencent à fuser des quatre coins de la salle, jusqu'à ce que le président du tribunal ordonne l'évacuation, mais en vain : le public se refuse à obéir. Pour éviter l'affrontement généralisé, ce sont les juges et les accusés, protégés par un cordon de police, qui allaient quitter la salle pendant une heure, la séance reprenant ensuite, émaillée de nouveaux incidents.

Qui va payer ?

Au-delà, plusieurs centaines de personnes affectées par l'« épidémie », qui n'avaient pas pu entrer et dont plusieurs allaient s'évanouir, craignent leur indigence et tentent

de forcer la porte. De sérieux accrochages ont même opposé à la police, qui fit finalement usage de ses lacrymogènes. Une grêle de pierres s'abattit ensuite sur l'autobus emmenant les accusés et leurs défenseurs.

Les avocats de la partie civile ont annoncé leur intention de faire appel devant le Tribunal suprême, ainsi d'ailleurs que certains défenseurs. Mais le verdict du tribunal, qui a provoqué un choc dans ce pays où la justice est déjà très contestée, pourrait avoir des conséquences politiques. Plusieurs partis d'opposition ont demandé dimanche au gouvernement de se substituer aux accusés dans le versement des indemnités prévues. Malgré consolation pour les parents des victimes, qui demandaient simplement que justice soit enfin faite.

THIERRY MALINIAK

(1) Une instruction parallèle, concernant les responsables de l'administration susceptibles d'être compromis dans l'affaire pour négligences ou pour complicité, a été ouverte, mais elle semble paralysée.

### EDUCATION

Réunis à Strasbourg

## Les documentalistes se réjouissent d'avoir obtenu une « parité pédagogique entière » avec les enseignants

STRASBOURG  
de notre correspondant

Dans un grand amphithéâtre de la faculté des lettres de Strasbourg, elles sont une cinquantaine, studieuses, appliquées, qui prennent des notes. En bas, devant l'immense tableau noir, c'est un homme qui explique la révolution qu'a été la fabrication du livre après les rouages du premier millénaire. C'est l'un des ateliers du premier congrès des documentalistes de lycées et collèges, les 19 et 20 mai à Strasbourg, à l'initiative d'une profession encore plus féminisée que le corps enseignant.

Cette réunion n'a de congrès que le nom. Pas de débat statutaire, pas de texte d'orientation, pas de rapport moral ou financier : « Nous sommes membres de la Fédération des associations de documentalistes bibliothécaires de l'Éducation nationale (FADBEV), qui a ses propres réunions », explique le président François Roux. « Nous avons déjà tenu des journées de travail entre documentalistes, mais nous tenions à faire autre chose : le moment était bon.

alors que nous attendions une reconnaissance de la profession, un statut et un concours. »

Sur ce plan, le premier congrès des « doc » avait réussi avant d'avoir commencé : M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, avait déjà annoncé, en mars, la création d'un CAPES interne et externe spécifique, et la généralisation des centres de documentation et d'information (CDI) dans tous les établissements du second degré. Vendredi, devant les quelque quatre cents congressistes le ministre a complété le dispositif : 190 nouveaux postes seront créés pour 1989, et « au moins » 98 pour le budget 1990.

« C'est un grand changement », commente le président François Roux. Auparavant, un documentaliste n'avait pas d'avenir sans revenir à l'enseignement. Demain, il aura une formation plus longue avec un an de stage assuré — et la certitude que sa promotion ne passe pas obligatoirement par la classe. Pour les quelque 6 500 documentalistes aujourd'hui et pour ceux que va attirer le CAPES externe, c'est la conviction que « dans la salle des

Revendiqué par des opposants à la vivisection

## Le vol d'une centaine d'animaux à Lyon bloque les travaux de deux unités de l'INSERM

LYON  
de notre bureau régional

Un groupe se faisant appeler l'Arche de Noé a revendiqué, par un coup de téléphone anonyme, à l'Agence France presse, le vol d'une centaine d'animaux commis, dans la nuit du samedi 20 mai, dans les locaux de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) de Lyon. Pour ce groupe, jusqu'à l'annonce de cette opération est un acte de désespoir face à [son] impuissance de supprimer légalement les abus commis au nom de la science.

Deux unités de recherche, qui regroupent une soixantaine de scientifiques français et étrangers, ont été particulièrement visées par cette intervention, celle du professeur Marc Jeannerod, qui étudie le développement du cerveau et des fonctions visuelles, et celle animée par le docteur Marie-Rose Elzy, spécialisée dans la chirurgie vasculaire et les transplantations d'organes.

La disparition de ces singes, chiens, chats et furets provoque un préjudice financier estimé à 1 million de francs. Le groupe Arche de Noé a aussi subtilisé certains documents se rapportant aux recherches entreprises dans les laboratoires de l'INSERM. « Cet acte de terrorisme contre la science interrompant nos travaux pendant un an », dit le professeur Jeannerod. « Mon unité est envahie par une quarantaine de délinquants, qui désolent... »

Les expériences de l'unité du professeur Jeannerod portent, notamment, sur la détection des déficiences visuelles chez le fœtus des singes. « Nous pratiquons des injections de traceurs dans le cerveau des fœtus, qui nous permettent ensuite de suivre le développement in utero. » Ces recherches ont permis en particulier, de mettre en place dans les maternités lyonnaises un dispositif de détection précoce des déficiences visuelles, causées par le strabisme, chez les nouveau-nés.

Le professeur Jeannerod s'inquiète du devenir de ces animaux « très fragiles, qui ont été anesthésiés brutalement ». Certains des quarante singes volés sont, d'après le professeur, en danger de mort. D'autres peuvent présenter des comportements dangereux pour les tiers. Mais les responsables de l'INSERM affirment qu'aucun animal n'est porteur d'un virus, notamment celui du sida. Sur les murs des laboratoires cambriolés, le groupe Arche de Noé a laissé de nombreux graffiti : « vous êtes des monstres », ou « Vivisection, plus jamais ».

B. C.

CHASSE  
Dans la Gironde  
Tireurs vindicatifs  
Pour la seconde fois en quelques semaines (le Monde du 3 mai), les chasseurs qui tirent illégalement à la tourterelle à la pointe de Grave (Gironde) ont violemment molesté Alain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue de protection des oiseaux. Ces incidents ont eu lieu dimanche 21 mai en pied de l'observatoire que les défenseurs des tourterelles ont installé au Verdun. M. Bougrain-Dubourg s'était rendu sur place à la suite d'une agression des chasseurs contre deux ornithologues gironnais.

« Ébranlés par l'intervention des gardes fédéraux, qui, en une seule semaine, avaient dressé une centaine de procès-verbaux contre les tireurs enfreignant la législation européenne de 1979 (elle interdit de chasser les oiseaux migrateurs au printemps), les chasseurs s'en sont pris à « nouveau » au président de la Ligue et à un journaliste de Sud-Radio qui l'accompagnait. Il a fallu l'intervention des gendarmes pour les dégager.

JACQUES FORTIER

### HANDICAPÉS

Au congrès de l'UNAPEI à Brest

## « Ce n'est pas parce que nos enfants sont étranges... »

BREST  
de notre envoyé spécial

Maintenant leurs guitares et leur synthétiseur, les musiciens pop du groupe Altitude font un malheur sur la scène du grand théâtre de Brest, brouillé à craquer. Moult dans un provocateur fourreau noir, le chanteur tient dans ses bras Emilie, une petite mongolienne de quatre ans qui, de sa main levée, remercie le public. Cette image est l'une des plus surprenantes de celles qui ont marqué le congrès de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI).

Il a réuni à Brest, les 20 et 21 mai, mille cinq cents représentants venus de métropole et des départements d'outre-mer. On n'avait encore jamais vu cela dans les manifestations de cette puissante fédération, qui, d'ordinaire, consacre ses travaux à d'austères discussions techniques sur l'aide qu'il convient d'apporter aux handicapés mentaux.

L'UNAPEI n'est pas une association comme les autres. Déjà vieille de quarante ans, elle gère mille huit cents établissements et services, employant cinquante-cinq mille salariés, soit plus de la moitié des institutions recevant des handicapés. Groupant sept cents associations locales et leurs soixante mille adhérents, disposant de sa propre mutuelle, d'un atelier de production audiovisuel et, à son siège parisien, d'une équipe de per-

manents de haut niveau, elle constitue un groupe de pression redouté des pouvoirs publics.

Mais, jusqu'à présent, son action ne s'était exercée que dans le cercle limité des milieux directement concernés. Comme l'explique l'un de ses dirigeants : « Nous ne voulions pas étaler l'immense détresse qui se cache derrière notre organisation. » Cette détresse est celle des familles chez lesquelles le hasard de la génétique, ou d'un accident lors de l'accouchement, a fait naître un handicap mental. La vie du couple en est bouleversée pour des décennies.

Renforcement de la scolarisation

Ces familles sont littéralement malades de leur enfant qui, pendant longtemps, elles cachent, mais dont la présence même les coupe de leur environnement. Refusés par l'école, réputés incapables de s'insérer dans le monde du travail, ceux-ci deviennent des scélérats qui, en grandissant, enfraignent leurs proches dans une sorte de ghetto.

Ces parents ont décidé d'un soir, de montrer que leurs enfants ont des possibilités d'insertion inouïes. « Ce n'est pas parce que nos enfants sont étranges qu'ils doivent être traités comme des étrangers », dit Bernadette Wahl, une Alsacienne de quarante-deux ans, professeur de

philosophie et actuelle présidente de l'UNAPEI.

A la suite d'une impressionnante manifestation, qui avait rassemblé, à l'automne dernier, pour la « Journée de la dignité », vingt mille handicapés mentaux et leurs parents, sous les frondaisons des Tuileries de Paris (le Monde du 7 octobre 1988), le gouvernement a débouqué, pour 1989, des ordres permettant de mettre en chantier mille trois cents places supplémentaires dans les centres d'aide par le travail et des établissements d'accueil.

Après cette première victoire, l'UNAPEI a lancé une ambitieuse campagne de communication à l'occasion de son trente-neuvième congrès. Elle a rédigé une « charte pour la dignité des personnes handicapées mentales », immédiatement signée par un comité de cinquante comédiens, groupés autour de Jean-Pierre Darras. Un disque intitulé « Vivre ensemble » a été réalisé par le groupe Altitude, avec le concours musical de Michel Legrand, est lancé sur le marché. Bientôt des clips passeront à la télévision, des affiches apparaîtront sur les murs et des pages de publicité seront insérées dans les journaux. Budget total : 20 millions de francs apportés par des sponsors et une collecte nationale.

Le gouvernement a bien reçu le message. Aux congressistes de Brest, le premier ministre, M. Michel Rocard, a fait lire un message affirmant : « Il est de notre devoir de donner à vos

enfants une place dans le système éducatif, un rôle plus tard dans l'économie de production, un accueil chaleureux pour les plus gravement handicapés d'entre eux. Je veux que vous sachiez combien ma sensibilité est extrême sur ce problème. » Deux ministres — MM. Claude Evin pour la solidarité et Michel Gilbert pour les handicapés — se sont déplacés, apportant une brasse de bonnes nouvelles : renforcement de la scolarisation des jeunes handicapés mentaux, avantages financiers pour ceux qui réussissent à s'insérer ; nomination de M<sup>me</sup> Wail à la vice-présidence du Conseil national des handicapés ; mise à l'agenda d'un programme de construction d'établissements s'étendant sur plusieurs années.

Pour une fois, les parents n'ont pas ménagé leurs applaudissements.

MARC AMBROISE-RENDU

« Une manifestation à Compiègne. — Près de quatre mille personnes ont constitué dimanche 21 mai une chaîne humaine dans les rues de Compiègne (Oise) pour attirer l'attention du public sur les difficultés des handicapés mentaux et physiques à s'insérer dans un milieu urbain. La manifestation, qui était organisée par le Lion's club local et l'École supérieure du commerce de Compiègne, a eu lieu en présence de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan.

IBONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS  
36.15 LE MONDE

Serge Quadruppani

## L'ANTITERRORISME EN FRANCE

ou la terreur intégrée

1981 / 1989

Préface de Gilles Perrault

Pour la première fois, une vision en profondeur du couple étrange que forment terrorisme et antiterrorisme : une vision qui n'accepte pas l'indifférence face à la violation par l'Etat de ses propres lois, ni la paranoïa de ceux qui la justifient par la « théorie du complot ». Ni réquisitoire, ni plaidoyer, comme dit Gilles Perrault dans sa préface, *L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée* est à coup sûr l'un des livres les plus éclairants jamais publiés sur le terrorisme et son bon usage gouvernemental.

Un dossier souvent troublant. Grâce à de nombreux témoignages inédits, l'auteur met le doigt sur des provocations policières, des manipulations politiques, des exagérations des médias, etc.

Nord-Matin

LA DÉCOUVERTE

SALON DU LIVRE STAND I 31

هكذا من الأصل

## Société

### JUSTICE

#### La Guadeloupe dans l'attente de l'amnistie

### Autant que l'indépendance, la justice

Comme il l'avait fait savoir, dès le 17 mai (le Monde du 19 mai), le parquet de Paris devait demander, lundi 22 mai, le report du procès des indépendantistes guadeloupéens membres de l'Association révolutionnaire caribbe (ARC) dans l'attente de l'examen par le Parlement du projet de loi d'amnistie qui devrait être soumis dès le 23 mai au conseil des ministres.

POINTE-A-PITRE de notre envoyée spéciale

Pour avoir connu l'hiver, deux hivers même, à Paris, Eric, jeune Guadeloupéen longiligne, goûte encore davantage le léger courant d'air qui rafraîchit la place de la Victoire à l'heure où le marché de Pointe-à-Pitre se rend aux infonctions du soleil. Depuis un mois, il fait son service militaire au camp de la Jaille, de l'autre côté du pont de la Gabarre, et, ce samedi, il est en permission, sur un banc, à l'ombre des palmiers. Guadeloupéen d'abord. Français si l'on veut. Appelé du contingent, c'était inévitable.

Le jeune homme fait partie de cette majorité silencieuse qui vit dans les tours de la Gabarre, les plus hautes de Guadeloupe avec dix-huit étages et des terrasses meublées comme des salles de séjour : de cette frange de la population qui s'entasse à l'horizontale dans les cases de tôle du quartier du Carénage, où il n'y a la place, pour ranger le vélomoteur, que le long du réfrigérateur ; de ces Guadeloupéens qui ne se plaignent de rien puisque cela ne sert à rien, mais qui explosent régulièrement car la Guadeloupe est une île volcanique.

Eric aurait bien participé à la manifestation du lundi 22 mai, prévue sur cette même place de la Victoire, pour soutenir ce que même RFO appelle les « prisonniers politiques ». Non qu'il soit indépendantiste. Ces idées ne sont pas pour lui, elles l'occupent que les gens « qui sont déjà arrivés là où ils vont ».

Mais c'est une question de justice. Les Guadeloupéens, une fois de plus, ont été « sous-considérés ». Les Canaques, les Corsas, ont bénéficié, avant eux, de mesures de clémence, comme si cela avait « plus d'importance aux yeux du gouvernement ».

Mais le jeune appelé n'a pas manifesté. Les autorités de la caserne ont invité les troupes à rentrer dès dimanche soir au lieu de lundi. Elles ont craint que le pont de la Gabarre ne soit bloqué par des barrages et que le contingent n'en profite pour déserteur l'espace d'une journée. Le pont, qui relie la Basse-Terre — la plus montagneuse — à la Grande-Terre — la moins étendue — est un ouvrage symbolique. Il a connu plusieurs journées de barrages en 1985, lorsque l'île, avec la même unanimité qu'aujourd'hui, réclamait la libération d'un inconnu, Georges Faisans, détenu à Paris pour avoir blessé un enseignant qui

avait frappé un élève à coups de pieds, traitement qu'on n'inflige « même pas à un chien ». Plus que l'indépendance, l'injustice mobilise la Guadeloupe.

Les militaires ont fait preuve de prudence. Le pont, cette fois, ne devrait pas s'enflammer. Comme dit Marie-Georges Michel, qui fait partie des treize inculpés du procès, « la messe est dite » : elle n'a d'ailleurs pas fait le déplacement de Paris. Pas plus que les autres inculpés comparaisant libres, comme Max Cointre, retourné à son agence de location de voitures, ou le pâtissier Georges Luissint, qui se plaint d'avoir perdu son four à pain pendant ses neuf mois de détention à la Santé.

A Solutré, le dimanche de la Pentecôte, le président de la République a fait savoir qu'il était favorable à une amnistie. Le parquet de Paris n'a plus eu qu'à annoncer qu'il demanderait le report du procès dès l'ouverture, le gouvernement ayant

justement l'intention de décider, le lendemain, d'une mesure de clémence. « Ce sont les contradictions de la justice française », commente Marie-Georges Michel.

Au total, une vingtaine d'indépendantistes, déjà condamnés ou poursuivis, devraient bénéficier de l'amnistie. Seule en Guadeloupe, M<sup>me</sup> Cécile Reinette, soixante-neuf ans, qui avait déjà son billet pour assister au procès, est encore sceptique. A Port-Louis, dans la maison familiale de la rue Victor-Schoelcher, elle relit, sans trop y croire, la lettre écrite le lundi de la Pentecôte par Luc, sixième de ses onze enfants et chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC) : « Chère maman, j'arrive très bientôt au pays, sans doute le mois prochain ».

Il n'a même pas été nécessaire d'ériger un barrage sur le pont de la Gabarre. Une mesure d'amnistie était envisagée à l'occasion du Bicentenaire (en 1986 déjà, M. Jacques Chirac avait lui-même proposé un « pardon juridique »). Les événements de Port-Louis (1) et surtout ceux de Nouvelle-Calédonie ont précipité les choses, ainsi que l'unanimité dans l'île. Si M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry, députée RPR, attend encore d'avoir le dossier pour se prononcer, l'ensemble de la classe politique, y compris le secrétaire général du RPR, M. Daniel Beaurbras, s'est déclaré favorable à la remise en liberté des militants : un consensus fortement empreint d'opportunisme, aux yeux des indépendantistes qui ont maintenu leur mot d'ordre de grève générale ce lundi.

Condamné à vingt-trois ans de prison pour, notamment, un attentat qui avait fait une vingtaine de blessés en 1983, Luc Reinette, trente-huit ans, devrait donc rentrer en Guadeloupe après le vote de la loi d'amnistie. Si une tribune est apparue dans une revue proche de son mouvement, le MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante), avec pour titre « Reinette président », la « retour du guerrier » n'est pas perçu comme celui d'un héros : « Il n'aurait pas cela ».

estime Eric, le jeune appelé de la place de la Victoire. Ancien contrôleur budgétaire à l'Office des HLM, Luc Reinette était peu connu avant sa première arrestation en mars 1981. Aujourd'hui, beaucoup lui reconnaissent le courage d'avoir « osé » s'opposer à l'Etat. Mais, du côté de la principale formation indépendantiste, l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), on attend au tournant politique cet homme pressé, cet « activiste courageux » peu enclin au « travail de journal » sur le terrain.

#### « Un gain pour la démocratie »

Surtout, la Guadeloupe se demande s'il tiendra ses promesses. Car Luc Reinette, qui avait déjà bénéficié d'une première amnistie en août 1981, a cette fois, dit signer, avec ses quatre compagnons du Conseil national de la révolution guadeloupéenne, une déclaration d'intention envers le peuple guadeloupéen. Dans ce texte, daté du 18 mai, les chefs présumés de l'ARC, sans renoncer explicitement au terrorisme, s'engagent à « l'implication résolument dans la lutte politique ».

Le président socialiste du conseil général, M. Dominique Larfla, veut croire que Luc Reinette, « qui est un homme de conviction, est aussi un homme d'honneur » : « Plus que leur libération, c'est cette déclaration qui constitue un gain pour la démocratie ».

Mais, dans l'ensemble, les spéculations portent plutôt sur la durée d'effet de cette promesse. Il n'est qu'à écouter certains militants du MPGI, comme Gabriel Bourguignon, autre inculpé du procès, pour alimenter les conjectures : « Il n'y a pas d'exclusive dans le combat contre le colonialisme. Ce n'est pas la puissance coloniale qui va dicter les formes de lutte » ; ou le docteur Jean Barthelemy, de l'UPLG de Port-Louis : « Les attentats ne disparaîtront pas complètement, mais ils seront rejetés par la population » ; ou encore tel ou tel étudiant indépendantiste : « Rien que la violence, cela n'est pas bon. Rien que les élections, cela n'est pas bon non plus ».

Sur son banc ombragé, Eric n'est pas inquiet, du moins en ce qui concerne le retour des militants. Lui qui n'est « ni pour, ni contre » l'indépendance n'estime pas moins que, « si la justice se pratiquait mieux, il n'y aurait pas de problème ». Les autorités ne semblent pas non plus manifester de crainte particulière. Au dire de l'un des responsables de l'ordre, la question du terrorisme est même désormais « traitée ». Au palais de justice, on fait preuve d'un enthousiasme moindre : « Si Reinette recommence à poser des bombes, il ne faudra pas venir nous chercher ».

CORINE LESNES.

(1) Des affrontements avaient fait plusieurs blessés parmi les gendarmes, le 20 avril à Port-Louis, après l'interpellation de sept personnes, dont le docteur Barthelemy, conseiller municipal, UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe). Les forces de l'ordre agissaient dans le cours de l'enquête sur des attentats commis quinze mois auparavant. Cette intervention, un mois avant le procès, avait de l'avis général, « mis de l'huile sur le feu ».

• Sida et lenteurs judiciaires : le ministère intervient. — Après avoir émis l'opinion, le cas de M<sup>me</sup> Emilienne Courtellemont a ému la chancellerie. Le ministère de la justice a fait savoir, samedi 20 mai, que l'examen en appel par la cour de Paris du cas de cette femme de soixante-deux ans, contaminée en janvier 1985 par le sida à la suite d'une transfusion sanguine (le Monde daté 21-22 mars), serait examiné avant les vacances d'été. Le dossier dont était saisie la 20<sup>e</sup> chambre de la cour de Paris devait être plaidé vendredi 19 mai. Ce jour-là, le président, M. Michel Adébert, avait fait savoir qu'il renvoyait le débat au 29 septembre faute d'avoir pu étudier ce dossier qui lui avait été transmis tardivement. Le ministère de la justice déclare prendre « toute disposition pour que l'affaire soit évoquée très prochainement ».

#### Plus tard — peut-être — en Nouvelle-Calédonie

Initialement, le gouvernement avait prévu d'étendre le bénéfice de l'amnistie à la Nouvelle-Calédonie. C'est le sens du projet de loi qui a été soumis lundi 22 mai au Conseil d'Etat. Selon ce projet, devaient en effet être aussi amnisties toutes les infractions commises avant le 20 août 1988 — c'est-à-dire la date de la signature du protocole d'accord sur l'avenir-projet de loi référendaire, à l'occasion des événements d'ordre politique, social ou économique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie, ou du régime foncier du territoire lorsque leurs auteurs n'ont pas été concernés par cette loi référendaire.

Le gouvernement entendait honorer un engagement oral pris par M. Michel Rocard lors d'un déplacement en Nouvelle-Calédonie. L'amnistie n'aurait pas

uniquement concerné les meurtriers des gendarmes de la brigade de Faysoué, mais devait aussi porter sur les suites judiciaires de l'affaire d'Ouvéa, ainsi que sur des affaires beaucoup plus anciennes comme le mort de Pierre Declercq, professeur de Jean-Marie Dipeolu à la présidence de l'Union calédonienne, d'Elol Machoro et d'autres affaires criminelles toujours à l'instruction en Nouvelle-Calédonie. Le Conseil d'Etat a considéré qu'il convenait de disjoindre ce volet du projet de loi, qui ne pouvait être soumis en l'état au Parlement, et a préconisé qu'il soit soumis à l'avis du comité consultatif mis en place à Nouméa après du Haut Commissariat. Selon nos informations, le gouvernement semblait enclin à suivre la procédure conseillée par le Conseil d'Etat.

## RENAULT 19 CHAMADE: LE GOÛT DE LA FORCE

La Renault 19 trouve aujourd'hui une nouvelle forme, la Renault 19 Chamade. La Renault 19 Chamade est une voiture 3 volumes : capot, habitacle, coffre.

Le goût de la force : • 3 motorisations essence dont le nouveau moteur Energy • 1 motorisation Diesel • De 6 à 8 CV et de 60 à 92 Ch DIN (43 à 66,5 kW ISO) • Cx 0,31.

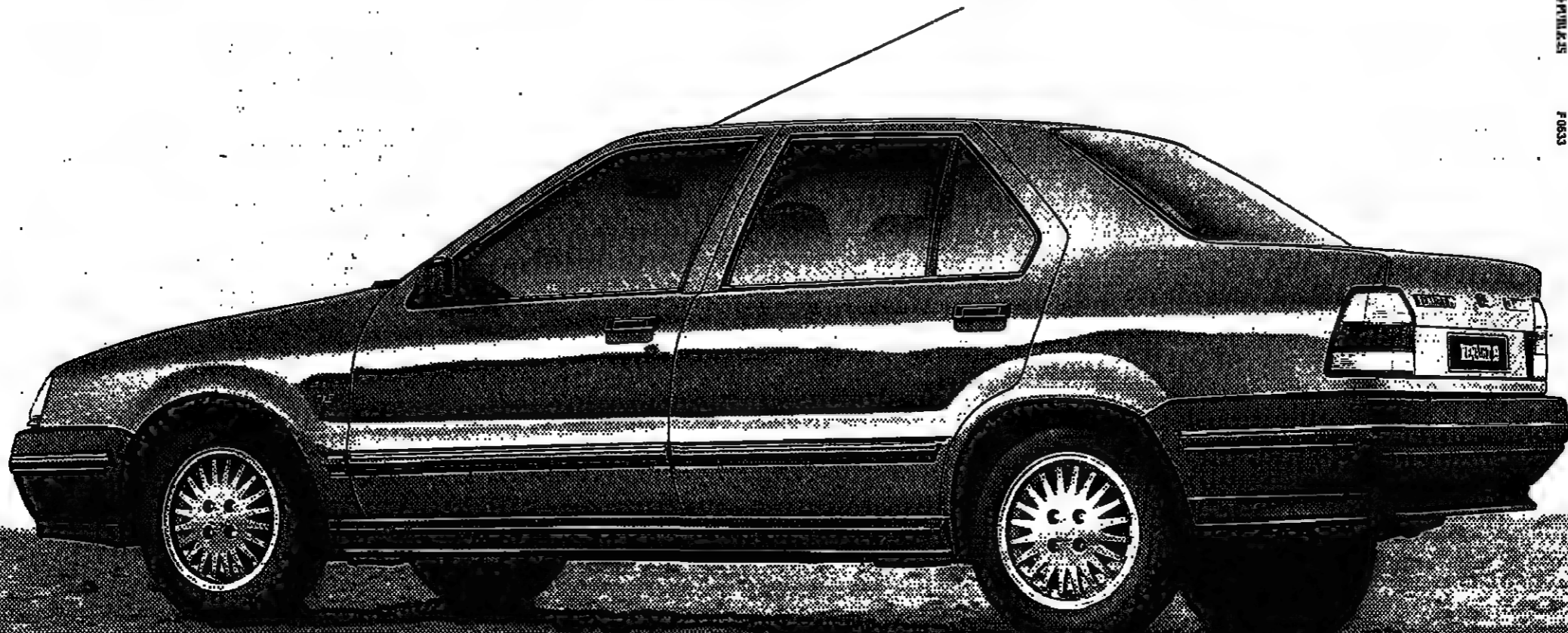
Sérénité de l'espace intérieur : • 4,26 m de longueur totale • 1,86 m de longueur habitable • 1,44 m de largeur aux coudes à l'avant.

Un coffre et quel coffre : • 463 dm<sup>3</sup> avec seuil de chargement surbaissé • Possibilité de chargement des objets longs grâce à la fonctionnalité 1/3 - 2/3.

Venez la découvrir chez votre concessionnaire.

Renault 19 Chamade, 10 versions à partir de 64.900,00 F. Modèle présenté Renault 19 TXE Chamade avec options. Prix clés en main, hors option, au 15/05/89 : 85.400,00 F. Millelisme 89. Consommations UTAC : 5,3 L à 90 km/h, 6,9 L à 120 km/h, 9,8 L en ville (7 cv). Garantie anti-rust Renault 6 ans. DIAC votre financement.

RENAULT présente elf



RENAULT  
DES VOITURES  
A VIVRE







## هكتامن الأمل

# Le Monde

## ECONOMIE

### Force tranquille en Allemagne

**«UNE conjoncture éblouissante !»** Un sondage opéré en février 1989 par la DIHT - l'organisme central des chambres de commerce et d'industrie - auprès de quinze mille chefs d'entreprise ouest-allemands nous les révèle épanouis. C'est presque l'âge d'or.

La croissance, fondée sur l'investissement, est saine et soutenue. Le regain d'inflation inquiète, mais n'angoisse pas comme s'il ne devait être que passager. « Nos soucis sont politiques », constate-t-on à Bonn à l'approche des élections européennes.

Qu'on est loin à Cologne ou ailleurs de cette fin d'hiver 1988 où les patrons paniquaient devant la chute du dollar et voyaient déjà, comme dans un cauchemar, les exportations fondre telle neige au soleil. Pensez, vous expliquait-on, était près de la ruine, chassé du marché américain ; Mercedes, BMW et tant d'autres étaient menacés, si la chute du billet vert n'était pas enrayée, de prendre le même chemin.

Le dollar a repris du poil de la bête... et au cours du premier trimestre 1989 les exportations ouest-allemandes ont atteint de nouveaux records. Tous les indicateurs sont positifs ou presque.

#### Un recul du chômage

« Ce que nous avons réussi, c'est la redistribution du revenu au profit des entreprises », souligne un haut fonctionnaire du ministère de l'économie. Grâce à la politique suivie, une forte impulsion a été donnée aux investissements, qui dans l'industrie ont progressé de 4,5 % par an depuis 1982, mais de 7,5 % en 1988, et l'on s'attend à une performance analogue pour l'année en cours.

Il ne s'agit plus uniquement comme dans le passé d'investissements de rationalisation. Les machines tournent à pleine capacité, les industriels allemands, confiants dans l'avenir, agrandissent leurs usines.

Le développement de l'activité est maintenant assez puissant pour que les créations d'emplois fassent reculer le chômage, véritable et douloureux vestige de la crise. En mars 1989, on comptait en RFA 2 178 000 chômeurs, soit 262 000 de moins (10,7 %) qu'un an plus tôt. Il s'en est fallu d'un cheveu que le nombre de

sans-emploi repasse au-dessous de la barre des deux millions en avril. Patronat et syndicats sont convaincus que ce sera chose faite en mai.

C'est une longue page sombre qui sera ainsi tournée : depuis octobre 1982, il n'y a jamais eu moins de deux millions de chômeurs en Allemagne fédérale. Selon le sondage de la DIHT, 17 % des chefs d'entreprise - au lieu de 11 % en février 1988 - ont l'intention d'embaucher du personnel supplémentaire au cours des mois à venir.

En vérité, l'année a magnifiquement commencé. Au cours des deux premiers mois, la production industrielle a progressé de 6 % et les commandes de 8 % par rapport à la période correspondante de 1988. Cet essor profite de

**Confiants dans le grand marché les industriels ouest-allemands embauchent et agrandissent leurs usines**

façon spectaculaire aux biens d'équipement : toujours en janvier-février, la production de machines s'est accrue de 9,7 % et les commandes de 15,6 %, les performances de l'électrotechnique et même celles des voitures et camions sont du même ordre. La croissance de l'industrie chimique, le quatrième secteur vedette de l'industrie allemande, moins soutenue, demeure satisfaisante.

« Même la sidérurgie, hier sinistrée, est en plein boom. En réalité, il n'y a pratiquement aucune branche de l'économie qui

reste dans l'ombre », commente un expert de la DIHT. Selon le sondage publié par son organisation, l'euphorie actuelle touche aussi les entreprises de services, le commerce et même, phénomène tout à fait récent, le bâtiment.

La confiance porte autant sur la persistance de la demande étrangère que sur le dynamisme de la conjoncture intérieure. Au premier trimestre, l'excédent du commerce extérieur, tiré par les exportations, atteignait 36 milliards de marks au lieu de 25 mil-

liards un an plus tôt. Les chefs d'entreprise sont convaincus que la tendance va se poursuivre.

D'après le sondage de la DIHT, 37 % d'entre eux s'attendent pour cette année à un accroissement de leurs exportations, alors que seulement 19 % faisaient une telle prévision en février 1988, et 55 % considéraient qu'ils maintiendraient leurs ventes à l'étranger au niveau très élevé atteint en 1988. Avec une belle assurance, les industriels pensent pouvoir sauvegarder, voire élargir, leur position sur les marchés extérieurs, même en cas de ralentissement de la croissance.

La bonne conjoncture que connaissent également les pays voisins - principal débouché de l'industrie allemande - alimente en tout cas cet optimisme, ainsi que - fait nouveau en RFA - la mise en place du « grand marché ». « C'est en fonction de ce projet que les gens investissent et embauchent. Le marché européen sans frontières constitue sans nul doute une des bases de la croissance actuelle », affirme M. Franz Schoser, le directeur de la DIHT, se fondant sur un autre sondage effectué en avril par son organisation.

Décidés à tirer avantage de leur épingle du jeu, les industriels préparent activement l'échéance de 1993. M. Erwin Blasum, un économiste du patronat, le BDA (Fédération des syndicats patronaux), pense que la libération des mouvements de capitaux et la création en cours d'un marché commun des services financiers vont se traduire par une concentration des entreprises et par une ouverture vers l'extérieur.

« Pour l'instant, explique-t-il, les banques et les assurances, sont surtout orientées vers le marché allemand. En RFA, les services n'interviennent que pour 20 % des exportations, au lieu de 50 % au Royaume-Uni. Il faut s'attendre à une internationalisation rapide. »

La controverse suscitée par les États-Unis et par le Japon sur le thème de « l'Europe forteresse » provoque quelque inquiétude en RFA, où l'on redoute une cassure du marché mondial en trois blocs : Europe, Amérique, Pacifique. Certaines idées de Bruxelles à propos des contreparties à réclamer aux pays tiers sont mal accueillies.

« L'idée de réciprocité est dangereuse. Nous sommes opposés au concept selon lequel les échanges entre les différentes

grandes puissances commerciales devraient être équilibrés », estime M. Blasum. Les Français sont toujours suspects de protectionnisme, même si l'on salue comme positif le changement d'attitude de M. Roger Fauroux à l'égard des voitures japonaises fabriquées au Royaume-Uni.

Mais, comparé aux craintes de jadis où toute contrariété un peu sérieuse conduisait à pronostiquer des catastrophes, ce sont là des inquiétudes de luxe. « Pourquoi la croissance s'essoufflerait-elle ? L'image que présente notre économie est presque idéale. »

« En vérité, 1989 est assuré, mais 1990 est presque déjà joué puisque aux raisons de croissance actuelle viendront s'ajouter les effets positifs de la troisième étape de la réforme fiscale. Plus de 15 milliards de marks d'allègements d'impôts vont se partager entre la consommation et l'investissement », constate un haut fonctionnaire du ministère de l'économie.

Certes, admet-il, l'augmentation rapide des prix à la consommation est préoccupante. Elle est due pour partie à la récente hausse des taxes à la consommation et surtout à la montée des produits importés (+7,2 % de mars 1988 à mars 1989).

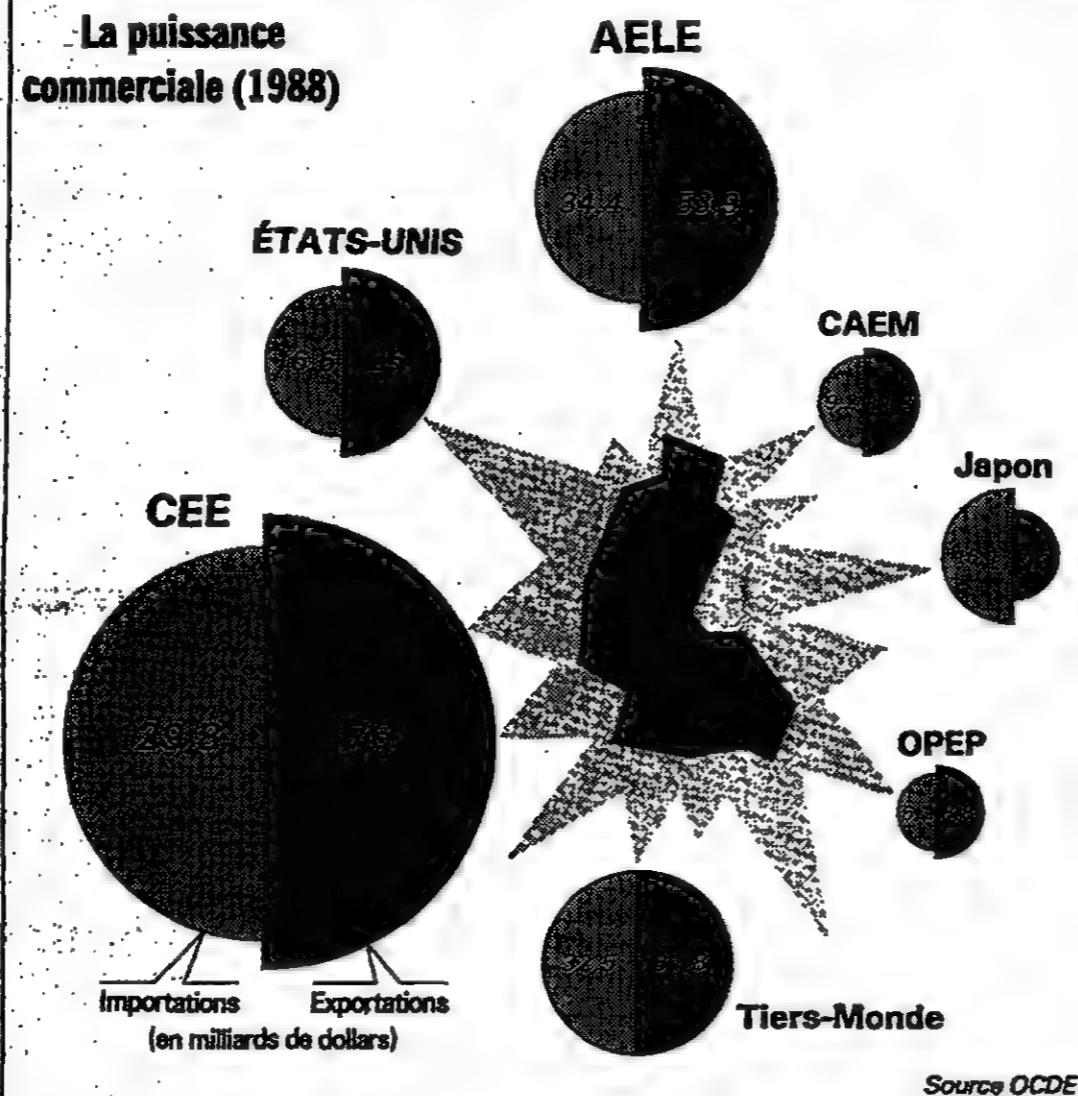
#### Les salaires stables

« Il n'y a pas de vraie poussée inflationniste. Les salaires sont stables », assure-t-il. La paix sociale est assurée jusqu'en 1990, date à laquelle les conventions collectives seront renégociées avec les métaux, IG Metall, la fédération syndicale qui, en RFA, donne le ton.

Des usines tournant à plein régime, des profits élevés, une pénurie d'ouvriers qualifiés, autant de facteurs qui porteront sans doute à la revendication. Mais, pour notre interlocuteur, « il y aura une marge de manœuvre. Notre but ultime n'est tout de même pas d'obtenir chaque année un nouvel accroissement des marges bénéficiaires ».

Est-il, chez un responsable allemand, de nature optimiste mais néanmoins prudent, allergique comme tous les compatriotes à l'inflation, un propos qui illustre davantage la force assurée et tranquille de l'économie allemande ?

de Cologne  
PHILIPPE LEMAITRE.



### L'équilibre social mais...

**Dans ce pays riche le déclin démographique menace la vitalité des entreprises**

**EXIGENTE** Allemagne. Tandis que les Français, plus que d'autres Européens, s'extasient devant les résultats économiques et sociaux obtenus outre-Rhin, les Allemands font la fine bouche. Comme si tout n'allait pas aussi bien qu'on le prétend.

Ainsi, sensible depuis 1986, la baisse constante du nombre de personnes en âge de travailler apporte certes des avantages immédiats, mais ne cesse d'accroître l'inquiétude pour l'avenir. En 2030, on tient de la population aura soixante ans ou plus, et on comptera alors 9 millions de jeunes seulement.

Nombre d'entreprises doivent aujourd'hui faire des embauches de précaution : ainsi l'on reproche à Siemens d'avoir recruté en cinq ans l'équivalent du nombre d'universitaires que la RFA est capable de fournir en un an. MBB, l'avionneur repris par le groupe Mercedes, partenaire de

l'Aérospatiale pour le programme Airbus, s'inquiète parce qu'un tiers de ses ingénieurs sont âgés de quarante-deux à cinquante ans.

#### Qualification et immigration

Compte tenu du vieillissement de leur population, « les Allemands ont un problème de qualification pour leurs plus de quarante-cinq ans », affirme M. Bernard Brunhes, qui, à quelques mois d'intervalle, a mené en RFA deux missions pour le compte de l'OCDE et du ministère du travail français. « Autant nous posons leur avenir leur système de formation professionnelle, autant ils sont demandeurs de méthodes pour la formation continue. »

ALAIN LEBAUDE.

(Lire la suite page 17.)



### 3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ FINANCE D'ENTREPRISE ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion financière quotidienne des entreprises.

#### ■ FORMATION :

du 2 Octobre 1989 au 29 Juin 1990.

#### ■ ADMISSION :

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

#### ■ SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury

**INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE**  
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État  
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS  
Tél. (1) 42 70 34 80-42 70 90 95 Yvette CARIOU

### Les banques gardiennes des firmes

**Fidèles aux guichets les sociétés d'outre-Rhin n'ont pas cédé aux charmes des marchés financiers**

**L**ES banquiers allemands ne connaissent pas les États d'âme de leurs homologues français. Ceux-ci, confrontés à une évolution du système financier à l'anglo-saxonne, ont vu peu à peu les entreprises, surtout les grandes, se détourner de leurs guichets pour céder progressivement aux charmes des marchés financiers.

#### Un fort autofinancement

Pareil dédain ne saurait exister outre-Rhin. Pour une raison simple : du crédit aux émissions d'actions, les banques sont un point de passage obligé pour le financement des entreprises. De plus, si l'appel aux marchés de capitaux s'est développé depuis quelques années, il reste limité, n'ayant pas connu l'explosion qui s'est produite en France depuis le début des années 80.

L'étude des rapports de la Deutsche Bundesbank, la banque centrale allemande, montre d'abord le très fort taux d'autofinancement dégagé par les sociétés. En 1987, avec 226 milliards de DM, il a atteint 75 % et s'est accru durant le premier semestre 1988 en raison de l'amélioration des bénéfices des entreprises allemandes.

La Bundesbank, dans son rapport mensuel de mai 1988, note que le niveau atteint en 1987 « est nettement supérieur à la moyenne (69,5 %) des trois premières années de la reprise économique (1983 à 1985), ou même au ratio de 1982 (65,5 %) », même s'il se situe « en deçà de celui de 1986, gonflé par des facteurs exceptionnels (importants allègements de coûts résultant notamment de la baisse des prix du pétrole) ».

CLAIRE BLANDIN.

(Lire la suite page 17.)

## L'ENTREPRISE EVOLUE... DUNOD ENTREPRISE AUSSI

Les CLÉS du SUCCÈS en télémarketing

Comment RÉUSSIR en FRANCHISE

Dunod

## On vous juge sur votre personnalité.

SUP DE CO AMIENS VOUS AIDE A L'AFFIRMER.

95% des entreprises considèrent que la personnalité est le premier critère du recrutement (enquête nationale de l'A.P.E.C. en 1987) Nous y consacrons plus de 40% du temps des études.

AMIENS

Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises  
18, place Saint-Michel - 80038 Amiens cedex - Tél. 22 91 57 02

## UNIVERSITÉ DE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE

Inscriptions en cours 43 29 75 23

Diplômes préparés en Formation Continue Horaires aménagés pour salariés

• E.S.E.U Examen d'Accès aux Etudes Universitaires  
• DROIT: de la Capacité à la Licence.

### Diplômes de 3ème cycle

• DESUP  
• Etudes et Préventions des Risques Professionnels  
• Immobilier d'Entreprise  
• Economie Sociale  
• Ergonomie et Ecologie Humaine  
• Entreprise et Europe  
• DESS Fonction Formation: début du cycle Juin 89

Programmes accessibles sur Minitel: 36 15 P1 FORM

## orientations SERVICE

### Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Ville

Age

Niveau d'études actuel

☐ Classes Préparatoires  
☐ Grandes Ecoles Commerce Gestion  
☐ Ecoles à Vocation Internationale  
☐ Ventes Commerciales Gestion Distribution  
☐ Grandes Ecoles Scientifiques  
☐ J. Cycle de Gestion

☐ Administration Militaire Commissariats  
☐ Architecture  
☐ Architecture d'Interieur  
☐ Arts Graphiques  
☐ Assurances  
☐ BTS Automobile  
☐ Cinéma  
☐ Communication et Culture  
☐ Communication dans l'Entreprise  
☐ Communication Publique  
☐ Communication Audiovisuelle  
☐ Comptabilité  
☐ Concours Ecole Normale  
☐ Cours par Correspondance BTS  
☐ Cours par Correspondance Sciences Po  
☐ Danses  
☐ Design, Design Industriel

☐ Electronique  
☐ Expertise Comptable  
☐ Expression Visuelle  
☐ Formations Artistiques Appliquées  
☐ Formation Continue  
☐ Gestion Financière  
☐ Gestion du Personnel  
☐ Immigration  
☐ Ingénierie  
☐ Ingénierie d'entreprise  
☐ Journalisme  
☐ Logistique Production  
☐ Maintenance d'Ordinateurs  
☐ Marketing de l'Art  
☐ Musique  
☐ Para Médical  
☐ Prothèse Dentaire  
☐ Recherche Scientifique  
☐ Russian et Baccalauréat  
☐ Secrétariat-Bureautique  
☐ Sciences Sociales et Politiques  
☐ Systèmes de Mode  
☐ Tourisme  
☐ Transport

# Les banques gardiennes des firmes

(Suite de la page 1.)

Quoi qu'il en soit, l'ampleur des ressources propres dégagées par les entreprises explique que le recours au financement externe (crédit et émission d'actions) soit moindre qu'en France. Il s'est développé, parallèlement à l'augmentation de l'autofinancement, en raison de l'important effort d'investissement pratiqué par les industriels allemands depuis cinq ans. En 1987, il s'est situé à 76 milliards de DM, en hausse de 25 % par rapport à 1986.

« Toutefois, ce montant reste relativement plus faible que celui des trois premières années de la reprise économique. Comme à l'accoutumée durant les périodes de taux d'intérêt peu élevés, c'est la demande de crédits à long terme, traditionnellement fournie, dans leur majorité, par des organismes collecteurs de capitaux qui a prédominé », note la Bundesbank.

Globalement les émissions de titres, après avoir progressé jusqu'en 1986, marquent une pause à 20 milliards de DM (cf. graphique). Encore faut-il faire la part entre obligations et actions. Les émissions d'obligations, chues aux chemins de fer et aux postes (estimées au secteur des entreprises) augmentent : de 0,8 milliard de DM en 1980, elles ont atteint 3,1 milliards en 1987, 6,8 en 1986 en 1987.

En revanche, les émissions d'actions suivent une évolution plus erratique. Stagnant autour de 5 à 7 milliards jusqu'en 1983, elles avaient décollé en 1986 à 12,3 milliards pour retomber à 9 milliards en 1987. « Cette évolution tient aux conditions défavorables régnant déjà sur le marché financier avant le krach boursier et aux importantes difficultés rencontrées par les émetteurs après le krach », explique la Bundesbank dans son rapport de mai 1988.

Mais plus intéressant est le constat établi par la banque centrale sur plusieurs années : « Si l'on effectue une comparaison sur une assez longue période, on constate que le financement par la bourse de l'émission d'actions a, malgré tout, connu une forte expansion. Si, entre 1983 et 1985, les entreprises ont collecté grâce à ce mode de financement environ 7 % en moyenne de leurs moyens de financement

externes, en 1987 la part des émissions d'actions est passée à 11,5 % ».

Le marché des actions reste étroit. Avec huit Bourses régionales et moins de cinq cents sociétés cotées, sa capitalisation ne représente que 25 % du PNB (contre 50 % en Grande-Bretagne). L'impôt sur le capital des sociétés, tout comme les frais d'émission élevés, n'encourage pas les augmentations de capital. La réforme des Bourses allemandes avec la création d'un second marché pourrait cependant modifier cet état de choses.

## Une forte présence

Encore limitée, mais progressive, cette cote de la « finance directe » a une raison pour l'instant d'encourager les banques allemandes. En effet, à la différence de la France, les marchés financiers allemands sont marqués par une forte présence bancaire, constate Virginie Couderc du CEPPI dans un article sur « Monnaie et finance en Allemagne fédérale » paru dans la Revue d'économie financière de décembre 1987. « Sur le marché obligataire, les banques ont longtemps été les principaux acheteurs et émetteurs. Sur le marché des actions, ce sont les seuls intermédiaires après et les principaux acheteurs des émissions. »

Ainsi sur le marché obligataire, les banques, dans les années 70, ont lancé

plus de 70 % des émissions. Si leur part est désormais tombée à moins de 30 %, c'est en raison de la présence croissante de l'Etat comme emprunteur pour financer la dette publique.

Outre leur étroitesse, les marchés financiers allemands se sont surtout montrés réticents aux innovations financières, qui parties d'outre-Atlantique, ont gagné l'Europe (certificats de dépôts, swaps, contrats financiers à terme, options...). Virginie Couderc souligne que la Bundesbank a longtemps freiné l'apparition de ces innovations par « crainte d'une perte de contrôle sur l'activité bancaire, méfiance ouverte par rapport à toute forme d'innovation, réticence à l'internationalisation de sa monnaie ».

Le besoin d'innovation ne s'est pas fait sentir en Allemagne en raison aussi de deux facteurs :

• d'une part, la liberté des taux d'intérêt depuis 1967 (sur les dépôts comme sur les crédits). « Laissez à l'initiative des banques, ils suivent d'assez près les taux du marché monétaire » et n'ont donc pas obligé les entreprises allemandes, à la différence de leurs homologues françaises, à chercher d'autres instruments de financement que le crédit pour faire face à la disparité des taux ;

• d'autre part, l'universalité des banques, qui rend inutiles les réformes connues par d'autres pays comme la fin

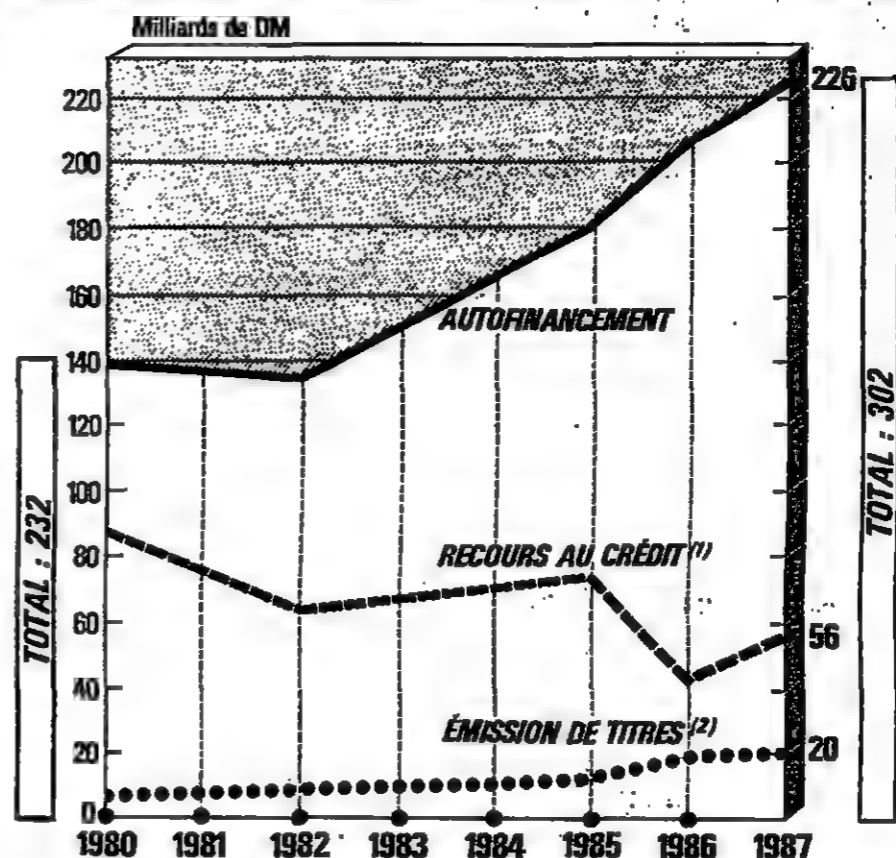
de la séparation des activités entre banques et agents de change.

En 1985, la Bundesbank a cependant amorcé une libéralisation des marchés en autorisant les certificats de dépôts en monnaie, les titres à taux flottants et à coupon zéro, les swaps, les facilités d'émission et d'emprunt à double devise. Les banques étrangères ont également la possibilité d'être chef de file pour des émissions de deutschemarks.

Les marchés allemands ne semblent pas avoir profité beaucoup de cette brève libéralisation, comme le constate la Bundesbank elle-même dans son rapport d'avril 1987. Mais, ajoute la banque centrale, « il n'est pas dit, par ailleurs, que les banques allemandes n'investissent pas, à l'étranger, leur excédent en Allemagne et à l'étranger dans les nouveaux compartiments du marché, sous la pression croissante de la concurrence internationale ».

Interlocutrices omnipotentes des entreprises, les banques allemandes ne les ont pas trop mal servi, si l'on en juge par la réussite industrielle outre-Rhin. L'Europe de 1993 ébranlera-t-elle ce système solide, mais rigide. Contraintes de s'ouvrir à de nouvelles techniques, ces banques n'en perdront pas pour autant le bénéfice de plus d'un siècle de liens privilégiés avec des entreprises dont elles restent les gardiennes.

CLAIRE BLANDIN



(1) Crédits à court, moyen, long terme consentis par les banques, les compagnies d'assurance, les caisses d'épargne et l'étranger.  
(2) Actions et obligations.

Source : Deutsche Bundesbank, mai 1988.

## BIBLIOGRAPHIE

### Une économie gagnante ?

DEPUIS le début des années 80, rares sont les ouvrages en langue française qui permettent de faire le point sur l'état de l'économie allemande et sur ses perspectives d'évolution.

Le livre de Sabine Urban et d'Ernst Moritz Lipp : *L'Allemagne, une économie gagnante ?*, paru aux éditions Hatier en septembre 1988 (239 p.), est venu combler cette lacune en offrant un bilan nuancé et équilibré des performances, mais aussi des faiblesses, de l'économie d'outre-Rhin.

Au chapitre des forces, Sabine Urban analyse les facteurs de la réussite allemande : homogénéité du tissu industriel, spécialisation très poussée, qualité du management et cohésion sociale, professionnalisme et qualité, pugnacité commerciale.

Au chapitre des faiblesses figurent un déclin démographique préoccupant, des coûts de production de plus en plus élevés, une certaine languueur dans l'innovation technologique, le manque de flexibilité lié à des règles du jeu trop rigides.

Dans sa perspective finale, Ernst Moritz Lipp n'en demeure pas moins optimiste : grâce à la solidité de sa monnaie, à des finances publiques assainies, à des entreprises performantes, l'économie allemande demeurera une force d'entraînement pour l'Europe et un exemple de réussite à méditer pour ses partenaires.

L'étude plus récente, mais plus succincte, de Michel Godet : *L'Allemagne, puissance para-*

doxale, parue dans la revue *Futuribles* n° 128 (janvier 1989) et dans les *Cahiers du CIRAC* n° 3 (mars 1989), procède de la même démarche. S'interrogeant sur les performances et les incertitudes de l'économie allemande, Michel Godet conclut que, en définitive, « la compétitivité des entreprises allemandes s'explique moins par des facteurs d'environnement économique externes que par les facteurs internes que sont la formation professionnelle, la qualité des produits et des services, l'efficacité économique de l'investissement et de la recherche ».

### Compétitivité et technologie

Le lecteur pourra encore se reporter avec profit au numéro 34 (deuxième trimestre 1988) de la revue *Economie et Prospective internationale* éditée par le CEPPI à La Documentation française. Dans un bref article sur l'évolution de la politique économique allemande, B. Molitor, directeur au ministère fédéral de l'économie, en résume le caractère restrictif en vue d'apaiser les critiques persistantes des principaux partenaires de la RFA.

De son côté, W. Gerstenberger (IFO, Munich) analyse de façon détaillée la compétitivité allemande tout en prenant en compte l'incidence des fluctuations du deutschemark, l'évolution de l'environnement international et la capacité d'innovation technologique des entreprises. Une intéressante étude, due à J.-C. Hourcade et à V. Le Peltier, retrace la poli-

tique énergétique de la RFA depuis le premier choc pétrolier.

Signalons enfin trois études publiées par le Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris).

— Alain Lattard, *La réduction du temps de travail en Allemagne fédérale* (1987, 232 p.). Cet ouvrage analyse le débat sur la réduction et l'aménagement du temps de travail tel qu'il s'est déroulé au cours des vingt dernières années jusqu'aux récents accords de 1984 et de 1987, qui marquent un rapprochement progressif vers les trente-cinq heures.

— Cesa Chome, *la Formation professionnelle en RFA* (1985, 128 p.). L'auteur analyse le cadre légal, le financement et l'organisation du « système dual » de formation professionnelle et montre comment celui-ci contribue efficacement à l'insertion et à la qualification professionnelle des jeunes, tout en laissant néanmoins subsister des disparités peu négligeables.

— *L'évolution démographique et ses conséquences en RFA et en France* (1988, 108 p.). Ce dossier regroupe les contributions de six démographes allemands et français (H. Burg, H. Schubert, K. Schwarz, J.-P. Bardet, J.-C. Chesnais, A. Sauvy) qui comparent les causes et les conséquences économiques, sociales et culturelles du déclin démographique en RFA et en France, et examinent les possibilités d'une politique démographique plus active dans les deux pays et en Europe.

RENÉ LASSERRE, secrétaire général du CIRAC.

هكذا من الأصل

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

# Le Bade-Wurtemberg, au service de l'industrie

**C**OMMENT une province réputée parmi les plus pauvres de la République fédérale allemande, le Bade-Wurtemberg, capitale Stuttgart, est-elle parvenue, en quelques années, à se hisser au niveau des plus modernes et des plus prospères ? Réponse presque amusante : en cultivant de façon assidue les vertus chrétiennes traditionnelles, en étudiant et en travaillant, en épargnant et en suivant les conseils du bon Dieu.

Voici nommé Lothar Späth, le ministre-président chrétien-démocrate du gouvernement provincial qui, depuis plus de dix ans, pilote avec efficacité le développement économique de son Land.

L'histoire du Bade-Wurtemberg ressemble à un conte moral édifiant où le narrateur s'appuie sur les qualités rustiques du pays mais laisse peu de place à la poésie. « Nous sommes une société d'ingénieurs », constate Rolf Linkher, député européen social-démocrate de la région.

« Le « schwäbische Typus » (le petit bricoleur souabe) est ingénieux, inventif », souligne de son côté le permanent du parti libéral FDP rencontré à Stuttgart.

Le Bade-Wurtemberg ne ressemble pas à la Ruhr, avec ses collines verdoyantes, ses vignes, mais l'impression dominante est néanmoins celle d'une région

— d'une politique — au service de l'industrie. Qui s'en plaindrait ? Le taux de chômage, soit 5,5 % de la population active, est le plus bas de la RFA, la production augmente ainsi que le revenu, les performances à l'exportation sont supérieures à la moyenne nationale.

## Des entreprises moyennes et modernes

Lorenz Menz, secrétaire d'Etat auprès du ministre-président, met l'accent sur une structure industrielle favorable : à côté de quelques groupes puissants, au premier rang desquels figure Daimler-Benz, se situent une majorité d'entreprises moyennes et modernes, capables de s'adapter rapidement à la conjoncture. Une industrie diversifiée mais où néanmoins trois pôles dominent : l'automobile, la machine-outil, l'électrotechnique et l'électronique.

« On exagère beaucoup la dépendance par rapport à l'industrie automobile » (Daimler-Benz, Porsche, Bosch...), estime M. Leibling au ministère de l'économie. Tel n'est pas l'avis de notre interlocuteur du FDP : « La région du moyen Neckar pourrait bien devenir la

## Les ingénieurs souabes, ingénieux et inventifs, misent sur la spécialisation et cultivent l'excellence de leurs produits

Ruhr de demain », ajoute-t-il. Une prévision que les difficultés de Porsche sur le marché américain et la légère baisse de régime de Daimler-Benz en 1988 ne suffisent pas à étayer.

L'économie du Land a, certes, connu des périodes difficiles, mais elle les a surmontées. Au cours des années 60, ce fut la crise de l'industrie automobile en Forêt-Noire et la crise du textile dans les Alpes souabes. Plus récemment, et plus gravement, il y eut les difficultés de la machine-outil, secteur essentiel, un moment menacé par les Japonais. Mais les industriels ont réagi, misant sur la qualité.

M. Schille, un des dirigeants de la firme Trumpf qui fabrique des machines à usiner, est formel. « Sur le plan technique, nous sommes désormais en avance sur les Japonais. 60 % des machines qui sortent d'ici sont commercialisées depuis moins de trois ans. » Même écho auprès de la société Fein qui produit des outils pour l'industrie. « Le choc des années 1980-1984, lors de l'offensive japonaise, a été dur.

Il a fallu retrouver une stratégie, améliorer notre marketing, spécialiser encore davantage notre production. »

Ainsi ces firmes se développent, exportent, s'implantent à l'étranger, y compris, dans le cas de Trumpf... au Japon où l'entreprise souabe détient 7 % du marché. Les entreprises agissent, le gouvernement régional les aide.

Nos deux interlocuteurs vantent avec chaleur la politique mise en œuvre par Lothar Späth, qui se concentre sur un nombre restreint d'objectifs : la formation, la recherche appliquée, la diffusion des acquis technologiques aux PME. « Il faut faire en sorte que les entreprises qui exportent aujourd'hui puissent exporter demain, et pour cela, l'essentiel, c'est la formation », souligne notre interlocuteur du ministère de l'économie.

L'accent est mis volontiers sur l'enseignement professionnel. Le Bade-Wurtemberg compte certes neuf universités mais aussi cinquante écoles supérieures techniques. Une originalité du cru : les Berufshochschulen, académies professionnelles qui combinent pendant six semestres (soit six mois) un enseignement théorique et un apprentissage, celui-ci s'effectuant de bout en bout dans la même firme. Les Berufshochschulen offrent dix mille

places. Mais grâce aux efforts des autorités régionales, il y a de surcroît dans les entreprises cent mille postes affectés à l'apprentissage.

Dans le même esprit — garantir la compétitivité par l'excellence de la production — Lothar Späth choisit la communauté scientifique. « En RFA, c'est le Bade-Wurtemberg qui a le plus grand nombre de chercheurs par rapport à la population », explique M. Leibling.

Sur ce thème, le secrétaire d'Etat Menz devient presque lyrique : « Späth a un style tout à fait particulier avec les scientifiques. L'ambiance ici leur est très favorable. Il a attiré deux Prix Nobel dans le Land. Il est parvenu à favoriser la collaboration entre chercheurs et industriels. »

## Les transferts technologiques

Tout cela est exact et effectivement impressionnant. A. Ullrich, somnolait une faculté de médecine et de sciences naturelles. Le ministre-président a décidé de promouvoir la cité au rang de « ville universitaire », un nouveau concept à connotation médiatique, mais une opération apparemment réussie.

Le jeune professeur Rademacher travaille en liaison avec l'industrie sur les applications de l'intelligence artificielle. « C'est à Ulm, nous explique-t-il avec conviction, que les Européens sont en train de rattraper, voire de dépasser les Américains et les Japonais. »

Autre exemple : originale, efficace et peu coûteuse, une fondation, la Steinbeis Stiftung, animée par un proche de Lothar Späth, dont l'objectif est de favoriser au profit des PME les transferts technologiques. Elle parraine la création de « centres de transfert », lieux de rencontre où les professeurs de l'école technique supérieure du coin proposent aux chefs d'entreprise la mise au point d'un nouveau produit ou d'un nouveau procédé de fabrication.

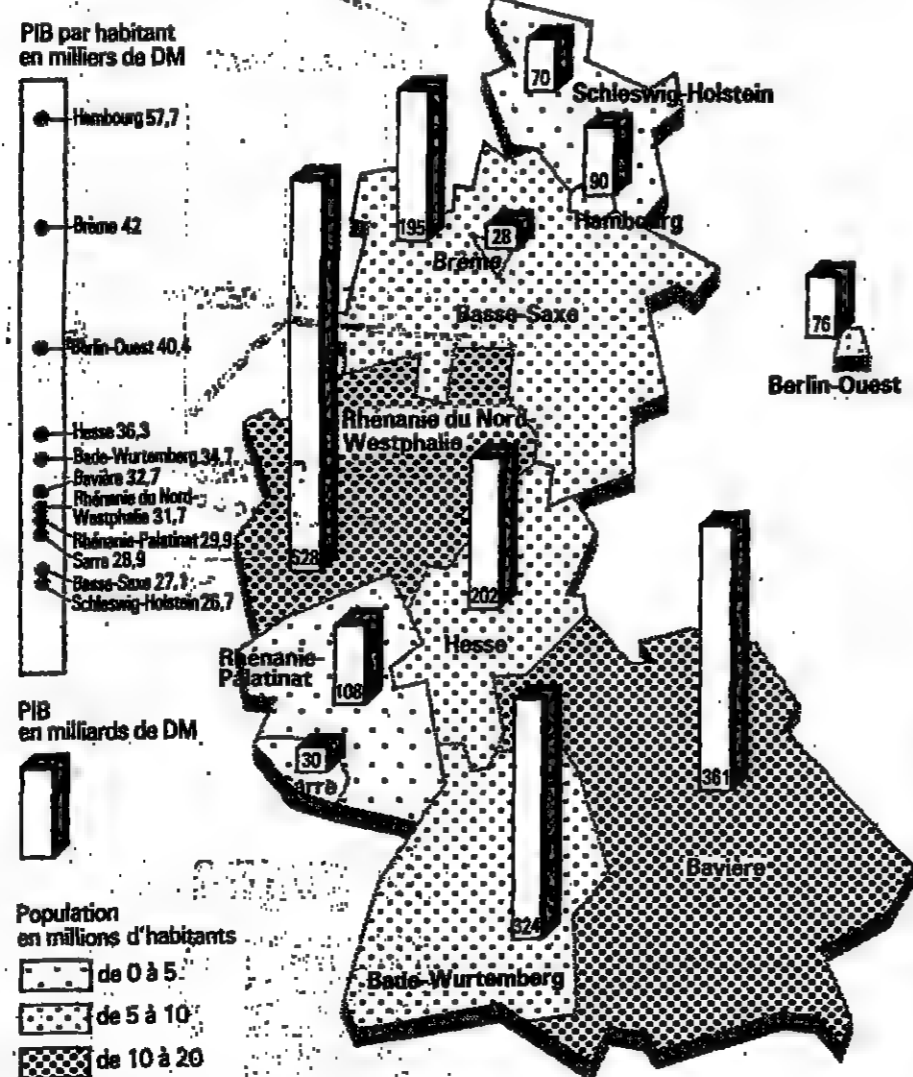
Les contrats ainsi conclus bénéficient de la garantie de la fondation. L'affaire tourne : quatre-vingt centres de transfert ont été créés en cinq ans, un seul a dû fermer.

« Ulm est important comme symbole de la domination de l'université par l'industrie, reconnaît le député social-démocrate Rolf Linkher. Notre problème n'est plus celui des conditions de notre croissance, de l'utilisation de notre espace et de nos ressources... » « Nous nous sentons menacés par notre mode de production. Ce que nous reprochons à Späth, c'est de négliger ces données dans ses choix politiques. »

Cette sensibilité — sensibilité de luxe d'une société qui cultive l'excellence — existe en Bade-Wurtemberg comme dans le reste de la RFA. Cependant, jusqu'ici, en dépit d'un effacement des positions de la CDU, la majorité des électeurs apportent leur appui à la gestion de Lothar Späth.

de Stuttgart  
PHILIPPE LEMAITRE.

## Onze Länder



## Face aux Japonais

« **L**ES exportations sont importantes dans toutes les branches industrielles sans exception : si l'une ou l'autre d'entre elles n'était pas compétitive, elle ne réussirait pas à bien exporter. » Cette remarque de bon sens faite par un expert du BDI, l'Union fédérale nationale de l'industrie allemande, suffirait à ramener à de justes proportions les propos alarmistes tenus de manière récurrente, sur un supposé retard technologique de l'industrie allemande.

Toutefois, la principale force de l'industrie d'outre-Rhin réside peut-être moins dans sa capacité à concevoir de nouveaux produits ultra-sophistiqués que dans celle de diffuser l'innovation, en particulier les acquis de l'électronique et de l'informatique — à travers toute l'industrie. Les quatre secteurs vedettes de l'industrie allemande, qui représentent chacun environ un dixième de la production, sont ainsi parfaitement à niveau.

« En matière de télécommunications, mais aussi de robotique, voire de biomécanique, les entreprises allemandes sont aux premières places. Dans plusieurs secteurs jadis en crise, elles ont retrouvé, grâce à la restructuration et à l'investissement, essor et créativité. » C'est vrai pour la sidérurgie, mais c'est aussi vrai pour la mécanique de précision, l'optique ou, après avoir été balayés par les Japonais, les industriels d'outre-Rhin ont repris, au moins pour des produits très pointus, une place enviable.

## Des points faibles

On relève cependant quelques points faibles. Dans le cas des biotechnologies, cette défaillance pourrait être provisoire : l'industrie chimique, longtemps hésitante, est désormais prête à aller de l'avant pour relever le défi américain, suisse ou japonais. Mais elle est en retard sur les incertitudes juridiques et législatives actuelles, souvent levées. L'opinion publique, relayée par plusieurs partis politiques, demeure

méfiante à l'égard des manipulations génétiques.

L'autre défaillance est d'une plus vaste ampleur : il s'agit de l'informatique — on ne construit pas de gros ordinateurs en RFA — et davantage encore de la filière électronique. « Il existe assurément des niches, des créneaux où nous sommes très présents et très compétitifs. Mais, malgré les efforts entrepris, la production de masse, celle des semi-conducteurs, demeure un vrai problème », constate le spécialiste du BDI.

Même écho teinté d'inquiétude au ministère de l'économie : « On a besoin de « chips » sophistiquées, car c'est la base de tout. Le projet « méga-bit » mené par Philips et Siemens — un demi-succès ou un demi-échec, comme on veut — nous a permis de rattraper les Japonais. » Nous espérons que grâce au projet « Jessi », animé par ces deux mêmes partenaires et par le groupe franco-italien SGC-Thomson, nous parviendrons vraiment à niveau. » Au BDI, comme au ministère de l'économie, on souligne que ce problème ne peut être traité et résolu qu'au niveau européen.

P. L.

**NOUVEAUTÉS**  
**ARMAND COLIN, L'HISTOIRE**

LA GRANDE PEUR DE 1789 suivi de Les Furies Révolutionnaires par Georges Lefebvre 272 pages, 129F  
« L'œuvre de G. Lefebvre est l'une de celles qui dominent l'historiographie de la Révolution française, et la "Grande Peur" en est peut-être le titre le plus célèbre. » Jacques Rancé

LA GRÈVE DES CHEMINOTS 1920 par Annie Kriegel 256 pages, 149F  
« La fil d'Ariane d'Annie Kriegel, c'est cette culture ouvrière qu'elle comprend, traduit, dont elle imprègne la trame de l'histoire. » Claude Philippe Roger

LA CARMAGNOLE DES MUSES L'homme de lettres et l'artiste dans la Révolution sous la direction de Jean-Claude Bonnet 464 pages, 179F  
« La Révolution française a-t-elle été une révolution culturelle ? Les études minutieuses et neuves de "La Carmagnole des muses" versent de nouvelles pièces au dossier. » Le Monde Roger Charlier

**ARMAND COLIN**

**LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES**  
avec le centre de management aux affaires de Genève  
10 mois de management et de missions professionnelles européennes

**2ème CYCLE MANAGEMENT EUROPEEN**

ADMISSION  
Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

**IEMI** INFORMATION-ADMISSION  
(1) 42 66 66 82  
INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL  
ETABLISSEMENT RECONNU PAR LE MINISTRE DE L'EDUCATION

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ TELEPHONE \_\_\_\_\_  
IEMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management Hôtelier International Paris-Genève-Londres-New York

**INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris**  
3 années de Formation Supérieure de Management Hôtelier  
Admission : 1ère année : BAC, 2ème année : BTS, DUT, DEUG, Licence.

**(1) 42 66 66 82**  
**MAXIM'S**

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ TELEPHONE \_\_\_\_\_  
MAXIM'S 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82



## ET ON NE PARLERA PLUS DE L'AUTOMOBILE COMME AVANT.

**D**ésormais, on ne parlera plus de l'automobile comme avant. Fruit de 5 ans de recherches et de 7,5 milliards d'investissements, la nouvelle Citroën XM inaugure une nouvelle conduite. Elle anticipe les irrégularités de la route, supprime toute sensation parasite, accroît la sécurité.

La suspension hydropneumatique pilotée par ordinateur enregistre les contraintes de la route avant même que vous ne les ressentiez...

5 capteurs reliés à un calculateur analysent les impulsions à la source: direction, freinage, accélération, transmission, débattement. Le calculateur adapte aux centièmes de seconde l'état de la suspension et corrige, efface, maîtrise les imperfections de la route. L'assiette reste constante dans les virages, la tenue de route parfaite.

La technologie Citroën s'applique aussi aux autres fonctions de la XM V6: puissance et souplesse d'un six cylindres de 170 ch DIN (123 kw CEE), système de freinage antiblocage de série (ABS), ordinateur de bord multi-fonctions, ergonomie poussée des équipements, fonctionnalité de l'espace intérieur, visibilité maximum (vitrage 3,25 m²), Cx de 0,30...

La XM est une nouvelle approche de la sécurité, pensée dans les moindres détails, pour vous offrir le plaisir de maîtriser la route. Nouvelle Citroën XM. La route est maîtrisée.

Modèle présenté: XM V6, option jantes alliage. Consommations CEE: 7,8 litres à 90 km/h - 9,6 litres à 120 km/h - 15 litres en cycle urbain. Relations clientèles 05.05.24.24 (appel gratuit) ou Minitel 3615 Citroën.

## LA ROUTE MAÎTRISÉE.





## Culture

## DANSE

« Noces », d'Angelina Preljocaj

## Mariées de chiffon

Décidément, la Biennale du Val-de-Marne 1989 est un grand cru. Preljocaj s'attaque, à son tour, à la géniale partition de Stravinski et signe un chef-d'œuvre.

« La première fois qu'il entendit l'œuvre, Serge de Diaghilev pleura d'émotion et la trouva si belle et si russe que Stravinski la lui dédia », nous rappelle Roland Hayrabedian, le directeur du chœur. Soixante-six ans plus tard, la partition de Noces est toujours aussi belle et aussi russe, elle peut encore tirer des larmes.

Après Bronislava Nijinska, qui en fit la création scénique en 1923, elle a tenté Maurice Béjart, Jérôme Robbins, Lar Lubovitch, Reinhold Hoffmann, Jiri Kylian. Sur le nombre, au moins deux chefs-d'œuvre, la version de Nijinska (qu'on a pu voir remontée à l'Opéra de Paris en 1976) et celle de Robbins; en voici un troisième.

Le rideau s'ouvre sur une image imposante et superbe. Massés au fond du plateau, en costumes, mi-Mao mi-militaires, bleus avec des épaulettes rouges, quatre-vingt choristes (le chœur contemporain d'Alx-en-Provence); devant eux, quatre pianistes, quatre chanteurs; sur les côtés, en deux groupes, six percussionnistes (les Percussions de Strasbourg). Les danseurs, eux, sont disséminés à travers le plateau, prostrés, sur des bancs ou sur le sol; parmi eux, cinq mariées en grande robe blanche et voile de tulle blanc. On verra plus tard que ce sont des mannequins, des poupées de chiffon grandeur nature.

On commence par se réjouir que des moyens de production relativement importants soient enfin accordés à la danse contemporaine, et qu'elle cesse d'être associée à l'idée de spectacle « pauvre ». Cette euphorie s'oublie vite, parce qu'on est pris à la gorge par l'atmosphère d'angoisse qui s'installe immédiatement, durant le lourd silence qui précède l'explosion de la musique de Stravinski.

Un instant, on croit que la jeune fille au crâne rasé qui vient au milieu va incarner — audace ou pied-de-nez! — la fiancée à la tresse épaisse dont parle le chant. Non, elle rentre dans le rang.

Robert Desrosiers à Lyon

## Pot-pourri

Quel mauvais génie a bien pu souffler aux responsables du Lyon Opéra Ballet d'inviter Robert Desrosiers et de lui commander une œuvre d'une soirée entière?

Co chorégraphe québécois, né à Montréal il y a trente-cinq ans, a reçu sa formation de danseur au Canada, puis en Europe avec Féliz Blasko et Lindsay Kemp. En 1980, il a fondé sa propre troupe, le Desrosiers Dance Theatre; il a réglé pour le Ballet national du Canada, en 1985, *Blue Snake*, qui est resté un des succès de cette compagnie et a été bien accueilli à New-York. Son avant-dernière pièce, *Incognito*, a été créée aux Jeux olympiques d'hiver de Calgary. Il a fait des tournées, outre au Canada et aux États-Unis, en Australie et au Venezuela. Ce n'est donc pas un inconnu.

C'est comme si tous les chorégraphes du monde avaient jeté dans une immense poubelle tout ce qu'ils refusaient comme étant trop plat,

trop vulgaire, trop laid; Robert Desrosiers a recueilli le contenu de cette poubelle et en a fait *Are-en-ciel*, qui vient d'être créé au Théâtre du Huitième, à Lyon. Une sorte de revue à grand spectacle qui prétend unir le soleil et la pluie, l'Orient et l'Occident, le yin et le yang, comme son exotisme musical, qui passe du shakuhachi aux synthétiseurs. Il y a là-dessous de la variété télévisée, de la pub, de l'acrobatie, des Folies-Bergère, du zapateado, du Cirque de Pékin, de tout sauf un style, une idée originale, un pas intéressant.

Que font les danseurs du Lyon Opéra Ballet dans cette catastrophe? Ils ont sué sang et eau pendant deux mois de répétitions, ils se débattent avec une énergie et un dévouement admirables. Ils ne méritent pas ça.

S. de M.

★ Lyon, Théâtre du Huitième, jusqu'au 24 mai.

**THEATRE DE L'EUROPE**  
Direction Giorgio Strehler

En collaboration avec le Goethe-Institut

Lundi 22 mai • 20h30  
**GUNTER GRASS** et **BABY SOMMER** (personnages)  
Extraits du *Tambour*

Jeudi 25 mai • 20h  
**EDITH CLEVER**  
Monologue de Molly Bloom de *l'Ulysse* de J. Joyce  
Arrangement de H.J. Syberberg

Vendredi 26 mai • 20h30  
**WILL QUADFLIG**  
Extraits de *Faust I* et *Faust II* de J.W. von Goethe

Lectures scéniques en langue allemande

Location 43 25 70 32

## La périlleuse coexistence des radios publiques et des radios privées

Dans les principaux pays européens

La radio reste résolument en Europe un média d'avenir. Malgré la multiplication des chaînes de télévision, l'allongement des programmes et la diversification des supports d'images, malgré aussi la formidable promotion dont bénéficie la télévision et le fort accroissement de ses recettes publicitaires. La radio, il est vrai, n'a cessé de s'adapter et de changer. Et il est frappant de constater à quel point, dans les pays européens, la radio a connu des évolutions comparables.

Jusque dans les années 70 en effet le monopole des États s'est appuyé sur des organismes de services publics, financés par une redevance assise d'abord sur les postes de radio et de télévision, puis uniquement sur les récepteurs TV. Seules entrées à la règle dominante, les stations en grandes ondes, installées dans de petits pays frontalières, périphériques, et arrosant abondamment les pays voisins. RTL depuis le Luxembourg, Europe 1 depuis la Sarre,

RMC depuis la principauté monégasque, en furent les plus beaux — et plus puissants — fleurons.

La fin des années 70 a vu fleurir les cents fleurs : ici et là des radios associatives d'esprit communautaire se sont emparées de la FM, contestant le monopole sur une base à la fois juridique et politique. L'initiative est partie des écologistes en France, des gauchistes et anarchistes en Italie, des associations religieuses en Espagne, puis des groupes de presse en RFA. Les années 80 ont finalement donné aux radios une reconnaissance et un statut juridiques précipitant nombre d'ex-pirates dans une course effrénée à l'audience et à la publicité et les plus grosses d'entre elles... dans les bras d'importants groupes de communication.

La radio publique? Elle perdure, malgré les attaques du privé qui se taille la part du lion parmi les jeunes. En fait la situation

varie selon les pays. Mais l'enquête réalisée par l'Institut Médiamétrie au cours des mois de mars et avril derniers a montré que, pour la première fois en France, la part d'audience des radios locales privées dépassait celle des stations périphériques (40,5 % contre 36,1 %). Un seul symbole a été franchi.

Eurodiffusion, la lettre européenne des programmes et audiences, éditée conjointement par l'Institut national de l'audiovisuel et Médiamétrie a fait récemment le point sur la situation des radios en Europe. Un voyage utile au moment où les nouvelles technologies (satellite, câble, micro-ondes) permettent d'envisager la constitution de réseaux européens de radios commerciales (essentiellement musicales) et voient s'organiser — hors de toute réglementation communautaire — un véritable marché... dont les radios françaises rêvent d'être les leaders.

## Grande-Bretagne

Service public : la BBC (4 radios nationales, 9 stations régionales, 22 stations locales). Financée uniquement par la redevance, la British Broadcasting Corporation a longtemps bénéficié du monopole d'émission avant que n'apparaissent en 1964 les premières radios pirates émettant depuis la mer du Nord, puis que soit créé, en 1972, un réseau de radios locales commerciales. Le service public conserve cependant environ 70 % de part d'audience grâce à une palette étendue de programmes. (27 % d'audience pour Radio 1, qui diffuse de la musique moderne; 20 % pour Radio 2, musicale et sportive; 2 % pour Radio 3, spécialisée dans la musique classique, le sport, le magazine; 12 % pour Radio 4, spécialisée dans l'information, les magazines, les dramatiques.)

Secteur privé : un réseau de quarante-six stations locales (Independent Local Radio), entièrement financées par la publicité et très organisées. A la fois sur le plan institutionnel (une même association représente les stations auprès du gouvernement et des organismes institutionnels) et sur le plan commercial. Certains groupes jouent cependant un rôle majeur parmi lesquels Crown Communications qui contrôle plusieurs stations importantes, le réseau d'information IRN et la régie IRS. Les sondages accordent au secteur privé environ 30 % de l'audience.

Avenir : Le Livre blanc publié l'automne dernier par le gouverne-

ment de M<sup>rs</sup> Thatcher prévoit une réforme importante du paysage radiophonique. La BBC se verrait soudain uniquement financée par la publicité tandis que deux de ses chaînes seraient regroupées. Trois réseaux privés nationaux seraient autorisés et toute limitation à la publicité (actuellement 216 minutes par jour) supprimée.

## Italie

Service public : la RAI (3 radios nationales et 21 stations régionales), financée par la redevance et la publicité. Les deux premières radios, diffusées en FM et OM, sont de type généraliste, très écoutées le matin pour leurs bulletins d'information, désertées par les 11-17 ans. RAI 3, diffusée en FM, est réservée, elle, à la culture et à la musique classique.

Secteur privé : près de quatre mille stations. Depuis ce jour de juillet 1976 où le monopole des ondes fut déclaré inconstitutionnel, un vent de liberté a soufflé sur la FM italienne qui a rendu impossible toute réglementation ultérieure. Favorable au média radio dans son ensemble (le temps d'écoute quotidien n'a cessé de croître), le mouvement a attaqué de front la RAI dont la durée d'écoute est aujourd'hui inférieure à celle des radios privées (à l'exception de la tranche des plus de soixante-cinq ans). A côté des centaines de petites radios locales, et de mini-réseaux régionaux, trois grands réseaux privés sont apparus, qui regroupent près de 60 % des sta-

tions : Studio 105, Gamma Radio et Radio Radicale.

## Belgique

Service public : 4 radios nationales dans chacune des deux régions linguistiques, contrôlées par la RTBF pour la communauté francophone et la BRT (pour la communauté flamande). Entièrement financées par la redevance et liées aux partis politiques, les radios publiques conservent encore la majorité de l'audience malgré l'apparition en 1980 d'un pôle privé de plus en plus important. Chaque région possède donc quatre programmes typés : une station généraliste (surtout écoutée pour son information), une station populaire et régionale, une station dite culturelle, une station « jeunes » lancée, avec succès, pour contrer l'offensive des réseaux privés.

Secteur privé : environ 520 stations. D'abord associatives, communautaires et obligatoirement locales, les radios privées se sont professionnalisées, concurrentes (malgré l'obligation pour un même diffuseur de posséder plus de 5 stations) et organisées en réseaux. Trois grands réseaux nationaux ont émergé : Contact (environ un million d'auditeurs), musical, bilingue, présent dans chacune des grandes villes; RFM (lié aux journaux du groupe Rossel); et depuis peu Nostalgie (qui a racheté le réseau SWS qui représente 31 stations regroupées sous le label Leader FM).

Le secteur privé est également représenté par l'intermédiaire des radios étrangères (notamment RTL et Europe 1) qui débordent largement les frontières.

## RFA

Service public : 35 stations régionales, membres du réseau ARD. Aucun programme national n'arrose le territoire découpé en Länder seuls souverains en matière de culture et de communication. 9 établissements publics produisent, en fait, chacun en moyenne quatre programmes radio : le plus souvent un programme généraliste, un programme « jeunes », un programme musical pour publics âgés, et un programme culturel. Ces stations sont financées à 80 % par la redevance, et à 20 % par la publicité (pas plus de 2 minutes par heure). Bien enracinées dans la région, les stations publiques réunissent encore près de 80 % de l'audience de la radio, même si la concurrence se fait de plus en plus rude dans certaines grandes villes comme Munich ou Hambourg.

Secteur privé : près de 200 stations locales, financées par la publicité (plafonnée à 2 % du temps d'antenne). Ouverte en 1984, la brèche s'est confirmée le 3 avril 1987 par une loi-cadre qui a défini les grandes orientations de la coexistence public-privé. Les situations diffèrent beaucoup selon les Länder, la radiodiffusion allemande étant avant tout un phénomène local. Une dizaine de radios importantes ont cependant émergé à l'échelon du Land, souvent rattachées aux éditeurs de presse, et destinées à un public jeune. RTL diffuse aussi

depuis le Luxembourg un programme de langue allemande, tandis que Star Sat Radio, diffusé par satellite, un programme pour le câble.

## Suisse

Service public : la SSR (Société suisse de radiodiffusion), financée par la redevance et divisée, pour tenir compte du découpage linguistique en trois sociétés. Ces dernières — la Radio suisse romande, la Radio suisse italienne, et la Radio suisse allemande — proposent chacune trois programmes à leur communauté : une station généraliste (informations et variétés), une radio « culturelle » diffusant notamment de la musique classique et une radio « jeunes » axée sur la musique rock. Installée à Crône dans les Grisons, Radio radio-romanche dessert, quant à elle, la communauté romanche avec un programme local.

Exposée depuis longtemps et pour des raisons d'abord géographiques à la concurrence étrangère, la radio publique est encore cependant en position dominante. La Radio suisse allemande se taille, sur son marché, 69 % de l'audience, la Radio italienne 85 % et la Radio suisse romande, plus soumise que les autres à la concurrence des radios locales étrangères, environ 52 %.

Secteur privé : une trentaine de stations, financées par la publicité (20 minutes maximum par jour). Prates il y a dix ans, elles ont été autorisées en 1983 par le Conseil fédéral sous forme d'expériences de radios locales et communautaires et aspirent à un assouplissement de la loi.

Avenir : un projet de loi fédérale qui sera discuté en juin devant les deux Chambres inquiète la SSR. Certains proposent notamment l'octroi de certaines radios privées à des subventions publiques.

## Espagne

Secteur public : les trois réseaux nationaux et les seize chaînes régionales de la RNE (Radio nacional de España), qui émet à la fois en ondes moyennes et en FM; la chaîne RCE (Radio clásica española) à décrochages locaux qui diffuse également sur les deux longueurs d'ondes; et les radios contrôlées par les autonomes, notamment en Catalogne. En l'absence de redevance, la RNE et la RCE sont financées en majeure partie par le budget de l'Etat, la publicité intervenant en appoint.

Secteur commercial : 180 stations en ondes moyennes, 500 en FM. Autorisées dès 1980, les radios locales associatives, religieuses ou municipales, en ébullition vers 1983-1984, se sont commercialisées et organisées en réseaux. Trois d'entre eux dominent aujourd'hui le secteur : la SER qui appartient au groupe éditant le quotidien *El País* émet par satellite, regroupe plus de 150 stations et compte plus de trois millions d'auditeurs; COPE (Cadena de ondas populares) qui appartient à l'Eglise; Antena 3 qui réunit environ 80 stations.

ANNICK COJEAN.

WOODY ALLEN FRANCIS COPPOLA MARTIN SCORSESE

“Délicieux, pointu, implacable.”

ACTUEL

“...Un film formidable... du grand art... 2 heures de bonheur.”

GLOBE

**NEW YORK STORIES**

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1989

WOODY ALLEN LE COMPLET DEUXIEME

FRANCIS COPPOLA LA VIE SANS ZOE

MARTIN SCORSESE AMOUR ET VIOLENCE

ACTUELLEMENT

90° **WIM VANDEKEYBUS**

LES PORTEUSES DE MAUVAISES NOUVELLES

CREATION CHOREOGRAPHIQUE

22, 23, 24, 26 et 27 MAI • 20h30 • TGP

FESTIVAL DE SAINT-DENIS

Festival: 42 43 30 97 • TGP: 42 43 17 17

مكتبة الأهل







# Économie

## SOMMAIRE

■ Alors que le billet vert poursuit son ascension sur les marchés des changes, M. Karl Otto Poehl, le président de la banque centrale de la RFA, déclare au *Monde* : « Nous serions heureux de voir un mark plus fort par rapport au dollar » (lire

page 1). ■ Réunis en Espagne, les ministres des finances des Douze ont progressé sur le dossier de l'harmonisation de la fiscalité au sein de la Communauté (lire page 27). ■ Les responsables des files euro-

péennes s'inquiètent des projets fiscaux de la Commission de Bruxelles (lire page 27). ■ En ouvrant le 43<sup>e</sup> congrès de la CGT, M. Krasucki s'en est pris tout à la fois à l'Europe des patrons et à la « méthode Rocard » (lire ci-dessous).

## L'ouverture du 43<sup>e</sup> congrès de la CGT

### M. Krasucki dénonce les dangers de l'intégration européenne

Le 43<sup>e</sup> congrès fédéral de la CGT s'est ouvert le dimanche 21 mai à Montreuil par un discours de M. Henri Krasucki. Écoulé en silence pendant deux heures quarante, par mille délégués qui ne l'ont interrompu que cinq fois pour l'applaudir, le secrétaire général de la CGT a mis l'accent sur les dangers de l'intégration européenne de 1993 et la nécessité de renforcer une centrale dont l'« insuffisance » en adhérents a été clairement présentée comme un « handicap ».

Évoquant la situation économique française, M. Krasucki a souligné d'emblée : « une seule chose progresse — et de quelle façon ! — ce sont les profits », avec, en contrepartie, l'austérité pour les salariés et le déclin pour le pays. M. Krasucki a vu dans l'embellie économique des « résultats trompeurs » qui « ont été acquis contre l'emploi, contre le pouvoir d'achat, ils sont le fruit du recul social ». M. Krasucki s'est montré particulièrement dur sur les objectifs d'intégration européenne du gouvernement et du patronat :

« Ce qu'ils veulent créer en vérité, c'est une zone de douze pays délimitant un véritable terrain de chasse pour grands fauves. (...) Dans cette jungle où règne la loi du plus fort, le gibier sera avant tout les salariés. »

Évoquant le choix de chaque travailleur pour les élections européennes, ainsi que la nécessité de juger aux actes, M. Krasucki a affirmé : « Ou bien le vote qu'il émettra favorisera ceux qui, quel qu'en soit l'habillage, font ou contribuent à faire de l'intégration européenne telle qu'elle se construit en réalité, c'est-à-dire sur son dos. Ou bien, en exprimant son opposition à des orientations, des choix, des décisions qui conduisent à l'agression et à la mise en cause des droits sociaux, il aura affirmé sa volonté d'autre chose. »

#### La méthode Rocard

M. Krasucki a également consacré un long développement au « grand mouvement social qui se construit jour après jour » et « dans l'ampleur » peut, seule, imposer des choix différents, ouvrir des issues

durables et réelles. « Même s'il apparaît de façon encore diverse, a poursuivi le secrétaire général, ce mouvement social généralisé s'exprime toujours plus en termes d'actions, et il gagne dans les couches de salariés. Les discours sur l'austérité passent de moins en moins, la régression recule. » Le secrétaire général de la CGT s'en est particulièrement pris à la « méthode Rocard » qui n'est en fait que « la remise au goût du jour de vieilles méthodes patronales rétrogrades — miser sur l'usure et l'épuisement d'un conflit en produisant de bonnes paroles enrobées d'un vernis moderniste, ce qui est une hypocrisie peu reluisante » et qui « ne passe plus chez les salariés en lutte ». « Si, à court terme, a-t-il ajouté, le premier ministre croit avoir atteint ses objectifs, il prodigue une politique à court terme (...). Ce n'est pas encore l'embrasement social qui se généralise. Le feu couve, d'importants foyers de lutte sont déjà apparus, l'action et les initiatives de la CGT peuvent les multiplier. »

Après avoir exposé sa conception de la conduite « démocratique des luttes » — l'autogestion du mouvement et une « CGT moteur » — M. Krasucki a mis en avant la « volonté unitaire » des salariés à la base. Mais il a vivement dénoncé la « capitulation » des autres syndicats « qui acceptent l'austérité ». Mettant en avant les « dix » de Renault, il a présenté les années actuelles comme « une des périodes les plus dures de la répression syndicale ».

An chapitre international, il a rendu un hommage appuyé à la perestroïka de M. Gorbatchev, tout en récusant « tout modèle ».

#### Reconquête des adhérents

M. Krasucki a conclu son discours sur « la question vitale de la syndicalisation ». « Il s'agit, a-t-il déclaré, d'un véritable et grave problème. Le nombre actuel des adhérents de la CGT ne peut pas nous laisser tranquilles. » S'il y a pour lui des raisons objectives à la désyndicalisation (chômage, précarité, répression, etc.), il faut d'abord s'occuper « de ce qui dépend de nous ». « Nous allons le faire sans complaisance et sans catastrophisme », a-t-il affirmé.

Dans son plaidoyer pour le renforcement de la CGT, M. Krasucki a fastidieusement énuméré les « pesanteurs héritées du passé, des pratiques qui ne conviennent plus : on élit une direction — pas toujours — et puis on prend les décisions à quelques-uns, c'est plus commode ». Rejetant les « manifestations d'étroitesse », il a souligné : « Quelqu'un fait le choix de se syndiquer à la CGT doit être pris tel quel est. » Il a invité le congrès à adopter une résolution exceptionnelle afin de lancer une « bataille sans précédent » pour « reconquérir nos forces syndicales et remonter nos effectifs ». Un appel ce sens sera adressé au monde du travail.

MICHEL NOBLECOURT.

## Reconquête... en repli

M. KRASUCKI a présenté d'emblée le 43<sup>e</sup> congrès de la CGT comme celui de « la lutte ». Rien d'étonnant de la part d'une centrale qu'il décrit comme « le syndicat qui se bat et n'abdique jamais ». Mais il n'est pas sûr que, dans le discours fleuve du secrétaire général, les militants retrouvent une priorité, qualifiée pourtant de « vitale », qui n'est apparue qu'à la fin, celle du renforcement d'une confédération dont l'affaiblissement, au regard du nombre d'adhérents, a bel et bien été reconnu.

Si M. Krasucki avait voulu noyer le poisson, il ne s'y serait peut-être pas pris autrement. Comment des militants peuvent-ils se préoccuper de corriger les défauts de leur pratique syndicale quand on leur expose à la longueur de discours que le plus urgent est de se battre contre les orientations du gouvernement et du patronat et contre l'intégration européenne de 1993 ? Peut-on mener de front ces deux objectifs : « par notre lutte, ouvrir des issues à la France » et répondre aux « besoins impérieux » de renforcer les effectifs ?

M. Krasucki a assigné en effet à ses troupes l'objectif d'une amélioration de la pratique syndicale afin de rendre la CGT « attractive ». Mais les handicaps à surmonter sont lourds. La charge contre l'intégration européenne a été telle que l'Europe se retrouve cause de tous les maux. La CGT se dit favorable à une « Europe spécifique débarrassée de la tutelle des multination-

nales » et ouverte aux coopérations tout azimut. Mais les excès de son discours anti-européen suscitent l'inquiétude, et l'isolement de tous les autres syndicats d'Europe avec lesquels elle se dit prête à coopérer. Même les Commissions ouvrières espagnoles, à direction communiste, et le TUC britannique admettent aujourd'hui l'Europe de 1993.

L'autre handicap au renforcement de la CGT tient à son alignement de plus en plus complet sur les positions du PCF. M. Georges Marchais a été, à Montreuil, l'invité le plus applaudi (1). Mais la prise de position de M. Krasucki sur les élections européennes, venant après son dialogue avec M. Herzog dans l'Humanité, a abouti de fait à condamner toutes les formations à l'exception du PCF. Il ne suffit pas de proclamer qu'à la CGT tous les adhérents doivent pouvoir « vivre ensemble » dans la diversité de leurs opinions politiques, même si la « conscience de classe » des uns et des autres est nide, car si les convergences avec le PC tournent à la confusion des positions respectives, on voit mal comment la CGT peut « reconquérir » ses forces en se repliant sur son noyau communiste. « Le syndicat de classe serait stérile s'il n'était pas un syndicat de masse », disait le 21 mai M. Krasucki. Le risque n'est-il pas déjà là ?

M. N.

(1) Outre le PCF étaient également présents à Montreuil des délégations du Parti socialiste, de la CFDT, de la FEN et de nombreuses autres organisations.

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

### La France se dote d'une direction à la réglementation

Conformément au Livre Vert visant à réaliser l'Europe des télécommunications, la France vient de créer une « direction à la réglementation générale » (DRG). Afin de faciliter la transparence, Bruxelles a demandé à tous les États membres de la CEE de séparer clairement l'organisme exploitant les télécommunications (en l'occurrence France Télécom) de celui édictant les règles du jeu applicables aux télécommunications. Estimant que le pouvoir réglementaire relevait de l'État, la France a donc décidé de créer une direction à la réglementation, placée sous la tutelle du ministre des PTT, ainsi qu'elle l'avait annoncé à la fin de l'année dernière (le *Monde* du 14 octobre 1988). Aux termes du décret publié dimanche 21 mai, cette direction devra « définir et adapter le cadre juridique dans lequel s'exercent les activités de la poste et celles des télécommunications ». Subdivisée en quatre, la nouvelle entité sera placée sous la houlette d'un directeur, nommé prochainement. La nouvelle DGR remplace la mission à la réglementation, aux moyens moins importants, instituée il y a deux ans et demi, par le précédent ministre des PTT, M. Gérard Longuet.

## ENERGIE

### A partir de 1995

### Le Nigéria exportera du gaz naturel liquéfié en Europe et aux États-Unis

Après plusieurs années d'études et d'hésitations dues à la chute des prix des hydrocarbures et aux difficultés financières du Nigéria, l'accord prévoyant la construction à Bonny, dans le sud du pays d'une usine de liquéfaction de gaz naturel a été signé vendredi 19 mai à Lagos. La production de cette usine de 2,5 milliards de dollars sera entièrement destinée à l'exportation en Europe (3,3 milliards de mètres cubes de gaz par an) et aux États-Unis (2,2 milliards) de mètres cubes.

L'usine, qui entrera en service en janvier 1995, sera gérée par une société commune, dont la compagnie nationale du pétrole nigérienne détendra 60 %, associée à la Shell pour 20 % et aux sociétés italiennes Agip (10 %) et française Elf (10 %). Les trois compagnies étrangères fourniront le gaz nécessaire à l'alimentation de l'usine. Compte tenu des surcapacités existant sur le marché mondial du gaz actuellement, la production nigérienne a été limitée, dans une première phase, à 5,5 milliards de mètres cubes par an, mais cette capacité devrait à terme plus que doubler, à mesure que le marché du

GNL reprend. Le coût de cette première tranche sera financé pour 60 % par des prêts internationaux. Depuis le début de 1986, le gouvernement nigérien a mis de côté le produit de la vente de 20 000 barils par jour de pétrole pour réunir sa part d'apport en capital, estimée à 600 millions de dollars.

Ce projet, qui devrait permettre au Nigéria de se placer sur le marché international du gaz, battra depuis longtemps sur la difficulté de trouver des débouchés assurés pour le gaz, dont les marchés tant en Europe qu'aux États-Unis sont depuis le début des années 80 largement saturés. La chute des prix du gaz, notamment outre-Atlantique, compromettrait en outre sa rentabilité. La reprise récente des ventes et le succès, notamment chez les compagnies européennes, de diversifier leurs sources d'approvisionnement ont facilité l'aboutissement du projet de Bonny.

## A Paris

### Moins de nuits blanches à la grande poste de la rue du Louvre

La grande poste de la rue du Louvre, la seule de la capitale à être ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, aura porte close entre minuit et 8 heures du matin à partir du 29 mai. Néanmoins, le service continuera d'être assuré toute la nuit les vendredis, samedis, veilles de jours fériés, et dans la nuit du 14 au 15 de chaque mois (une période importante pour les PME, qui doivent payer l'URSSAF).

La direction générale de la Poste justifie sa décision par la faible fréquentation du bureau en pleine nuit et la présence croissante de marginaux dans les parties du bâtiment réservées au public. En outre, certaines opérations (billetterie, appels téléphoniques) peuvent désormais s'effectuer hors des locaux. Elle met également en avant le développement de certaines escroqueries à la Caisse d'épargne facilitées par la déconnexion avec le central informatique des PTT à ces heures de la nuit.

La grande poste de la rue du Louvre, bâtiment centenaire aux structures métalliques conçues par Eiffel, est une véritable insti-

tution à Paris. Mais que tous les retardataires de la capitale se rassurent : ils pourront toujours envoyer leurs chèques au percepteur en catastrophe le jour où, puisque les bureaux resteraient ouverts jusqu'aux douze coups de minuit.

« Un paquet à délai garanti. » La Poste lance un nouveau produit. Colissimo : il s'agit de garantir à un expéditeur que son paquet sera livré dans la journée s'il voyage à l'intérieur d'un même département ou dans un délai de deux jours au plus, en n'importe quel point de la France. Le paquet en question devra toutefois pas dépasser les 7 kilos (25 kilos s'il s'agit d'un envoi groupé en sac) et ses trois dimensions (hauteur + largeur + longueur) ne doivent pas excéder les 100 centimètres. En cas de dépassement du délai, l'administration dédommagera automatiquement l'expéditeur sous forme d'un bon donnant droit au dépôt gratuit d'un autre Colissimo.

## Dans la Drôme et l'Ardèche

### Un accord patrons-syndicats contre l'ouverture des magasins le dimanche

VALENCE de notre correspondant

Dix-huit syndicats patronaux du commerce de l'Ardèche et de la Drôme viennent de signer avec tous les syndicats de salariés un accord pour le « respect du repos dominical » afin de « mettre fin aux pratiques d'ouverture sauvage le dimanche ». Le texte reprend la réglementation prévue par le code du travail. Mais il doit servir de cadre pour l'application de la réglementation : les directeurs du travail des deux départements ont suivi les

négoiations et les préfets vont prendre des arrêtés reprenant les termes du document, qu'ils devront faire respecter. Les signataires de l'accord pourront se porter partie civile dans les procédures engagées à l'inspection du travail.

L'accord vise à contraindre les grandes chaînes de distribution à respecter la fermeture des magasins le dimanche : seul le Syndicat du commerce moderne de l'équipement de la maison (Synocom), qui réunit les grandes surfaces d'ameublement, ne l'a pas signé. « On voudrait nous faire croire que le progrès est d'ouvrir tous les magasins le dimanche », déclare M. Gérard Clément, secrétaire général de l'Union Drôme-Ardèche de Force ouvrière. C'est simplement la stratégie commerciale de quelques-uns. Les signataires espèrent faire école.

GÉRARD MEJEAN.

« AIRBUS : un projet allongé » de l'A-320. — Le conseil de surveillance d'Airbus Industrie a autorisé, le 20 mai, la direction du consortium européen à « entrer en négociations commerciales fermes » avec les compagnies aériennes sur une version allongée du bi-réacteur A-320. Si quarante exemplaires étaient achetés ferme et s'ajoutaient aux commandes acquises de la version de base, Airbus mettrait en fabrication cet appareil, dont le fuselage sera allongé de presque 7 mètres. Il pourra emporter au maximum deux cents passagers contre cent soixante-quatre pour la version de base et offrira 40 % de volume de sous-traitement. Le développement de l'A-320 allongé coûterait 500 millions de dollars (3,3 milliards de francs). Si la décision de lancement définitif était prise à la fin de cette année, le premier exemplaire pourrait être livré à Lufthansa en 1995. Le marché estimé s'élève à quatre cent cinquante appareils.

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**

**DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE**

Responsable du Personnel  
Responsable de la Formation  
Responsable du Recrutement  
Directeur des Ressources Humaines

**10 MOIS D'ENSEIGNEMENT**  
**8 MOIS DE STAGE ENTREPRISE**

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa.  
CONCOURS : 1<sup>re</sup> session 24 AVRIL 1989  
Inscriptions immédiates : Tél. 47.57.31.41.

**DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES**  
ETABLISSMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**GRUPPO ICS**  
Institut de Gestion Sociale

NOM \_\_\_\_\_ AGE \_\_\_\_\_  
DIPLOME \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2<sup>e</sup> cycle de Gestion du Personnel  
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret

(Publié)

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) lance 5 appels d'offres pour la fourniture d'engrais et de produits insecticides :

AO n° 1	27 900 t d'engrais complexe
AO n° 2	19 500 t d'engrais complexe
AO n° 3	8 757 t d'Urée
AO n° 4	510 t de phosphate super simple
AO n° 5	500 000 l d'insecticides UVF

L'avis d'appel d'offres détaillé et les cahiers des charges peuvent être retirés auprès de la CFDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (à l'attention MM. BEROU ou CHAVATTE).  
Téléphone : 43-59-53-95. - Téléc : 660 839 F

**Le Monde**

**HABITAT 89**

**LE BILAN DU LOGEMENT EN FRANCE**

**Mercredi 24 mai**  
(daté jeudi 25)

**SUPPLEMENT GRATUIT**

**PILE SEPARÉE**

ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

مكتبة الزمزم

## Économie

# Un entretien avec le président de la Bundesbank

(Suite de la première page.)

— Vous évoquez le cours du mark. Estimez-vous que le taux actuel du dollar par rapport au mark notament est trop élevé, qu'il est supportable pour l'économie allemande ?

— Je n'aime pas l'expression « trop élevé ». Après tout, le cours est celui que fixe le marché. L'économie allemande sera capable de faire face aux problèmes soulevés par un dollar plus fort. Il convient cependant de constater qu'un dollar en hausse, cela ne contribue guère à la correction des déséquilibres des balances des paiements.

— Les excédents et les déficits des balances des paiements ne seraient-ils pas simplement le reflet des mouvements de capitaux qui seraient, dans ce domaine, le facteur décisif ?

— C'est là un point de vue intéressant qu'il faudrait creuser davantage. A première vue, je n'ai pas jusqu'ici. Mais il est une chose sur laquelle je voudrais insister. Les taux de change ne jouent qu'un rôle limité dans les processus d'ajustement. Les facteurs décisifs, ce sont l'évolution de la demande, des revenus, de l'épargne et donc les politiques portant sur la demande globale, la consommation, etc. C'est pourquoi je ne crois pas beaucoup à l'efficacité des interventions sur les marchés des changes.

« Nous serions heureux de voir un mark plus fort »

— Le processus de réduction des grands déséquilibres internationaux semble en panne depuis quelques mois.

— Il est vrai que le déficit de la balance des paiements américaine paraît s'être stabilisé autour de neuf à dix milliards de dollars par mois, que la Grande-Bretagne accuse désormais régulièrement un énorme déficit et que les surplus allemands et japonais ont plutôt tendance à augmenter.

— Pour la RFA, il faut noter aussi les mouvements de capitaux en sens inverse. A cet égard, nous avons plus que « recylé » notre excédent puisque, aux 85 milliards de marks d'exportation de capitaux à long terme correspondant à peu près au montant de notre surplus de balance des paiements courants, s'est ajouté un autre courant d'exportations nettes de capitaux à court terme de l'ordre de 35 milliards de marks.

— C'est là l'une des raisons de la faiblesse relative du mark sur le marché des changes. Sans nous faire une idée *a priori* du bon niveau des taux de change, c'est un fait que nous serions heureux de voir un mark plus fort vis-à-vis du dollar.

— La politique monétaire menée par les autorités américaines n'est-elle pas plus restrictive que la nôtre ? Les fortes pressions que vous avez subies pour relâcher les freins ne vous ont-elles pas empêché de réagir à temps contre la montée des pressions inflationnistes ?

— Il est vrai que nous venons, pendant trois années consécutives, de dépasser les objectifs de croissance de la masse monétaire que nous nous étions fixés. Au contraire, les Américains sont restés en dessous des objectifs assignés par le système de Réserve fédérale.

— C'est un fait que le dollar a remonté pendant les mois qui ont précédé l'élection américaine. Et si le mark a subi des pressions à la baisse, c'est parce que nous avons été incités par tout le monde, y compris par notre propre gouvernement, à stimuler la demande interne.

— Aujourd'hui, la situation a changé et je suis optimiste quant aux

résultats à attendre des mesures déjà prises.

— Votre politique monétaire est-elle désormais suffisamment restrictive ?

— C'est une question à laquelle il est toujours difficile de répondre étant donné que les indicateurs dont nous disposons, à commencer par l'indice des prix, se rapportent au passé, fût-il récent. Or nous avons besoin de savoir ce qui se passe actuellement. A cet égard, c'est l'évolution des agrégats monétaires qui nous paraît la plus déterminante, et l'expansion monétaire semble s'atténuer lentement, ce qui est certainement le résultat de notre politique restrictive.

— La faiblesse du mark n'a-t-elle pas entraîné aussi une diminution des réserves de change de la Bundesbank ?

— C'est bien ce que nous voulions en fait, car cela n'a pas de sens à notre avis de laisser croître sans arrêt les réserves. Il convient aussi de tenir compte du fait que d'autres banques centrales ont acheté des marks en grande quantité. Dans notre bilan, ces avoirs étrangers en marks sont bien entendus un passif. Cela met bien en lumière le rôle croissant que le mark joue en tant que monnaie de réserve et d'intervention à l'échelle internationale, phénomène qui n'a pas que des côtés positifs. Nos réserves nettes de change sont effectivement passées de 100 milliards de marks fin 1987 à 67 milliards de marks à la fin de l'année dernière.

— Quel est le montant des réserves en marks détenues à l'étranger ?

— Les réserves détenues en marks représentent 17 % du total des réserves monétaires en devises, contre 14 % au début de 1988. En chiffres absolus, le montant des seules réserves officielles recensées en marks a atteint à la fin de 1988 108 milliards de marks contre 55 milliards un an auparavant. Ces chiffres excluent les avoirs détenus par toute une série de banques centrales non européennes. Ce qu'il convient de souligner, c'est que les États-Unis ont également accumulé des réserves en marks considérables, à la suite des importantes interventions qui ont été réalisées ces derniers temps.

« Un rapprochement des taux en France et en RFA »

— On a attribué les faibles masses de capitaux hors d'Allemagne à l'instabilité, au 1<sup>er</sup> janvier 1989, d'une retenue à la source de 10 % sur les revenus des obligations. Le gouvernement fédéral vient de la supprimer. Qu'en pensez-vous ?

— D'abord, cette expression de fuite de capitaux ne me paraît guère appropriée pour décrire ce qui s'est passé. Nous ne sommes pas une république bananière. L'Allemagne enregistre d'importants excédents des paiements courants, qui doivent être compensés par un fort courant d'exportation de capitaux. Toutefois, les sorties de capitaux ont été bien supérieures à ces montants jusqu'à une date toute récente.

— L'annonce de l'introduction d'une retenue à la source sur les revenus du capital y est certainement pour beaucoup. Mais un autre phénomène a également joué. A partir du moment où vous avez convaincu le marché de la stabilité des changes, il est tout à fait rationnel qu'un investisseur place ses fonds là où les taux d'intérêt sont les plus élevés. Cela a naturellement joué en faveur du dollar au détriment du

mark. En Europe, les investisseurs ont eu tendance à se placer en France, où les taux sont encore supérieurs d'environ 2,5 points à ceux de l'Allemagne ; en raison de la stabilité qui existe au sein du SME, on doit aller vers un rapprochement des taux d'intérêt.

— La volte-face du gouvernement allemand sur la retenue à la source va rendre plus difficile l'harmonisation de la fiscalité sur l'épargne en Europe, pourtant considérée par le gouvernement français comme l'une des conditions à la libéralisation des mouvements de capitaux ?

— Permettez-moi, à titre tout à fait personnel, de faire deux observations. La première est qu'en matière d'harmonisation il faut se garder de tout perfectionnisme et d'un excès de bureaucratie. Je préconise pour cette raison l'institution d'une exonération à la base d'un montant élevé. Cette forme



d'encouragement de la formation d'actifs financiers serait aussi très judicieuse du point de vue de la politique économique. On assisterait en fin de compte à une baisse des taux, et l'activité d'investissement réelle s'en trouverait stimulée. Si la plupart des citoyens n'étaient plus peints de l'impôt, il serait plus facile de contrôler les redevables restants.

— Ma seconde remarque, c'est que nous n'avons pas besoin d'une harmonisation intégrale des fiscalités. Depuis longtemps, l'Allemagne a supprimé tout contrôle sur les mouvements de capitaux. Nous n'avons pas pour autant souffert de déplacements importants et anormaux de capitaux en direction de pays où les contrôles fiscaux n'existent pas. Il est irréaliste de croire qu'une simple différence fiscale peut amener beaucoup de citoyens à déposer leur argent dans des banques étrangères pour se soustraire au devoir de l'impôt.

« La libéralisation dans le sens des intérêts français »

— Vous comprenez dans un pays comme la France où cette liberté sera nouvelle ?

— L'expérience a montré que, chaque fois qu'un pays s'engage dans la voie de la libéralisation, cela se traduit par des entrées, et non par des sorties de capitaux. Un investisseur ne placera son argent dans un pays où le taux d'intérêt est plus élevé que s'il a la certitude qu'il pourra toujours rapatrier ses fonds. Aussi le pays d'accueil doit-il convaincre qu'il s'engage pour de bon dans la voie de la libéralisation et accompagner la suppression des contrôles par une politique de stabilisation interne propre à inspirer confiance.

— Dans les circonstances actuelles, je suis tout à fait persuadé que la libéralisation des mouvements de capitaux va tout à fait dans le sens des intérêts français. Et cela parce que Paris a des atouts très solides pour devenir l'un des centres financiers de l'Europe.

— Vous dites l'un des centres ?

— Parce que j'espère bien que Francfort pourra jouer aussi un rôle important. Il y a place en Europe, à côté de Londres, pour plusieurs centres financiers. Paris a bien des avantages. L'envie certaines des mesures qui ont été prises chez vous en matière de modernisation du marché, notamment la création d'un instrument moderne comme le MATIF.

— En France, certains ont le sentiment que les Allemands sont actuellement moins favorables à l'Europe qu'auparavant.

— Je ne pense pas que ce soit exact. Je vous rappellerai que c'est sous la présidence allemande que les Douze ont décidé, à Bruxelles, la libéralisation de tous les mouvements de capitaux, l'une des décisions les plus importantes au cours des dix dernières années selon moi. Le mérite en revient tout particulièrement au chancelier Kohl et à son ministre des finances de l'époque, Gerhard Stoltenberg.

— La Bundesbank a manqué, disent certains, d'empressement pour informer les autorités françaises du relèvement de ses taux, juste après le sommet franco-allemand à Paris.

— En réalité, j'ai informé le gouverneur de la Banque de France dès que cela a été possible. La vérité, pas toujours bien comprise, est que les conditions institutionnelles dans lesquelles nous travaillons en Allemagne rendent parfois difficile la communication rapide des informations à nos partenaires. Le conseil d'administration de la Bundesbank comprend dix-huit membres. Les décisions ne sont pas arrêtées d'avance. Cela dit, je crois que nous sommes maintenant parvenus à un haut degré de coopération entre la France et l'Allemagne.

— Le « rapport Delors » sur l'union monétaire prévoit la création d'une nouvelle institution, le « Système européen de banques centrales » (le SEBC). Ne s'agit-il pas d'un objectif trop ambitieux ?

— J'étais, avec les autres gouverneurs des pays membres de la CEE, membre du comité qui a élaboré ce rapport. Je le connais par cœur. Je ne vais pas critiquer un texte auquel j'ai soutenu et sur lequel j'ai beaucoup travaillé, avec Jacques de Larosière notamment.

— La grande question était de savoir si on pourrait arriver, un jour, à disposer d'un organe de décision commun, impliquant, comme le dit en effet justement Mme Thatcher, un transfert de souveraineté allant très loin. La décision reviendra aux gouvernements et aux parlements, mais c'est un fait que tous les membres du comité ont accepté cette idée.

— Que considérez-vous comme le plus important dans ce rapport ?

— Evidemment, le passage que l'on trouve dès le début du texte et qui souligne : « le rôle joué par le deutchemerk comme point d'ancrage pour les politiques monétaires et d'intervention des participants ». (Rires.)

« L'indépendance nécessaire de la banque centrale »

— Mais encore ? La question de l'indépendance des futures autorités monétaires européennes n'est-elle pas au centre des préoccupations allemandes ?

— Ne serait-ce que pour des raisons pratiques, cette indépendance est en effet nécessaire. Le conseil du SEBC prendra ses décisions à la majorité. On voit mal comment il pourrait agir si ses membres ne peuvent voter que sur instructions. Cette nécessité est pleinement reconnue dans le rapport, dont les conclusions impliquent que chaque banque centrale participant au futur système européen devra être indépendante. L'essentiel est que le système européen aura pour premier objectif « la stabilité des prix », ce qui exclut toute pression de la part des autorités politiques nationales ou communautaires. Pour les Allemands en particulier, il était entendu dès le départ que ce serait vraiment un sacrifice trop lourd de transférer les compétences d'une banque centrale réputée pour les résultats de son action à un organisme de décision commun si ce dernier ne devait pas poursuivre la même politique prudente de sauvegarde du pouvoir d'achat de la monnaie. Cette préoccupation fondamentale est exprimée sans ambiguïté dans le rapport.

— Compte tenu de la réaction très négative des Britanniques, comment envisagez-vous pratiquement l'avenir ?

— Je me bornerai à parler de l'union monétaire. Nous devrions commencer à discuter des questions très compliquées encore en suspens au sein des organismes compétents qui existent déjà dans la Communauté, par exemple le comité des gouverneurs des banques centrales. Les compétences de ce comité devraient être élargies dès la première étape, ce comité restant, naturellement, un organe purement consultatif.

— Au cours de cette première étape, il doit être possible de réaliser tout ce qui n'exige pas une modification des traités européens existants. Tous les pays de la Communauté devront apporter leur contribution. Pour ceux notamment qui ne participent pas encore totalement au fonctionnement du SME, ils devront établir les conditions d'une participation pleine et entière en réalisant leur inflation et leur déficit.

— Je voudrais insister sur le point suivant. La libéralisation complète des mouvements de capitaux exercera, par elle-même, une forte pression en faveur de la convergence — une expression que je préfère à celle de coordination — des politiques monétaire et économique de chaque pays membre. Il y aura là comme un transfert de souveraineté induit simplement par le marché. Cela me paraît très bon en soi.

— L'union monétaire déjà bien engagée

— Et l'ECU dans tout cela ?

— Là encore, l'accord des gouverneurs des banques centrales s'est très clairement manifesté. Nous avons tous rejeté l'idée de la création d'une monnaie parallèle circulant en Europe à côté des monnaies nationales. Dans la pratique, l'ECU ne joue d'ailleurs qu'un rôle secondaire dans le SME.

— Ce qui est vraiment en jeu, c'est la mesure dans laquelle les taux de change évolueront vers la stabilité. Or, à cet égard, les résultats déjà obtenus sont très encourageants.

— L'union monétaire est-elle déjà une réalité ?

— Je me suis tout à fait convaincu que nous sommes déjà bien engagés dans la voie de l'union monétaire. Celle-ci se définit d'abord par la stabilité des taux de change dans le SME. On se rappelle que la dernière crise de change au sein du SME remonte maintenant à plus de six ans, en mars 1983. C'est à ce moment-là que le tournant décisif a été pris, quand le gouvernement français a décidé de s'engager résolument dans une politique d'ajustement général. Depuis lors, on a bien connu des réajustements de parités au sein du SME, mais il s'agit plutôt de corrections de nature technique.

— Quant à la convergence des politiques économiques, à laquelle j'accorde, vous le savez, une importance cruciale, nous avons remporté des succès remarquables. Aujourd'hui, le taux d'inflation est pratiquement le même en France et en Allemagne. Nous sommes heureusement en train de créer progressivement la « zone de stabilité monétaire » que l'on voulait instaurer en 1978 en fondant le SME.

Propos recueillis par  
PAUL FABRA  
et ERIC IZRALEWICZ.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LAFFITTE-BAIL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 11 MAI 1989  
ALLOCATION DU PRÉSIDENT BERNARD FRAIGNEAU

Madame, Monsieur,

Notre Société a répondu en 1988 à l'attente du marché et de ses actionnaires : une production accrue de 23,7 %, des bénéfices en augmentation de 13,5 %, un dividende servi à un nombre d'actions en hausse de 7,7 %, lui-même en majoration de 5 % (détachement le 3 juillet 1989 du coupon n° 16 d'une valeur de F. 34,15 auquel s'ajoutera un avoir fiscal de F. 0,10 pour former un revenu global de F. 34,25 par action).

L'année 1989 devrait se dérouler sous des auspices comparables dans un environnement commercial certes très concurrentiel mais par ailleurs toujours fort actif. On peut compter sur les qualités d'invention et de dynamisme de nos équipes : l'esprit d'entreprise qui les anime, forgé par plus de quinze ans d'efforts en commun, renouvelé par l'apport continu de jeunes professionnels, habité par un souci permanent de rigueur et inspiré par le service à la clientèle en fait — dans leur spécialité — une des meilleures forces d'intervention de la Place.

L'année 1989 verra, en fonction des décisions prises par les Assemblées Générales Extraordinaires convoquées pour le 20 juin, deux Sicom fusionner avec Laffitte-Bail pour former un ensemble de bonne taille :

- gérant 3,5 milliards de francs d'investissements,
- porteur d'un patrimoine en toute propriété d'une valeur de l'ordre de 900 millions,
- lequel assurera une couverture appréciable des fonds propres consolidés (720 millions).

Les Sociétés devant constituer cette nouvelle entité ont encaissé en 1988 près de 350 millions de loyers en crédit-bail et location, engagé plus de 520 millions d'opérations nouvelles, dégagé 107 millions de bénéfice net.

A l'actionnariat d'origine — les AGF, la Zurich, Barclays Bank — s'ajoutera la Banque Française du Commerce Extérieur (BFCE) dont on sait l'importante place qu'elle occupe sur le marché des entreprises industrielles et commerciales. Ainsi notre Société, en prenant une nouvelle dimension, élargira son rayonnement et renforcera ses perspectives d'expansion en France comme à l'étranger.

Ce sera l'occasion de moderniser notre dénomination sociale autour d'un emblème évocateur :



SOPHIA-BAIL  
le financement sage

## INSTITUT DE FORMATION

### FORMATION D'INFORMATIENS

VOUS ÊTES diplômé de l'université (Licence, Maîtrise, DEA, DESS, ...) dans une discipline scientifique ou technique (Biologie, Chimie, Géologie, Mathématiques, Physique, ...).

VOUS SOUHAITEZ valoriser vos connaissances en informatique acquises pendant votre scolarité et vos stages en devenant informaticien. Notre Institut vous propose une formation pragmatique et opérationnelle qui vous permettra de travailler dans les environnements HP 3000-MPE, VAX-VMS ou UNIX. Vous bénéficierez ainsi de l'expérience et du savoir-faire d'une importante Société de Service en informatique (450 collaborateurs) leader sur son marché et pourvue de toutes les opportunités d'un marché en forte croissance.

### INFORMATION ET INSCRIPTION

Béatrice HOULVIGUE - Institut de Formation CMG  
BP 38 - Rue de la Terre de Feu - 91942 Les Ulis Cedex-Tél. : 64.48.12.12  
Prochaine session du 11 septembre au 14 décembre 1989.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Compagnie Industrielle et Financière de PRESBOURG

Les actionnaires de la Compagnie Industrielle et Financière de PRESBOURG - Compagnie de PRESBOURG, réunis en assemblée générale ordinaire le 11 mai 1989, ont approuvé les comptes de l'exercice 1988, tels qu'ils ont été présentés par le Directeur.

M. Christian GIACOMOTTO, président du conseil de la Compagnie de PRESBOURG, a exposé les principales opérations réalisées par la Compagnie au cours de l'exercice 1988.

La Compagnie de PRESBOURG a effectué, au cours de l'exercice 1988, sept investissements, d'un montant total de 175 millions de francs. Ainsi, au 31 décembre 1988, le portefeuille de la Compagnie était constitué de douze participations, représentant un montant investi légèrement supérieur à un tiers des disponibilités initiales de 750 millions de francs.

En termes de capitaux investis, le portefeuille se répartit de la manière suivante, notamment sur les trois secteurs d'intervention privilégiés de la Compagnie :

- 33 % dans le secteur de la technologie avec les sociétés COTEP INTERNATIONAL (télécommunications, téléinformatique et communication vidéo), FINANCIERE DE L'ODET (groupe BOLLORÉ TECHNOLOGIES), LOGITEC (systèmes de sauvegarde et traitement de l'image), ECONOCOM INTERNATIONAL (location et leasing de matériel informatique) ;

- 23 % dans le secteur de la communication avec les sociétés FINANCIERE DANIEL (impression en continu), ROUX, SEGUET, CAYZAC & GOUDARD (conseil en communication), MARKETING FINANCE (presse professionnelle) ;

- 34 % dans le secteur de la finance avec les sociétés OCCIDENTALES DE CENTRES COMMERCIAUX (gestion de centres commerciaux), ROCHEFORT FINANCES (établissement financier) et VIEL & CIE FINANCE (intermédiation financière) ;

- 10 % dans divers secteurs avec la société TABLE DE FRANCE (arts de la table) AMS PACKAGING qui a fait l'objet d'un désinvestissement partiel à l'occasion de son rapprochement avec le groupe CARNAUD, permettant de dégager une plus-value de 1,6 million de francs.

A l'issue de ce deuxième exercice, la Compagnie de PRESBOURG a réalisé un bénéfice net de 12,8 millions de francs. L'Assemblée générale ordinaire a décidé d'inscrire l'intégralité du bénéfice distribuable, soit 16 millions de francs, compte tenu du report à nouveau bénéficiaire de 1987, en réserve libre.

Au cours du premier trimestre 1989, la Compagnie de PRESBOURG, au travers de PRESBOURG DEVELOPPEMENT, a pris une participation dans EURO-VI, jeune société qui met en place un service de gestion Back-Office pour les sociétés gérant un portefeuille d'OPCVM.

La Compagnie de PRESBOURG a, en outre, renforcé ses participations dans deux sociétés déjà en portefeuille : FINANCIERE DANIEL, à l'occasion de la prise de contrôle de FERRY PETER, et VIEL & CIE FINANCE.

Compte tenu des opérations en cours, notamment de la première prise de participation dans une société étrangère, l'objectif initialement annoncé, quant au rythme d'investissement, devrait être atteint puisque près des deux tiers des disponibilités de la Compagnie de PRESBOURG devraient avoir été investies à la fin de l'exercice 1989.

**EURIS**  
FRF 550.000.000

Credit multi-décaux à utilisations multiples à 57 ans

**BNP Capital Markets Limited**

Banque Nationale de Paris	The Bank of Tokyo, Ltd.
B.C.C.M. (Groupe G.M.F.)	Caisse Centrale des Banques Populaires
Crédit du Nord	Groupe Banco di Sicilia
Crédit National	Crédit Suisse (France)

Via Banque  
Banque Nationale de Paris  
Banque Nationale de Paris

**DNP** BNP Capital Markets Limited

**LAFFITTE-BAIL**

- Le Conseil d'Administration a examiné les comptes au 31 mars qui font apparaître un bénéfice net de 18,4 millions en croissance de 9,2 % sur le quart du résultat 1988.
- Les contrats de crédit-bail immobilier signés depuis le début de l'exercice s'élèvent à 271,8 millions tandis qu'un nouvel investissement locatif (activités-bureaux) a été engagé à Issy-les-Moulineaux pour 25 millions.
- La Société s'apprête à émettre un emprunt obligataire de 300 millions à neuf ans (taux fixe swap en taux variable) par l'entremise de la Barclays Bank, la BFC et la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque.

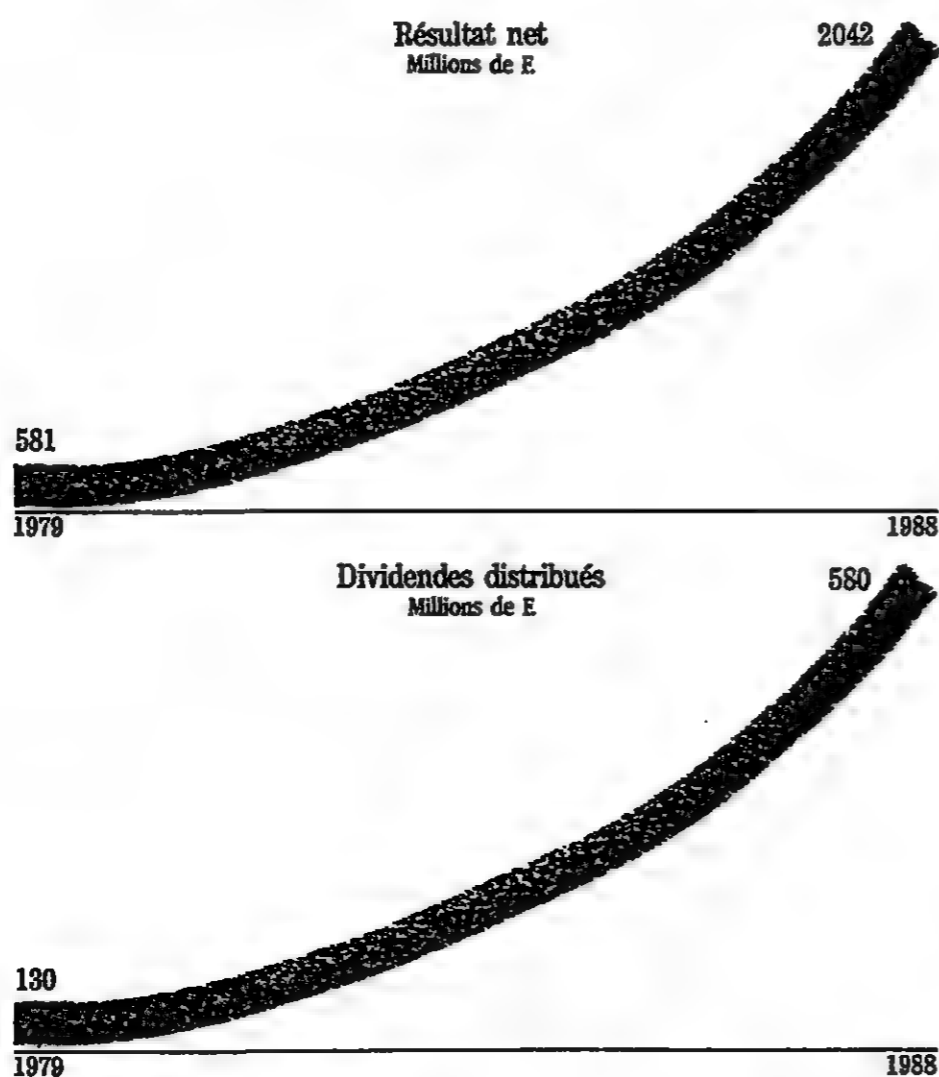
**GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL**

**LE MONDE DE LA BOURSE**

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

**BOURSE**  
**36.15 LEMONDE**

## 400.000 actionnaires ont choisi L'Air Liquide, un Groupe qui traverse les crises.



« Notre souci est de privilégier nos actionnaires en leur assurant chaque année une juste et régulière rémunération des capitaux qu'ils nous ont confiés. »

Edouard de Rogere  
Président-Directeur Général



**L'AIR LIQUIDE**

service actionnaires / 05 16 61 79

## codec

GRUPE CONSOLIDÉ :  
LE RÉSULTAT 1988

CONFIRME  
LE REDRESSEMENT 1987

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 avril 1989 et a arrêté les comptes consolidés du Groupe CODEC.

Ces comptes consolidés confirment le redressement amorcé en 1987. La mise en œuvre en 1988 d'une nouvelle politique commerciale basée sur les prix de marché, et le développement de nos produits de produits frais ont contribué à l'amélioration de notre résultat consolidé.

Le Groupe CODEC a dégagé un bénéfice consolidé de 24,2 millions de francs.

Résultat consolidé (en millions de francs)

1988	1987	1986
+ 24,2	+ 15,1	(32,1)

En ce qui concerne la société mère du groupe, la société CODEC, le résultat bénéficiaire 1988 s'élève à 20,4 millions de francs.

Le conseil proposera à l'Assemblée générale, qui sera convoquée le 14 juin 1989, d'arrêter le montant des excédents à répartir entre les associés sous forme de ristourne à 20 millions de francs et de les verser à un compte de ristourne à paiement différé à cinq ans.

les éditions  
ouvrières

**LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES**

René DOSIERE  
Marc WOLF



René DOSIERE  
Marc WOLF

**LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES**  
Guide pratique d'analyse financière

Le best-seller dans la gestion municipale.

10<sup>e</sup> éd. revue et corrigée  
Collection "Pouvoir local"  
348 pages - 82 F

12 avenue Sœur-Rosalie  
75621 Paris Cedex 13

مكتبة النور



# Économie

## ÉTRANGER

### Mort de l'économiste britannique John Hicks

John Richard Hicks, Prix Nobel de sciences économiques en 1972, est mort, samedi 20 mai, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à son domicile de Blockley (dans le Gloucestershire).

J. R. Hicks est l'un des économistes qui ont le plus contribué à forger le corps de doctrine, discuté mais formant toujours la base de l'enseignement universitaire moderne, en matière de théorie économique. Son ouvrage *La Théorie des salaires*, paru en 1932, exerça une énorme influence. De cet ouvrage procèdent les conceptions néoclassiques sur la fonction de production et la répartition du revenu lié à la productivité. Développant les idées d'Alfred Pareto, il renouvela dans *Value et capital*, publié en 1937, l'exposé de la théorie « marginaliste » de la valeur et la construction des courbes de la demande. L'interprétation qu'il donna de la célèbre *Théorie générale* de Keynes dominera longtemps le champ de la réflexion. Après la guerre, il continuera à traiter, dans de nombreux articles et livres, les grands problèmes, non seulement sous l'angle de la théorie (croissance, cycle des échanges internationaux, monnaie — il fut très critique à l'égard du « monétarisme ») mais aussi sous celui de l'économie politique (budgets, impôts).

(Né le 8 avril 1904 à Warwick (Angleterre), J.R. Hicks avait commencé sa carrière universitaire à la London School of Economics en 1926, avant d'être professeur à l'université de Manchester (1933-1946), puis à celle d'Oxford (1946-1965).

Il avait épousé, en 1933, l'économiste Ursula Kathleen Webb, décédée en 1983 à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.)

## EN BREF

● Création d'un système commun d'accès aux grandes banques de données. — L'Office européen des brevets et trois sociétés européennes — Télésystemes (France), Bertelsmann Computer Beretungsdienst (RFA) et Serin (Italie) — vont développer un système commun d'accès aux grandes banques de données scientifiques et techniques. La mise en place du service, baptisé EPOQUE (European Patent Office Query System) permettra de gérer un capital de 24 millions de documents, auxquels s'ajoutent chaque année les informations concernant huit cent mille brevets supplémentaires. — (AFP.)

● Mobilisation européenne sur la sécurité informatique. — Vingt-huit grandes entreprises européennes ont formé une association pour s'attaquer aux problèmes de sécurité informatique. Conduites par le cabinet international de consultants Coopers and Lybrand, elles comptent dans leurs rangs des compagnies comme Asa Brown Boveri, British Airways, British Telecom, Fiat, Ford Europe, IBM, SKF et Volvo. Sous le nom de Forum européen pour la sécurité, l'organisation se propose de développer rapidement des solutions capables de résoudre les problèmes de sécurité informatique des groupes (terreur de manipulation, actes de malveillance ou incidents techniques). Les solutions adoptées par les organisations concernées et leurs partenaires commerciaux.

## Avant la réunion des chefs d'Etat à Madrid

### Les ministres des finances des Douze acceptent la première étape du rapport Delors sur l'union monétaire

Le débat entre les Douze sur l'opportunité d'engager le processus devant conduire à une Union économique et monétaire (UEM) se trouve dans une phase d'attente. Rien n'est censé mais rien n'est joué. S'agissant du rapprochement des taux de TVA qui est nécessaire pour permettre la suppression des contrôles fiscaux aux frontières, un accord semble possible à partir des nouvelles propositions de la Commission. Quant à l'harmonisation de la taxation des intérêts des obligations, complément souhaitable à la libération des mouvements de capitaux, les divergences entre les États membres ne font que s'accroître, mais un compromis n'est peut-être pas hors de portée compte tenu, notamment, de la disponibilité manifestée par la France. Tels sont les résultats, importants, de la réunion informelle que les ministres des finances des Douze ont tenue samedi 20 mai à S'Agaro, une station balnéaire de la Costa Brava.

S'AGARO (Espagne)  
de notre envoyé spécial

« L'heure de vérité approche, tout dépendra de l'attitude de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher. Si elle dit non, ce sera aux autres États membres de décider ce qu'ils veulent faire par rapport à ce refus », a estimé M. Pierre Bérégovoy à l'issue de la réunion. De fait, personne ne s'attendait à ce que les ministres des finances, qui débattaient pour la première fois du rapport du comité Delors sur l'Union économique et monétaire (UEM) depuis que ce document leur avait été présenté au mois d'avril à Luxembourg, aillent très loin dans leurs commentaires. L'appréciation sur le scénario proposé par le comité Delors revient de droit aux chefs d'Etat et de gouvernement. Parce que ce sont eux qui ont nommé le comité Delors voici un an à Hanovre, mais surtout parce

que, dans les propositions qui leur sont soumises, il y a, comme le rappelle samedi M. Jacques Delors, « un aspect technique » (les modalités de la coopération économique et monétaire) mais aussi « un projet de sens collectif vers la création d'une Europe politique ».

Par rapport à leur réunion d'avril et aux propos négatifs tenus alors par M. Nigel Lawson, les résultats de samedi sont plutôt rassurants. Les Douze, dont le chancelier de l'Echiquier, ont invité les institutions de la CEE à préparer la mise en œuvre de la première étape du processus qui conduira à l'Union économique et monétaire. (Le rapport du comité Delors suggère qu'elle commence le 1<sup>er</sup> juillet 1990), mais aussi à faire l'inventaire des mesures qu'il faudrait prendre au cours des dix prochaines années. Un mandat dont la principale qualité est de permettre de continuer le dialogue en attendant que les « chefs » s'expriment.

Ils en auront l'occasion lors du conseil européen de Madrid. La Commission, la France, l'Italie, l'Espagne, peut-être l'Allemagne, voudront éviter alors la démarche ambiguë, la « dérive », comme dit M. Delors, consistant à décider d'engager la première étape sans indiquer, pour autant, si l'on est prêt à aller jusqu'au bout du processus et si l'on est disposé (pour l'illustrer) à réunir une conférence intergouvernementale afin de réviser le traité.

## TVA : la percée

Cette révision est nécessaire comme tous des transferts de compétences qu'implique l'Union économique et monétaire. « La réalisation de l'UEM est un processus unique, qui nécessite un engagement politique clair. Pour moi, s'il n'y a pas l'engagement de rédiger un nouveau traité, ce sera l'échec. Je donne aux gouvernements jusqu'au conseil européen de Paris pour dégager une orientation politique », a souligné et répété samedi soir M. Delors.

Quelle fut la position exprimée par le nouveau ministre allemand des finances, M. Waigel ? « Il a été allié », a observé M. Delors. M. Bérégovoy pense de même mais préférerait que ces bonnes intentions soient confirmées. « Il est peut-être un peu moins pressé que nous, mais il s'est fixé le même objectif. Il m'a semblé qu'en ce qui concerne cet objectif final, il n'y avait pas de divergences », a commenté le ministre français. Apparemment, M. Waigel croit lui aussi qu'à Madrid il faudra demander à chacun de se prononcer sur l'objectif final, mais une fois les choses ainsi éclaircies, il ne voit pas d'urgence à convoquer une conférence intergouvernementale pour rédiger un nouveau traité et pense préférable,

## Lire aussi

- La préparation des élections européennes... pages 7 et 8
- Un entretien avec le président de la Bundesbank... page 1

avant de le faire, d'avoir engrangé l'expérience de la première étape.

Autre thème abordé lors de cette réunion : l'harmonisation fiscale. « Nous sommes sur la voie d'un accord complet sur le rapprochement des taux de TVA », a estimé M. Delors. De fait, les nouvelles propositions présentées par M<sup>me</sup> Christiane Scrivener ont permis de débattre le débat. Il faudra encore bien du temps et des négociations, mais sur un sujet aussi complexe, c'est là une percée majeure. Le point le plus difficile en suspens concerne le taux « normal » minimal. La Commission, délibérément, ne l'a pas fixé dans sa dernière proposition, mais elle n'a pas ignoré à personne qu'elle souhaite 15 %. M. Rading, le ministre néerlandais, voudrait 16 %, M. Waigel, quant à lui, refuse pour l'instant de monter au-dessus de 14 %.

Le ministre allemand a confirmé qu'il était opposé à l'instauration d'une retenue à la source (la Commission propose 15 %) à percevoir sur les intérêts des obligations et des dépôts bancaires. Il renforce ainsi puissamment le camp des pays membres hostiles à cette proposition de la Commission, au premier rang desquels figurent le Royaume-Uni et le Luxembourg. « S'il n'y a pas d'accord européen, nous apprécierons », a commenté M. Bérégovoy. Mais dans le même instant, il s'est montré très conciliant, peu « ému », prêt à chercher d'autres méthodes que la retenue à la source, même s'il ne l'a pas dit explicitement.

Il a indiqué qu'il attachait « une importance extrême au moyen de lutter contre la fraude » et que, par conséquent, il était intéressé au renforcement de la coopération entre les administrations fiscales et aux efforts qui seraient entrepris pour que ces revenus de l'épargne soient effectivement déclarés. En conclusion, et ce n'est pas par hasard, M. Bérégovoy a rappelé qu'après tout « la fiscalité n'est qu'un élément parmi d'autres, qui déterminait le lieu de placement des capitaux », qu'il croyait à la libre circulation des capitaux, ainsi qu'à un franc fort.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Les Parlements nationaux souhaitent coopérer entre eux avec le Parlement européen. — Les présidents des Parlements des Douze, réunis vendredi 19 et samedi 20 mai à Madrid, ont décidé de développer des relations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

La conférence a publié, samedi, une déclaration soulignant que « les Parlements nationaux prendront toutes dispositions qu'ils jugeront utiles pour favoriser la participation des représentants de leurs pays aux travaux des organes spécialisés du Parlement européen ».

Les présidents des Parlements ont décidé d'organiser chaque année un rendez-vous de l'Europe et ont invité les organes des Parlements nationaux des Douze, spécialisés dans les affaires européennes, à se rencontrer à intervalles réguliers pour débattre en commun de thèmes arrêtés au préalable. — (AFP.)

## La conférence des Açores

### Le front des îles

PUNTA-DELGADA (Açores)  
de notre envoyé spécial

Comme existe l'Europe des grandes métropoles (les capitales) ou l'Europe de la pêche, commence à prendre corps l'Europe des îles. On l'a bien vu les 18 et 19 mai à l'occasion de la réunion de la commission des îles de la conférence des régions périphériques maritimes de la CEE, qui se tenait à Punta-Delgada, la capitale de l'archipel portugais des Açores.

Créée en 1980, cette commission des îles a progressivement acquis au fil de ses congrès auprès de la Commission et du Parlement européens, non seulement l'influence qu'elle exerce sur la mécanique communautaire tout groupe de pression structuré, mais encore un début de reconnaissance politique, puisque la Commission européenne lui confie des études économiques sur des sujets précis et prend en compte ses desiderata. Surtout, le conseil des chefs d'Etat européen, de Rhodes, à la fin de l'année dernière, avait expressément émis l'idée d'un effort spécifique pour les régions insulaires.

Même si les différences de niveau de vie et l'approche des problèmes économiques apparaissent souvent considérables entre les Baléares, entièrement vouées au tourisme et les îles de l'ouest de l'Irlande habitées par quelques dizaines de familles, ou entre la Guadeloupe et les Canaries et les Açores qui jouissent d'un large statut d'autonomie politique, toutes ces régions insulaires de la CEE se trouvent collectivement devant leurs pouvoirs centraux respectifs, mais aussi vis-à-vis de la Commission de Bruxelles. L'insularité explique partout les mêmes handicaps : transports chers, poids de l'agriculture et de la pêche, tentations touristiques, industrie de haute technologie peu représentée, faiblesse de l'appareil universitaire et de recherche.

## Le problème des transports

« Il n'est pas question pour nous de demander une aumône », a lancé M. José Moto Amaral, président du gouvernement régional des Açores. « Nous voulons entrer à Bruxelles la tête haute. Les peuples insulaires ont la capacité de s'organiser et de nouer une coopération efficace. Je dis aux autorités nationales et aux instances européennes que la justice exige de traiter différemment ce qui est différent, et au premier chef les îles à la périphérie de l'Europe. » Une périphérie qui risque d'ailleurs de devenir encore plus centrifuge lorsque sera ouvert le tunnel sous la Manche, tunnel qui renforcera l'axe puissant qui va de Londres à Milan, en passant par Lille, Bruxelles et Francfort.

Trois sujets essentiels étaient inscrits à l'ordre du jour de la conférence des Açores : les statistiques, la fiscalité et les transports. Sur le premier point, des délégués et notamment ceux de la région Corse, ont fait valoir que l'organisme européen Eurostat devait mettre en place des séries statistiques spécifiques pour appréhender le mieux possible la complexité de l'économie des îles,

dans lesquelles il n'existe quasiment jamais de comptes régionaux. Certaines îles, comme Madère, ou les départements d'outre-mer ne sont le plus souvent même pas mentionnés dans les tableaux statistiques de la CEE.

Quant aux réformes fiscales, au nom de l'harmonisation des régimes entre tous les pays envisagée par la Commission de Bruxelles, elles se traduiraient par des remises en cause très graves des finances de plusieurs régions, notamment dans les départements français d'outre-mer et aux îles Canaries. Dans les premières, l'octroi de mer, institué il y a cent quarante et un ans, est une imposition locale qui frappe les marchandises importées. Il a rapporté 800 millions de francs à l'île de la Réunion, par exemple, l'année dernière. Aux Canaries, sous le thème de *Arbitrio Insular*, un régime dérogatoire et comparable existe, et le gouvernement régional en a tiré 26 milliards de pesetas (1) en 1988. Aussi les régions concernées acceptent-elles, en majorité, d'examiner avec la CEE une adaptation de ce régime fiscal spécifique d'ici à 1992, à condition que « les pertes éventuelles de recettes soient prises en charge par la solidarité nationale et communautaire » et que les productions spécifiques des îles soient sauvegardées face à la concurrence des pays tiers et des pays associés par la convention de Lomé.

La question des transports a toujours été et demeure l'affaire la plus brûlante. Or voilà que, là aussi, la Commission nourrit — le terme a été employé dans une des résolutions — « des projets alarmants ». Effect, tous les transports aériens et maritimes de passagers à l'intérieur de la Communauté (donc entre les îles et le continent) devront être soumis à la TVA, ce qui aboutirait à une hausse de 4 % à 9 % des coûts de transport. « Cela est totalement absurde car la Commission retire d'une main ce qu'elle leur donne de l'autre grâce aux subventions du Fonds européen de développement régional, pour des équipements portuaires notamment », s'insurge M. Jean Didier Hache, secrétaire de la commission des îles.

D'ici à la fin de l'année, la grande constellation des îles de la CEE, dont la commission est présidée par un Ecosais, M. Sandy Matheson, président de la région des îles Hébrides, a un programme chargé : études commencées par la Commission de Bruxelles sur les transports, tentative pour mettre en place des compagnies maritimes de cabotage, notamment sur l'axe atlantique entre le Pays de Galles et le Portugal, sensibilisation des syndicats agricoles européens à l'avenir de l'agriculture (l'élevage, par exemple, est la richesse numéro un des Açores), échange d'universitaires, participation à l'autonomie à Hiroshima, au Symposium international sur la mer et les îles. Bref, selon la petite phrase de José Moto Amaral qui restera dans les annales : « Le mouvement pan-insulaire est en marche dans le monde entier... »

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(1) 100 pesetas = 5,40 francs français.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SNCF EMPRUNTS MAI 1989

3 milliards de francs en 3 tranches - obligations de 5.000 F.

Emprunt 8,80 % assimilable le 2 février 1990 à l'emprunt 8,80 % mars 1987.

Montant : 1,5 milliard de francs.

Durée : 10 ans et 242 jours.

Prix d'émission : 99,40 %, soit 4.970 F par obligation.

Jouissance et règlement : 5 juin 1989.

Intérêt annuel : 8,80 %, soit 440 F, payable le 2 février de chaque année.

Le premier terme d'intérêt venant à échéance le 2 février 1990 est fixé à 292 F.

Taux de rendement actuariel : au 5 juin 1989 : 8,91 %.

Amortissement normal : en trois tranches sensiblement égales, chacune des années 1988 à 2.000 ;

— soit par remboursement au pair ;

— soit par rachats en bourse.

Emprunts à taux variable "TME" à bons de souscription.

Montant : 1 milliard de francs.

Durée : 12 ans.

Prix d'émission : 100,02 %, soit 5.001 F par obligation.

Jouissance et règlement : 5 juin 1989.

Intérêt annuel : payable le 5 juin de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,75 %.

Marge actuarielle : au 5 juin 1989 : TME-0,75 %, calculée sur la base d'un TME constant de 8,88 %.

Amortissement normal : au pair, en totalité le 5 juin 2001.

Bons de souscription : les bons attachés à chaque obligation permettent de souscrire à une obligation assimilable à celles de l'emprunt 8,80 % mars 1987 procurant un taux de rendement de 8,61%.

Période de souscription : du 20 novembre au 2 décembre 1989 inclus.

Pour information, à ces deux emprunts publics vient s'ajouter un emprunt à taux variable TME d'un montant de 500 millions de francs, d'ores et déjà entièrement souscrit.

Une note d'information (visa COB n° 89-181 en date du 16 mai 1989) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Belu du 22 mai 1989.

Souscrivez, dans les banques, les Sociétés de Bourse, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Épargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière - 17, rue de Londres - 75009 Paris.

ENRIQUE BARON  
EUROPE 92  
LE RAPPORT DU FUTUR

EMILIO BERNARDO  
LA COMPTABILITÉ  
DES SOCIÉTÉS

comprendre...



## Marchés financiers

## BOURSE DU 19 MAI

[illegible]

**Comptant** (selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Finale int.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale int.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale int.	Rachet net
A.A.A.	891 63	367 44	France-Chigolians	448 85	444 41	Peinture Peinture	123 15	169 76
Action	231 13	224 94	France	482 83	449 18	Peinture	861 10	832 14
Action France	518 51	489 17	France France	161 89	162 22	Planis Planis	144 41	145 18
Action International	625 28	590 70	France Nigol	1161 89	1125 15	Planis Planis	726 17	725 17
A.E.F. Action	851 89	800 10	France	29 05	29 05	Planis Planis	1040 08	1000 08
A.E.F. Action	1142 82	1114 95	France	28 14	27 45	Planis Planis	68770 74	68770 74
A.E.F. 5000	614 10	585 28	France	32 40	31 92	Planis Planis	94581 58	94581 58
A.E.F. ECU	1049 15	1038 76	France	115428 33	115428 33	Planis Planis	52269 33	52269 33
A.E.F. France	114 76	111 36	France	239 17	235 93	Planis Planis	110 96	107 89
A.E.F. Invest	428 41	419 49	France	389 26	387 08	Planis Planis	10548 49	10537 85
A.E.F. Invest	123 48	120 47	France	26 35	26 34	Planis Planis	108 76	105 84
A.E.F. OBLI	1048 32	1043 10	France	4226 84	4216 32	Planis Planis	22428 96	22428 96
A.E.F. Société	1048 32	1048 32	France ECU	697 70	698 80	Planis Planis	125 51	122 42
Agilis	641 22	625 58	France	115232 38	11382 15	Planis Planis	164 67	162 24
Alfa	208 17	198 72	France	118 48	113 04	Planis Planis	5621 06	5588 12
AL.T.O.	174 80	165 29	France	61863 74	61860 04	Planis Planis	1172 28	1154 96
Amis Amis	6236 84	5930 58	France Association	182 74	182 75	Planis Planis	262 84	262 84
Amis Amis	142 28	122 32	France	116 97	111 80	Planis Planis	277 19	264 91
Amis Amis	616 76	616 76	France	162326 22	162326 22	Planis Planis	205 09	189 83
Amis Amis	5421 84	5421 84	France	123 70	122 83	Planis Planis	201 48	174 15
Amis Amis	1123 54	1123 54	France France	462 85	471 48	Planis Planis	514 87	491 62
Amis Amis	345 46	334 10	France	207 50	206 20	Planis Planis	12284 67	12215 81
Amis Amis	1570 59	1530 67	France France	259 85	247 34	Planis Planis	512 14	482 14
Amis Amis	138 17	135 57	France Association	246 58	234 83	Planis Planis	818 23	782 08
Amis Amis	134 68	118 82	France France	234 38	261 84	Planis Planis	11738 91	11738 91
Amis Amis	120 17	124 74	France France	264 37	261 21	Planis Planis	5764 50	5758 34
Amis Amis	123 47	117 87	France France	345 51	342 85	Planis Planis	107 13	107 13
Amis Amis	251 77	251 23	France France	260 81	267 10	Planis Planis	577 41	560 59
Amis Amis	1882 46	1882 46	France France	421 08	407 19	Planis Planis	711 85	711 85
Amis Amis	31 90	30 53	France France	182 82	182 82	Planis Planis	1621 84	1619 84
Amis Amis			France France	181 01	181 01	Planis Planis	819 01	819 01
Amis Amis			France France	374 53	374 53	Planis Planis	366 29	366 29
Amis Amis	5338 09	5318 73	France	1187 45	1155 72	Planis Planis	802 18	802 18

RS	Cours préc.	Dernier cours	Façine .....
			Faïence .....
			Faïence .....
			Faïence .....
			Faïence .....

[illegible]

462	Salari de la nuit .....	.....	500
...	Salari .....	.....	95 15
605	Service de la nuit .....	312	312
308	SCAC .....	.....	611

100	Sunbelt Mortgage	771	447	Chattell	24	24
134	S.E.P. (N)	170	170	Chattell	35	35
139	SEA	543		Chattell	260	260
140	Seaboard	575		Chattell	430	421
141	Seacoast	371		Chattell	390	345
142	Sea Plant. Finance			Chattell	530	
143	Seal	3605		Chattell	310	312
144	Seal Marine	1503		Chattell	312	313
145	Sealco			Chattell	41	40
146	Seafair, Inc.	852		Chattell	12	12
147	Seafair, Inc.	258	248 (N)	Chattell	81	85
148	Seafair, Inc.	1152		Chattell	501	501
149	Seafair, Inc.	185		Chattell	501	520
150	Seafair, Inc.	728		Chattell	127	130
151	Seafair, Inc.	248		Chattell	360	361
152	Seafair, Inc.	248	248 (N)	Chattell	75	75
153	Seafair, Inc.	3225		Chattell	48	48
154	Seafair, Inc.	701		Chattell	1853	2038
155	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
156	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
157	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
158	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
159	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
160	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
161	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
162	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
163	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
164	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
165	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
166	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
167	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
168	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
169	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
170	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
171	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
172	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
173	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
174	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
175	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
176	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
177	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
178	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
179	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
180	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
181	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
182	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
183	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
184	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
185	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
186	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
187	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
188	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
189	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
190	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
191	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
192	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
193	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
194	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
195	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
196	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
197	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
198	Seafair, Inc.			Chattell	215	220
199	Seafair, Inc.			Chattell	215	220

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS pdc.	COURS 10/5	COURS DES BILLES	
			Achat	Vente
Exco-Unie (S 1)	6 708	6 862	6 458	6 852
EDU	7 082	7 082		
Aluminium (100 kg)	338 270	338 620	328 500	348 500
Bulgarie (100 kg)	16 183	16 178	15 660	16 660
Pays-Bas (100 kg)	300 210	300 400	291	312
Danemark (100 kg)	86 900	88 380	85 500	86 000
Norvège (100 kg)	85 720	86 200	84 500	85 800
Grande-Bretagne (S 1)	10 787	10 794	10 450	11 150
Chine (100 kg)	3 988	3 988	3 700	4 560
Italie (1 000 kg)	4 951	4 945	4 400	4 900
Suisse (100 kg)	375 350	379 300	367 500	388 500
Suède (100 kg)	100 620	102 330	98 300	104
Australie (100 kg)	46 100	46 140	45 700	46 200
Portugal (100 kg)	5 421	5 421	5 200	5 800
Espagne (100 kg)	4 098	4 097	3 900	4 600
Canada (S 100 kg)	5 088	5 085	5 300	5 800
Japon (100 kg)	4 806	4 805	4 640	4 860

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 1976
Or fin 100 en barre	79750	78750
Or fin 1000	79750	78750
Pièce française (20 H)	455	446
Pièce française (10 H)	398	398
Pièce indon 20 H	461	458
Pièce indon 20 H	476	447
Sommes	478	459
Pièce de 10 dollars	2785	2805
Pièce de 10 dollars	1397.50	1416
Pièce de 5 dollars	825	825
Pièce de 50 pesos	2950	2925
Pièce de 10 florins	477	455
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....
Gauche	52.50	55
Gay Diagrame	627	608
Union-Wallace 213	.....	.....
Hoguen	297	.....
Miner Improbable	240	.....
Mineratures Royal	18.40	17.40
Miner	1010	.....
Parish, Parich	400	400
Petit-Clair	240.10	.....
Ronald N.V.	183	183.50
Seas-Shen	454.90	405.10
Soc. Selye Inc	50.30	.....
S.P.A.	633	.....
St Louis de Monde	550	584
Union	380	.....
Union Casseur	144	127.50
Wagon	1470	1480

e : coupon détaché — e : c

### Hors-cote

[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

